

**LES MARCHÉS DU CRÉDIT  
DES PAYS D'AFRIQUE**

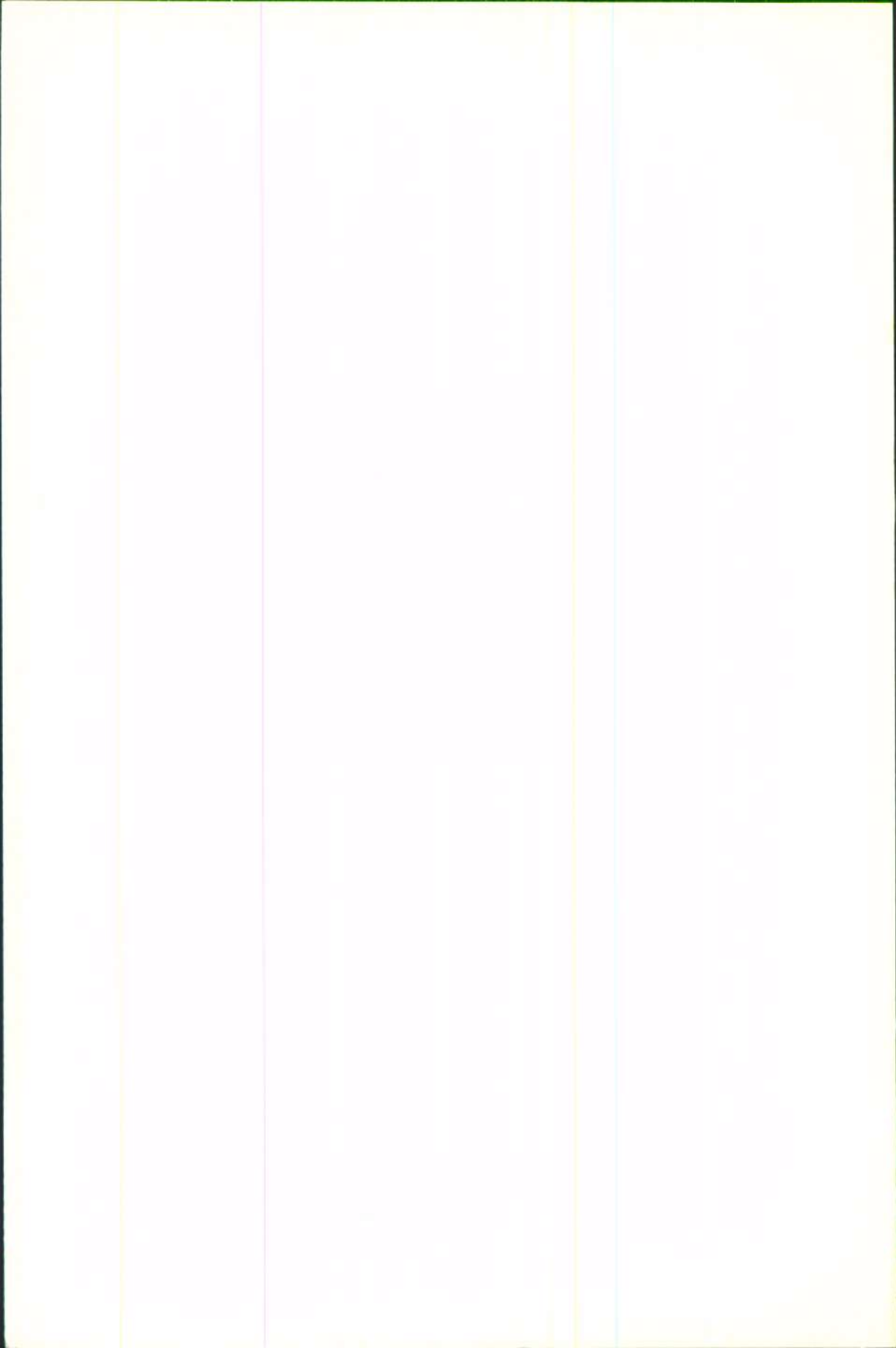
**Collection dirigée par le  
prof. Giordano Dell'Amore**

**Sergio Bortolani**

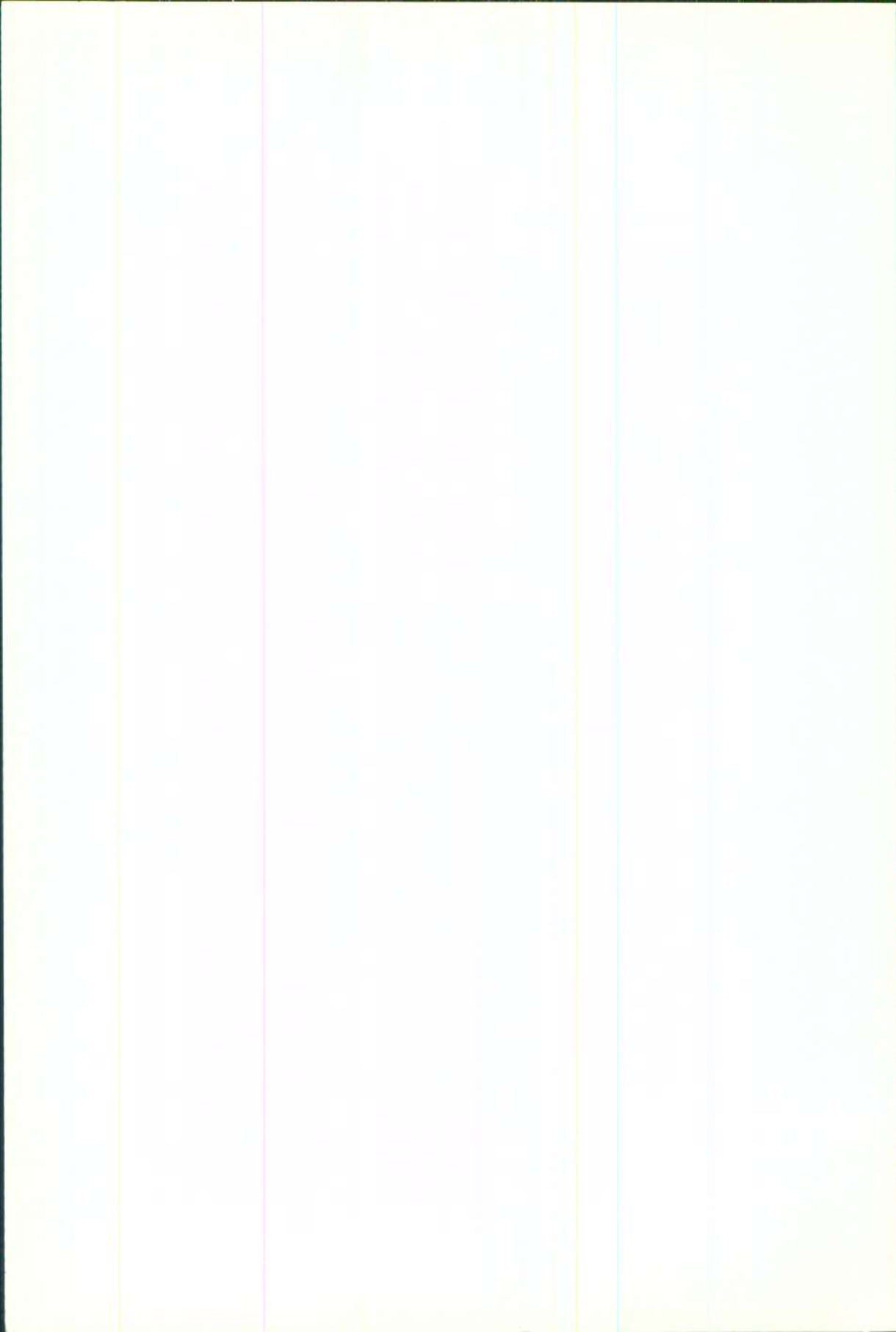
# **SYSTÈME BANCAIRE DU NIGER**



**cassa di risparmio delle provincie lombarde — milan**









LES MARCHÉS DU CRÉDIT DES PAYS D'AFRIQUE  
Collection dirigée par le Professeur Giordano Dell'Amore

---

**2**

CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCIE LOMBARDE - MILAN

OUVRAGES DÉJÀ PARUS DANS CETTE COLLECTION:

- 1 - Les systèmes bancaires des Pays d'Afrique
- 2 - Sergio Bortolani - Système bancaire du Niger

EN COURS DE PRÉPARATION:

Paolo Mottura - Système bancaire de la Tunisie

---

SERGIO BORTOLANI

SYSTÈME BANCAIRE  
DU NIGER

---

---

TOUS DROITS RÉSERVÉS

---

## REMERCIEMENTS DE L'AUTEUR

*J'ai rempli la mission qui m'a été confiée par la Cassa di Risparmio delle Province Lombarde et l'Università L. Bocconi, à Niamey, capitale du Niger, au cours des mois de juin et juillet 1970.*

*J'ai été l'hôte à Niamey de la Caisse Nationale de crédit agricole à laquelle vont mes sentiments reconnaissants pour l'assistance accordée et le matériel mis à ma disposition. Mes remerciements vont: au Président de cette banque, M. BOUBOU HAMA qui est aussi le Président de l'Assemblée Nationale et celui de la Banque de développement; au Directeur, M. KELETIGUI MARIKO; au Conseiller technique et Directeur par intérim, M. GUY PUIS-SOCHET; à M. JEAN-PIERRE DONOT, et à tous les employés de la Banque.*

*Grâce à de nombreux entretiens avec les représentants de l'économie nigérienne et du monde de la banque, j'ai pu combler des lacunes sur divers points au sujet desquels les statistiques disponibles ont fait défaut; j'ai pu aussi approfondir les aspects particuliers du marché du crédit au Niger. Je désire exprimer ici ma reconnaissance à Messieurs: BATHANY, économiste et expert du Commissariat général au développement; CHARLES GODEFROY, Directeur à Niamey de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest; ABDOU GADO, Directeur, et BEN OTHMAN, Conseiller technique de la Banque de développement de la République du*

Niger; LONGHI, expert de la F.A.O. à Niamey; ALTHUZER, Directeur par intérim de la filiale de Niamey de la Banque internationale pour l'Afrique occidentale; OUMAROU MOUSSA, Directeur, et DURUPT, Assistant technique de la Caisse d'épargne postale du Niger; MARX, Directeur par intérim de la Caisse centrale de coopération économique; LANCELIN, Conseiller économique de l'Union nigérienne de crédit et de coopération; CESAR, Directeur de la Société nigérienne de crédit automobile.

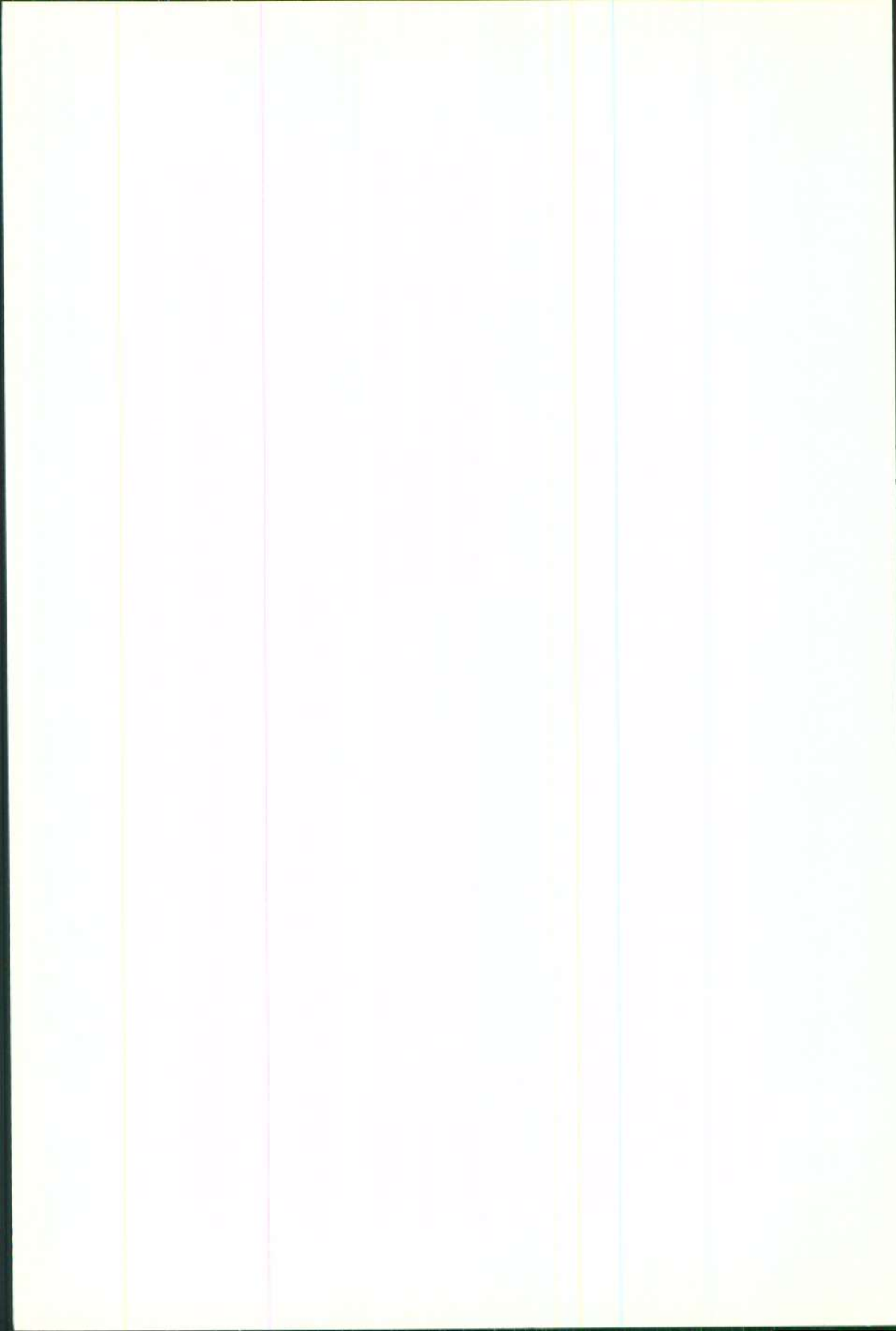
J'ai pu ensuite compléter à Paris, au cours d'entretiens, le tour d'horizon commencé au Niger dans ceux des instituts dont le siège central est dans cette ville; je tiens à exprimer ma profonde gratitude à M. MICHEL DURANT, Directeur des opérations financières, et à M. PAUL MARQUIS, Directeur des opérations de crédit de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest; à M. PIERRE MARCHAND, Inspecteur général de la Banque centrale des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun, et à M. JACQUES ALIBERT, Directeur de la Banque internationale pour l'Afrique occidentale.

Je tiens à remercier tout particulièrement M. GUY PUISOCHET qui, plus qu'aucun autre, a facilité mes recherches, en illustrant avec autant de compétence que d'amabilité les structures et les techniques du crédit agricole au Niger, et en me donnant une documentation abondante sur d'autres questions.

Qu'il me soit permis, enfin, d'adresser un remerciement au Servizio Studi e Statistica de la Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde qui a préparé l'édition de cet ouvrage, ainsi qu'au Professeur CESARE SAIBENE, titulaire de la chaire de géographie économique à l'Università Cattolica de Milan, et qui a eu l'amabilité de relire la partie du volume concernant la géographie du Niger.

SERGIO BORTOLANI

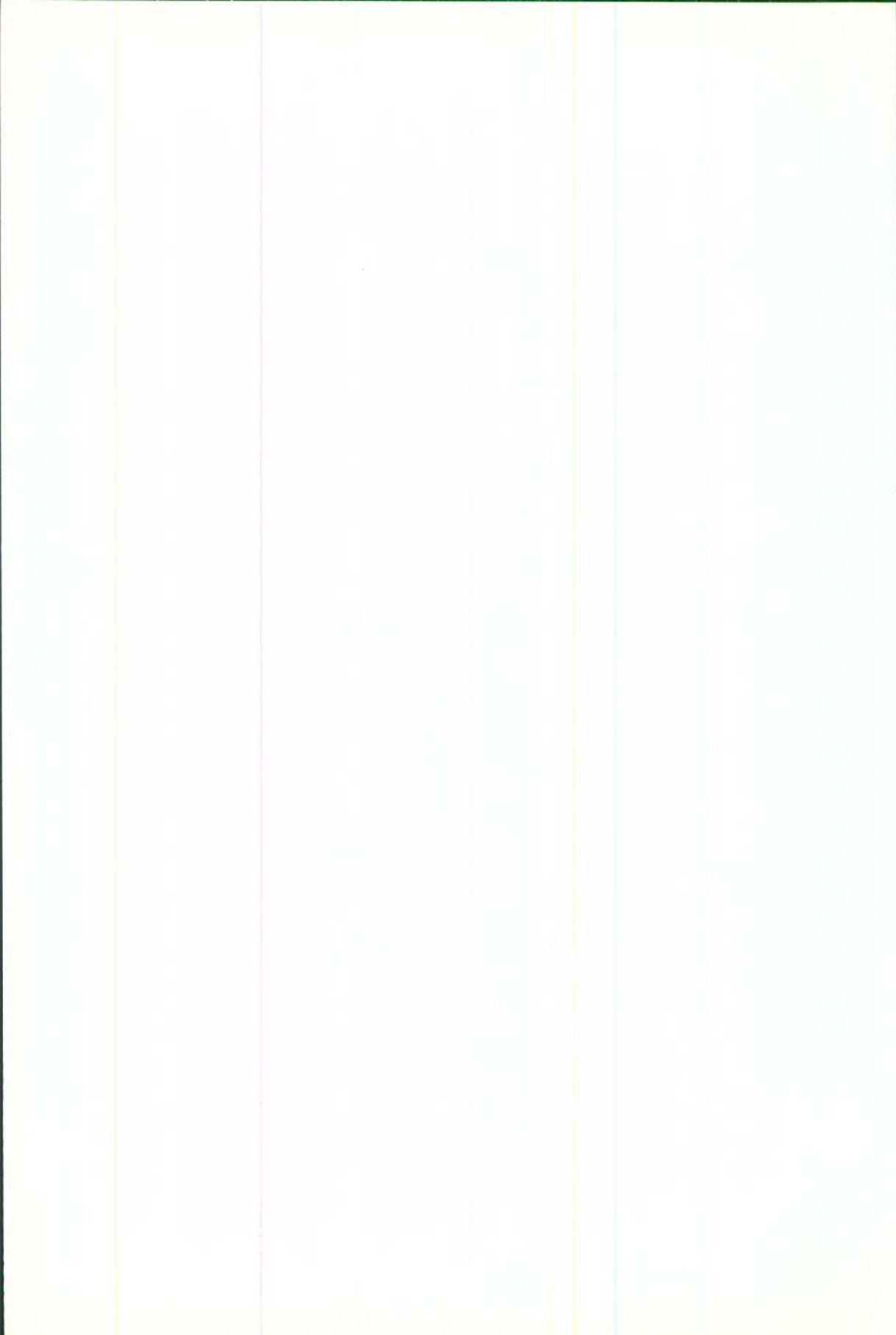






## PREMIÈRE PARTIE

### ASPECT GÉNÉRAL DE L'ÉCONOMIE DU NIGER



## ELÉMENTS DE GÉOGRAPHIE PHYSIQUE ET HUMAINE

Le Continent africain dont la superficie est de 30 millions de km<sup>2</sup> couvre le quart des terres émergées, et sa population, d'environ 350 millions d'habitants, ne représente que 10% de celle du monde entier. La densité de population de 12 personnes au km<sup>2</sup> est donc relativement faible comparée à celle du monde en général qui est de 25. Ce continent comprend aujourd'hui 43 Etats indépendants (1) et 16 territoires assujettis, à divers titres, à des Nations européennes. Son revenu global brut (non compris celui de la République Sudafricaine) correspond aux deux tiers environ de celui de l'Italie. Le revenu pro capite est le plus bas de celui des différentes régions du globe: 112 dollars en Afrique, 141 en Asie, 300 en Amérique Latine, 1.400 en Europe, 3.000 en Amérique du Nord (ces données sont celles de 1966).

Dans ce contexte, le Niger, situé dans la zone occidentale du Continent, est une nation jouissant de l'autonomie politique depuis 1960. Ce Pays est l'un des moins peuplés et des plus pauvres, sa position géographique est particulièrement défavorable: il n'a aucun débouché sur la mer, c'est une zone en grande partie désertique, ses terres sont peu fertiles, les points d'eau y sont rares, les communications difficiles.

Couvrant une superficie de 1.267.000 km<sup>2</sup> (soit quatre fois celle de l'Italie), par ses dimensions le Niger se place au sixième

---

(1) Le chiffre officiel est de 42 Etats, du fait que l'indépendance de la Rhodésie n'a fait l'objet, jusqu'à présent, que d'une déclaration unilatérale.

rang des pays d'Afrique. Il est au centre de l'ancienne Afrique occidentale française, et se distingue par son aspect compact (1.600 km d'est en ouest, et 1.200 du nord au sud) et continental (le point le plus rapproché de la mer est à 700 kilomètres). Il confine à sept Pays: au nord, à l'Algérie et à la Libye; à l'est, au Tchad; au sud, à la Nigeria et au Dahomey; à l'ouest, à la Haute Volta et au Mali (voir carte en annexe). C'est un vaste haut plateau dont l'altitude est en moyenne de 300 mètres, à l'aspect désolé, roches et sables s'y succèdent avec, ça et là, des pics isolés, des lits d'anciens fleuves taris, et des cuvettes. Du point de vue orographique on y trouve des reliefs dans le nord-est dont le plus important est l'Aïr formé de roches granitiques mais parsemé de cônes volcaniques dont les cîmes les plus élevées atteignent 2.000 mètres. Sur les flancs de ce massif s'étend le Sahara nigérien, tandis que sur la bande méridionale du Pays située le long de la frontière avec la Nigeria, on trouve les terres les plus fertiles où la presque totalité de la population sédentaire est concentrée.

Du point de vue hydrographique, le Niger possède deux bassins: celui du fleuve Niger à l'ouest, et celui du lac Tchad, à l'est. Le Niger est le principal cours d'eau d'Afrique occidentale, il a 4.160 km de long, et parcourt le Pays sur 550 kilomètres, il offre peu d'intérêt en tant que voie de communication par suite de son débit irrégulier et de sa faible profondeur. C'est pour des motifs analogues que le lac Tchad n'a, lui aussi, que peu d'importance: il couvre environ 25.000 km<sup>2</sup>, dont 3.000 seulement appartiennent au Niger.

Le territoire couvert par ce pays est si vaste que son climat n'est pas uniforme, bien que, d'une manière générale, il soit caractérisé par de fortes températures et une aridité excessive. L'année climatique se différencie en une saison sèche qui va d'octobre à juin, et une période pluvieuse avec les plus fortes pluies en août. On

distingue trois zones climatiques: une zone désertique au Nord, avec moins de 100 mm de pluies annuelles; une zone sub-désertique au centre, avec des précipitations allant jusqu'à 250 mm en été, où on peut faire l'élevage du bétail; une zone de savanes au sud où les caractéristiques de la précédente sont accentuées et où le régime pluviométrique (qui peut dépasser 500 mm de précipitations) favorise l'agriculture.

Approximativement, on voit se succéder, du nord au sud: le paysage désertique typique (grand erg) qui correspond aux derniers reliefs méridionaux du Sahara; le paysage prédésertique des steppes couvertes de graminées et d'arbustes épineux (brousse) et enfin la savane couverte d'arbres qui, dans le sud-ouest, est devenue un Parc National tant sa faune est riche en félidés, ongulés et pachydermes.

Examinons maintenant les éléments de géographie humaine. Abstraction faite de la vaste étendue du territoire, les Pays peu peuplés sont la majorité en Afrique: une trentaine d'entre eux ne compte pas plus de 5 millions d'habitants. Le Niger est de ces derniers, sa population globale étant évaluée en 1970 à plus de 3.900.000 personnes, avec une densité de population de 3 habitants au kilomètre carré. Il convient de préciser que les 4/5ème des nigériens sont concentrés dans la zone Sud de leur Pays, dans une région qui couvre environ 350.000 km<sup>2</sup>, et qui est donc à peine plus grande que l'Italie.

77% de la population est sédentaire et vit à la campagne; 18% des habitants sont des nomades ou semi-nomades, tandis que 5% habitent les villes. Bien que lent, le processus d'urbanisation est en cours et finira, sous peu, par poser des problèmes de chômage, les villes ne sont pas assez industrialisées, en effet, pour absorber toute la main d'oeuvre disponible.

Les principales agglomérations urbaines sont toutes de dimensions restreintes et sont situées, pour la plupart, dans la zone sud: la capitale est Niamey, sur le fleuve Niger, elle compte 72.000 habitants, viennent ensuite: Zinder avec 31.000 habitants, Maradi avec 23.000, Tahoua, avec 19.000, Agadez, N'Guigmi, Tillabéri, Gouré avec moins de 10.000 habitants.

Les groupes ethniques du Niger sont très variés: les plus nombreux: les Aussa (1.700.000) sont sédentaires et se trouvent dans le centre et le sud-est du Pays; les Germa-Songhaï (700.000) sont eux aussi des agriculteurs à habitat fixe, on les trouve surtout à l'ouest et dans le sud-est; les Peuls (457.000) sont essentiellement nomades et se consacrent à l'élevage des moutons, ils sont dispersés dans tout le pays; les Canures (Berbères, Mangas) (240.000) résident dans le sud-est; les Touareg (330.000), d'origine arabe et de race blanche, vivent à l'état nomade dans le nord et y font de l'élevage avec leurs anciens vassaux, les Buzu; enfin quelques milliers d'européens dont la moitié sont français vivent au Niger.

La langue officielle est le français, mais les idiomes locaux sont les plus usités: tout d'abord l'ausa, ensuite le germa; le peul (très répandu dans toute l'Afrique occidentale), le berbère et le tamachek (celui-ci est parlé par les Touareg et les Buzu). La diversité des groupes ethniques est atténuée par la prédominance de la religion musulmane; c'est, en effet, celle de 80% des nigériens bien qu'elle soit suivie avec des rites différents.

En ce qui concerne l'emploi, la population active est de 1.400.000 personnes environ, dont 95% au moins ont un travail se rapportant aux activités du monde rural (agriculture, élevage, artisanat). Les fonctionnaires et les salariés de l'industrie et du secteur tertiaire sont très peu nombreux (25.000), parmi eux on compte 500 employés de banque et de compagnies d'assurances. Il faut observer, en outre, que le mot « emploi » prend un sens



particulier dans ce Pays comme dans d'autres nations en voie de développement, étant donné qu'une fraction seulement de la population rurale participe activement à la production, bien que tous les effectifs de travailleurs soient intégrés dans le processus de production. En effet, le cycle biologique des plantes comestibles cultivées étant restreint, et la pression démographique étant excessive sur le secteur primaire, une partie assez importante (de 30 à 50%) du personnel occupé, bien que recevant un salaire de misère, a une production marginale nulle. C'est le problème du « chômage structurel », l'un des noeuds du problème que pose le sous-développement, dont la solution, si on la cherche à l'intérieur même du secteur, semble être donnée par l'augmentation de la production de biens agricoles et la commercialisation des excédents ainsi obtenus afin de provoquer la mise en marche de mécanismes de cumul, et par suite, la formation de capitaux à investir dans d'autres secteurs de la production.

Depuis le jour où le Pays est devenu indépendant, les autorités se sont efforcées de relever le niveau de vie de la population, celle-ci se trouvant depuis des siècles, et peut-être depuis des milliers d'années, à un niveau primitif, leur action a été des plus énergiques, et dans certains cas même hors de proportion avec l'entité écrasante des besoins à satisfaire. Dans le secteur de l'instruction, la situation désastreuse laissée il y a dix ans par le régime colonial a, sans aucun doute, été améliorée: le taux de « scolarisation » est passé de 2,6 à 11%, il reste, cependant, l'un des plus bas d'Afrique; le nombre des écoles a été quadruplé, celui des élèves des classes primaires est passé de 15.000 à 82.000. De sérieuses difficultés restent à surmonter, mais, grâce aux investissements considérables qui ont été prévus, à l'accroissement du corps enseignant, à l'utilisation de la télévision scolaire (25 villages en sont dotés) pour réduire les coûts et former un réseau capillaire

d'enseignement, on espère que le taux de « scolarisation » pourra atteindre 40-50% en 1980 et qu'il sera possible alors d'atténuer les divergences qui existent aujourd'hui entre la campagne et la ville et parmi les diverses régions. Pour le complément d'études, les étudiants doivent recourir aux universités étrangères (principalement au Sénégal et à la France).

Des initiatives analogues ont été prises dans le domaine de la santé publique, mais ici les problèmes qui restent à résoudre sont peut-être encore plus ardues. Outre les inconvénients déjà signalés en ce qui concerne l'éducation, on déplore le manque presque absolu de principes d'hygiène, ce qui cause de nombreuses maladies, de même qu'une sous-alimentation généralisée, un équipement sanitaire et du personnel insuffisants, une mortalité de plus de 25% pour les enfants en bas âge. Dans ces conditions la priorité a été donnée à la médecine de masse et à la « mobilité » de l'assistance médicale sous forme de vaccinations ayant pour objet de réduire l'incidence des maladies contagieuses et des maladies endémiques et de faire faire un recensement sanitaire de la population par des équipes de médecins qui vont de village en village. Il existe un certain équipement stable (1) mais il reste encore beaucoup à faire, surtout en matière d'éducation sanitaire: il suffit de dire ici que 85% des nigériens n'ont jamais éprouvé le besoin ou eu la possibilité de consulter un médecin.

Donnons, pour conclure, un aperçu d'une des tendances essentielles de la politique gouvernementale, il s'agit du service de la promotion humaine, créé en 1963 avec, comme objectif final — suivant la formule même du Commissariat général au dévelop-

---

(1) En 1968 on comptait 22 centres médicaux, 28 maternités, 119 dispensaires, 1 sanatorium anti-tuberculeux, 6 cliniques privées et 3 écoles d'infirmières.



pement — « de parvenir à une participation effective de toute la population à son propre développement, tant sur le plan économique que social et culturel ». Cette promotion qui touche à des domaines divers, trouve dans ce que l'on dénomme « animation rurale » son point essentiel, puisque la presque totalité des habitants est représentée par des paysans. Trois phases affirment la présence de cette activité de formation: dans la première, les « animateurs », personnes choisies parmi les jeunes gens dynamiques, s'efforcent d'encourager les débats au village sur des thèmes variés, d'une manière générale ceux portant sur les problèmes quotidiens de la communauté; dans la seconde on passe à l'action, autrement dit, l'animateur et les villageois décident, d'un commun accord, des réalisations pouvant avoir lieu dans l'immédiat, et une grande portée psychologique, plutôt que pratique, est donnée à ces petits travaux; au cours de la troisième phase, enfin, on assiste, ou plus exactement, on assistera dans l'avenir, à la création de structures nouvelles, qui verront les collectivités locales effectuer elles-mêmes la gestion de leurs propres affaires et organiser sur des bases renovées les rapports entre l'administration et les citoyens.

#### EXPOSÉ SOMMAIRE DE L'HISTOIRE DU NIGER - ORGANISATION POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE DE LA RÉPUBLIQUE DU NIGER

La République du Niger actuelle comprend un territoire qui, au cours des siècles, a fait partie des principaux empires de l'Afrique noire: de celui des Touareg à celui des Songhaï, des Aousa, des Peuls, et souvent il a subi des vicissitudes complexes.

Avec le XIX<sup>ème</sup> siècle un élément nouveau fut introduit dans ce pays qui précéda la période coloniale: en effet, diverses expéditions européennes explorèrent le Continent noir, elles furent suivies de missions militaires qui avaient pour but d'occuper les

régions découvertes. Par l'accord de 1890 et la Convention de Paris de 1898, la France et la Grande Bretagne délimitèrent leurs zones d'influence respectives en Afrique occidentale et centrale. En 1911, on baptisa la zone allant du fleuve Niger au Lac Tchad: « territoire militaire du Niger », mais la France n'en prit complètement et définitivement possession qu'en 1917, lorsque les dernières résistances des « hommes bleus d'Agadez » furent vaincues. En 1922, le Niger reçut le *status* de colonie et fut incorporé dans le vaste ensemble qui constitue l'Afrique Occidentale Française.

En 1946, une réforme donna aux habitants de cette dernière la citoyenneté française, et dix ans plus tard la Loi Cadre apporta d'autres innovations, dont le suffrage universel. En 1958, le dernier pas vers l'indépendance fut fait: les nigériens — de même que les peuples des autres colonies françaises — furent appelés à se prononcer sur le référendum institutionnel proposé par le général De Gaulle. Des trois solutions envisagées: intégration complète à la France, maintien du statut actuel, ou association comme république autonome avec la Communauté française, — à laquelle seraient réservées les directions des affaires étrangères, de la défense et de la politique économique, — cette dernière fut adoptée à une grosse majorité.

En 1959, le Niger, conscient de ses intérêts communs avec la Haute Volta, la Côte d'Ivoire et le Dahomey, du point de vue géographique et économique, constitua avec ces pays (auxquels le Togo viendra s'ajouter par la suite) le Conseil de l'Entente, chargé de la coordination de leurs politiques respectives dans différents domaines. En 1960, ces Etats demandèrent et obtinrent de la France de quitter la Communauté. Le premier ministre, Hamani Diori, proclama l'indépendance du Niger le 3 août 1960. Le 20 septembre le nouveau Pays devint membre de l'Organisation des Nations Unies. Diori fut élu premier président de la République

le 9 novembre 1960. Dans les années qui suivirent, le Niger étendit sa participation à des accords ainsi qu'à des organismes internationaux et interafricains.

La Constitution de la République s'inspire de celles de la France et des Etats-Unis d'Amérique: le président, élu tous les cinq ans au suffrage universel direct, est le chef de l'Etat, il détient seul le pouvoir exécutif, il désigne les membres du gouvernement (qui ne peuvent être des membres du parlement), il est le chef de l'administration et des forces armées, il détermine et dirige la politique de la nation, il prend l'initiative des lois de concert avec l'Assemblée nationale, il a pouvoir de consulter le peuple par référendum.

Une seule chambre exerce le pouvoir législatif: l'Assemblée nationale, composée de 60 membres, élus eux aussi pour cinq ans au suffrage universel direct.

L'organisation administrative décentralise l'ordonnancement colonial qui l'a précédé: le territoire tout entier est divisé en 7 départements, ayant chacun un préfet comme chef, 32 districts dirigés par un sous-préfet, et 150 communes administrées par un maire. La principale innovation a été celle de l'introduction de l'autonomie financière qui a été attribuée à ces deux dernières entités locales afin de leur permettre d'assumer des tâches importantes jusque là réservées au gouvernement central. Il convient d'observer, par contre, que le village, noyau de résidence essentiel, ne revêt d'importance pour l'administration qu'en ce qu'il est une unité de recensement et de perception des impôts.

Sur le plan politique, le Niger a présenté jusqu'à ce jour un exemple remarquable de stabilité. Le président Diori, réélu en 1965, assure pour une décennie la continuité de certaines lignes directrices en politique. Il n'existe qu'un parti: le Parti progressiste nigérien, constitué en 1946; il est la section nationale d'une orga-

nisation plus vaste: le Rassemblement démocratique africain. La Constitution n'exclut pas la pluralité des opinions, mais le groupe d'opposition, le Sawaba, a été supprimé en 1964 parce qu'il avait tenté de renverser le gouvernement au pouvoir.

#### PRINCIPAUX ASPECTS DE L'ÉCONOMIE NIGÉRIENNE

Dans ses grandes lignes, le cadre de l'économie nigérienne ne s'écarte guère de celui des Pays les plus pauvres d'Afrique occidentale et, en général, de celui des Etats dont l'évolution est à son tout premier stade.

Les caractères communs à ces économies sont, en effet: la prépondérance de l'agriculture en tant qu'activité de base, le degré élevé d'auto-consommation, l'importance du secteur traditionnel non monétaire, la très faible quantité d'épargne à l'intérieur du pays, la grande dépendance vis-à-vis de l'étranger en ce qui concerne les investissements, le faible poids de l'activité industrielle.

Le revenu national brut a été en 1966 de 72,6 milliards de francs C.F.A. (1) soit: 163 milliards de lires, tandis que le revenu pro capite a été évalué à 21.000 francs C.F.A. (soit 75 dollars). Un tel chiffre place le Niger parmi les 21 pays d'Afrique disposant d'un revenu individuel inférieur à 100 dollars (2). Le produit

---

(1) L'unité monétaire ayant cours au Niger est le franc C.F.A. (Communauté Financière Africaine) librement convertible avec le franc français, selon le rapport: 1 franc C.F.A. = 0,02 francs français. Le change avec la lire italienne selon la parité déclarée au Fonds monétaire international est de: 1 Fr. C.F.A. = 2,252 Lit. Avec le dollar des Etats Unis, 1 Fr. C.F.A. = 0,0036 dollars.

(2) Voir ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA, *A Survey of Economic Conditions in Africa*, 1967, page VII. D'après cette source on constate qu'il existe encore 13 autres Pays jouissant d'un revenu pro capite allant de 100 à 199 dollars et que par conséquent le 94,1% de la population (République Sudafricaine excluse) vit avec un revenu annuel inférieur à 200 dollars.



global brut s'accroît en moyenne chaque année de 4%, mais les pourcentages d'augmentation des secteurs secondaire et tertiaire sont bien plus élevés. Malheureusement, le poids de ces derniers dans la formation du revenu est faible, 15 et 23% respectivement, par rapport à celui de l'agriculture qui est de 62% (ces données sont toujours celles de l'année 1966).

La principale difficulté rencontrée et qui fait obstacle à l'essor de l'économie vient de ce que l'équipement de la production est insuffisant pour les besoins existants. D'une part la demande en capitaux est insignifiante, par suite du peu de développement du marché et du nombre restreint d'initiatives de la part des entrepreneurs industriels; d'autre part, l'offre de ressources financières est infime, faute d'épargne. Pour sortir d'une telle situation, il faut procéder à un financement initial, avec l'intervention des pouvoirs publics et un afflux de disponibilités fournies par l'étranger, et suffisant pour mettre en route le processus de développement. Depuis que le Pays est indépendant on a commencé à mettre ceci en pratique, mais on s'est souvent heurté à une carence de possibilités d'investissement.

Exception faite de la récente découverte d'un gisement d'uranium, le Niger offre peu de perspectives d'envergure. Il faut reconnaître, de toutes façons, que le gouvernement a eu le mérite de s'engager sur la voie des réformes et du progrès économique et social: à l'intérieur du pays par la promotion de conditions susceptibles de mener la population vers le but poursuivi, c'est-à-dire l'indépendance économique et l'augmentation du niveau de vie et, en favorisant, à l'étranger, toutes les initiatives tendant à intégrer le Pays dans un cadre de rapports internationaux.

L'agriculture est celle qui caractérise les pays en voie de développement: d'une part, c'est une agriculture de subsistance, et d'autre part, elle est basée sur la monoculture industrielle. Les

pâturages, les zones désertiques et improductives couvrent 87% du territoire national; les terres arables représentent 9% de la surface et les 4% restant sont couverts de bois et de savanes. La superficie effectivement cultivée chaque année n'est cependant que le tiers des terres cultivables. La production globale de 1967 a été évaluée à 36 milliards de francs C.F.A. (dont la moitié a été fournie par le millet et le huitième par les arachides), la fraction de cette production restant non commercialisée est de plus des deux tiers.

L'agriculture de subsistance fournit — plus ou moins — une ration alimentaire quantitativement suffisante, bien qu'incomplète, pour la population. Cette ration est essentiellement constituée par le millet suivi d'autres céréales (le sorgho, et de plus en plus: le riz), de certaines variétés de légumes (le niébé et le voanzú) ainsi que de produits maraîchers (1). Le gouvernement a entrepris l'amélioration des conditions dans lesquelles se trouve l'agriculture qui est encore à un niveau primitif. Les multiples problèmes qu'il doit affronter sont: la diversification, l'extension des productions, l'augmentation des rendements unitaires, l'introduction de la culture attelée (c'est-à-dire l'emploi de la charrue trainée par des boeufs), la diffusion du système des coopératives. Les progrès accomplis n'intéressent à l'heure actuelle qu'une minorité de paysans; ils sont de toutes manières très lents, non pas du fait d'une certaine réticence à innover de la part du milieu rural, mais plutôt par suite du faible rendement du matériel et des engrais dans les conditions de leur utilisation normale au Niger.

---

(1) Voici les données — exprimées en milliers de tonnes — concernant les principales productions « alimentaires » (productions vivrières) de 1967: millet, 1000; sorgho, 300; manioc, 170; niébé, 70; voanzú, 31; riz, 32,5; oignons, 36; patates, 12; maïs, 2,6.

La culture industrielle de beaucoup la plus importante est celle de l'arachide, qui constitue la base des exportations du Pays (70% de leur valeur). L'arachide occupe un dixième de la superficie utilisable, et sa production représente pour l'économie du Niger, bien que dans des proportions plus modestes, ce qu'est le café pour la Côte d'Ivoire, et le cacao pour le Ghana. Avec 180.000 tonnes par an, dont la presque totalité est vendue à l'étranger, le Pays occupe le quatrième rang parmi les exportateurs d'Afrique, après la Nigeria, le Sénégal, et le Soudan. Depuis 1962, la commercialisation de ce produit est le monopole de la S.O.N.A.R.A., une société à économie « mixte », appartenant par moitié à l'Etat et dont l'autre est contrôlée par d'anciens opérateurs privés de ce secteur, la société a été fondée en vue de rationaliser les processus de récolte, de transport et de vente, elle tend à assurer l'absorption totale de la production à un prix minimum garanti. Les résultats donnés par cette organisation sont des plus satisfaisants, même s'ils se sont ressentis, au cours de certaines années, des effets préjudiciables dérivant d'une baisse des cours mondiaux. Une autre culture industrielle, d'introduction assez récente, sur laquelle on compte beaucoup pour l'avenir, est celle du coton. On n'en récolte que 6.200 tonnes actuellement, mais le développement prévu de cette culture laisse espérer qu'il permettra de doter le Pays d'un produit de base servant à la fois à promouvoir de nouvelles activités de transformation à l'intérieur de la Nation (les industries textiles sont, en général, les premières à s'implanter dans les Pays en voie de développement), et à enrichir le nombre des marchandises d'exportation.

L'élevage est la richesse la plus certaine du Niger qui place ce pays au second rang des producteurs de viande en Afrique occidentale, après le Mali. Les chiffres absolus sur l'importance quan-

titative du cheptel sont, sans aucun doute, considérables (1). Cette activité a été mal exploitée jusqu'ici, on commence à l'organiser sur des bases plus rationnelles. Pour remédier au manque de points d'eau en surface, des mesures d'interventions publiques sont prises pour construire une très grande quantité de puits et de réservoirs dans les zones typiques des pâturages nomades. Pour valoriser certains produits de choix il convient de mentionner l'activité du Service d'élevage de Maradi qui s'efforce, en particulier, d'améliorer les systèmes de tannage des peaux de la « chèvre de Maradi » connues sur le marché mondial sous le nom de « peausseries de Sokoto ». On exporte également du bétail vivant (16% de la valeur globale) au Dahomey, au Ghana et en Nigeria. En même temps l'exportation des viandes fraîches et fumées se développe. La pêche, pratiquée le long du fleuve Niger et dans le Lac Tchad, donne environ 7000 tonnes de poissons par an, dont une partie est exportée sous forme de poissons séchés et salés.

Si, dans l'ensemble, l'agriculture remplit sa mission, on ne saurait en dire autant pour l'industrie, de création toute récente, dont on ne peut attendre dans un avenir immédiat, tout au moins, de grandes réalisations, et ce, pour des motifs divers. Il est inexact de parler déjà « d'industrie » proprement dite pour un Pays où l'on trouve en tout 35 à 40 installations, et dont chacune — à quelques exceptions près — agit dans des domaines divers et n'a

---

(1) En 1967, une première approximation donnait les évaluations suivantes: bovins, 4.200.000; ovins, 2.180.000; races caprines, 5.600.000; chameaux, 360.000; ânes, 315.000; chevaux, 160.000. La densité du cheptel par 100 habitants était l'une des plus fortes d'Afrique.

	<i>Afrique</i>	<i>Afrique occidentale</i>	<i>Niger</i>
Races bovines	41	26	117
Races ovines et caprines	86	68	228



que de faibles dimensions (le personnel compte de 20 à 30 unités, sauf la cimenterie de Malbaza qui en a 200). On doit imputer ce « retard industriel » du Niger, tout d'abord à la faible productivité de la main d'oeuvre due à l'analphabétisme, à l'efficienne physique précaire par sous-alimentation, à l'instabilité de l'emploi; en outre, au fait que les entreprises ne sont que peu, ou nullement complémentaires, elles n'effectuent qu'un petit nombre d'opérations du cycle de fabrication concernant la production de chacune des marchandises. Ceci tend, par suite, à anéantir les « effets de cumul » qui garantissent l'expansion du secteur secondaire. En général, les entreprises actuelles se consacrent à la transformation des produits agricoles et d'élevage ou à la fabrication de certains biens qui, jusque là, étaient importés (1).

La plupart des industries se présentent sous forme de « sociétés à économie mixte », c'est-à-dire de sociétés dans lesquelles la majorité du capital est détenue par l'Etat et le reste appartient à des particuliers. C'est le gouvernement lui-même qui en a promu la création, en particulier dans les secteurs négligés par les initiatives individuelles, en vue de répondre, avant tout, à l'intérêt général, et en second lieu, à assurer la parité de la gestion. La composition de leurs ressources financières se répercute directement — ainsi qu'on le verra plus avant — sur la politique d'endettement, axée principalement sur le recours à la banque de développement locale, qui, elle aussi, est une société mixte. L'expérience acquise autorise

---

(1) Parmi les premières on peut citer l'huilerie et l'installation pour égrener le coton à Maradi, la rizerie de Tillabéri, le moulin et la tannerie de Zinder, l'industrie textile, la fromagerie et l'abattoir de Niamey; parmi les secondes: la cimenterie de Malbaza, la fabrique de chaussures, la savonnerie, les fabriques de briques, de carrelages, d'articles en matière plastique, les brasseries et fabriques de boissons gazeuses à Niamey.

à formuler quelques réserves sur leur bon fonctionnement (1), même si l'on doit ajouter que, vraisemblablement, si l'on n'avait pas adopté cette solution, le Niger aurait dû attendre plus longtemps encore son entrée dans l'ère industrielle.

La situation, en ce qui concerne les richesses du sous-sol, a changé radicalement ces derniers temps: des prospections géologiques ont révélé la présence de gisements considérables de cassitérite dans la région montagneuse située entre Gouré et Zinder, de sorte qu'aujourd'hui on en tire environ 50 tonnes d'étain par an, ainsi qu'une quantité appréciable de tungstène qui sont exportées en France. On a également repris l'exploitation de quelques mines de fer auprès de Say et de Kantché. On a même trouvé quelques gisements d'hydrocarbures dans les zones désertiques et modernisé l'extraction du sel auprès de Bilma et d'Agadéz. On a surtout commencé à exploiter un gisement d'uranium de la plus haute importance, à Arlit dans la région de l'Aïr; le produit de ce gisement permettra, au cours de la décennie 1970-1980, de transformer l'aspect de l'économie nigérienne. Il s'agit, en effet, d'une mine riche de 20.000 tonnes d'uranium, dont l'extraction sera aisée: d'une part, grâce au fait que le minerai ne semble pas mélangé au carbonate de calcium, et, d'autre part, à cause de la situation du gisement: qui est « à ciel ouvert »; on prévoit que l'exportation de

---

(1) Un expert de la F.A.O., entre autre, affirme aux pages 53-54 de son étude, que ces sociétés, lorsqu'elles ont acquis une certaine autonomie financière, tendent à se comporter comme des établissements privés, ne tenant plus compte de ce qu'à l'origine elles poursuivaient un but social; si, au contraire, leur situation financière est précaire elles se trouvent dans l'obligation de limiter la portée de leurs interventions. Les principaux motifs de ces piètres résultats sont dus à l'insuffisance de personnel qualifié à la direction des entreprises, et au manque de surveillance efficace de la part du gouvernement capable de mettre l'entreprise dans l'obligation de suivre la voie qui lui a été tracée lors de sa fondation (Voir: HIRSCH, *Etudes en vue de la mise en valeur du Dallol Maouri*).

cet uranium augmentera les recettes du budget national d'environ 5 millions de dollars par an. On commencera les extractions au cours de l'année 1971, elles seront effectuées par la SO.M.AIR., société qui réunit l'Etat et un certain nombre de groupes étrangers (1). La mise en route des mines de la région d'Agadéz a déterminé une réorganisation territoriale: un centre résidentiel a été construit à Arlit et de nouvelles routes ont été ouvertes entre l'Aïr et Cotonou, port d'où sera exporté le minerai.

On trouve dans les voies de communications du Niger tous les défauts de celles de l'Afrique en général: insuffisance, manque d'intégration, défauts qui sont aggravés par la grande distance entre le Pays et la mer. Les voies ferrées sont inexistantes, le réseau routier s'articule en 6.000 kilomètres de pistes, tandis que les principales voies permettant de se rapprocher de l'océan sont au nombre de deux: à l'est, Kano-Lagos en Nigeria; à l'ouest, Parakou-Cotonou au Dahomey. Le Pays est bien desservi par voie aérienne (aéroport international de Niamey avec environ 200 vols par mois). Une douzaine environ d'aéroports de moindre importance permettent les communications internes assez fréquentes.

L'activité d'intermédiation, de même que celle de l'agriculture, présente deux aspects: l'un, moderne, dans les rapports avec l'étranger — auquel nous ferons allusion dans le prochain paragraphe — et l'autre, traditionnel, intéressant les commerces de petite et moyenne importance, uniquement locaux, ainsi que la CO.PRO.-NIGER, une autre société mixte qui s'efforce, avec des résultats souvent peu satisfaisants et en proie à de sérieuses dif-

---

(1) Ce sont, précisément: la Commission pour l'énergie atomique (France) à raison de 33,5%, la République du Niger, 16,75%, la Société minière Péchiney Mokta et Compagnie française des minerais d'uranium (France), 33,5%, l'*Uran-gesellschaft* (Allemagne), 8,125%, l'*Agip nucleare* (Italie), 8,125%.

ficultés financières, de rationaliser les circuits de distribution à l'intérieur du Pays en ouvrant de nombreux points de vente, et de placer hors des limites territoriales une partie de la production nationale. Dans les marchés typiques comme le sont les marchés de brousse, les échanges se font entre les marchands offrant surtout des produits manufacturés pour les besoins domestiques et les paysans qui y apportent les produits de la terre et de l'élevage. Le poids de ces marchés est, toutefois, limité en ce qui concerne l'économie régionale qui reste basée sur l'auto-consommation, l'artisanat et le troc.

Donnons, pour conclure, un aperçu de ce qu'est la comptabilité de l'Etat. Le commissariat général au développement, créé en 1960, est chargé d'élaborer des plans quadriennaux, soumis à une révision annuelle, et qui viennent s'insérer dans le cadre de plus vastes perspectives décennales. Ces programmes s'expriment sous forme de budget fonctionnel où viennent s'inscrire toutes les rubriques de recettes et de dépenses, et en un budget d'équipement destiné au financement des projets à la production. Le premier est depuis 1967 constamment déficitaire, et ce déficit ne fait que croître, tandis que le deuxième dépend de subventions étrangères qui sont de l'ordre de 80%, la France étant le principal prêteur. Les prévisions pour les quatre prochaines années indiquent: des sommes globales atteignant environ 10 à 11 milliards de francs C.F.A., avec une contribution française de 1 milliard par an; de même qu'un taux d'accroissement des recettes de l'ordre de 4% outre les nouvelles rentrées apportées par l'uranium; une priorité dans les dépenses est donnée au développement de l'agriculture, à l'instruction, aux travaux publics, à la santé; une augmentation du passif est également prévue. Couvrir le déficit est une opération délicate, du fait que le Trésor ne dispose d'aucun autre circuit financier en dehors du circuit « budgétaire » et que la banque cen-



trale limite son concours à 10% des recettes fiscales de l'année antérieure (il peut, exceptionnellement, atteindre 15%).

L'ordonnancement du Pays en matière fiscale s'articule en un régime d'impôts directs, indirects et de taxes variées qui, jusqu'à maintenant, s'est accru annuellement au rythme de 7-8% l'an, cette augmentation excède le taux de croissance du revenu national. La pression fiscale — évaluée en 1966 à 12,5% du produit total et à 21,4% du produit monétaire — est extrêmement forte; si on la compare aux faibles ressources de la population, elle atteint son point de saturation. Parmi les impôts directs (soit plus du tiers du total des recettes), le plus important est celui du « minimum imposable » qui frappe, d'une manière forfaitaire, toute personne âgée de 15 ans au moins et de 60 ans au plus, dans une proportion qui atteint 900 francs pour les sédentaires et 700 francs pour les nomades (1). Il existe, en outre, un impôt général sur le revenu, applicable, en principe, aux salariés et aux fonctionnaires, il y a aussi la taxe sur le bétail pour laquelle on estime l'évasion fiscale comme étant de 50% (2). Parmi les nombreux impôts indirects les plus importants sont les droits de douane à l'importation.

## RAPPORTS ÉCONOMIQUES AVEC L'ÉTRANGER

Au Niger, comme dans tous les Pays en voie de développement, les relations économiques avec l'étranger ont une importance dé-

---

(1) Cet impôt est un héritage du passé: il serait difficile de faire comprendre aux paysans les notions du revenu imposable quand bien souvent les recettes monétaires sont, pour eux, inexistantes ou marginales.

(2) Les tarifs varient d'un animal à l'autre et d'une région à l'autre. En moyenne pour 1967 on devait payer 240 francs C.F.A. pour un bovin, 70 pour un ovin ou une chèvre, 430 pour un cheval, 375 pour un chameau, 110 pour un âne.

cisive et comprennent les échanges commerciaux, les liens d'ordre financier et la participation aux organismes multinationaux.

Dans le domaine des relations commerciales, la situation du Niger est la position classique des Nations du Tiers monde: elle consiste à exporter des matières premières et à importer des produits manufacturés; on compte parmi les premières les arachides (70% des exportations globales), vendues surtout à la France et aux autres Pays membres de la Communauté économique européenne, le cheptel vif (13%) dirigé vers la Nigeria, l'huile d'arachide, le cuir, les peaux et le coton en graines. Parmi les importations, les principales sont: les cotonnades (24%), ces tissus tenaient encore la première place avant l'ouverture d'une fabrique de tissus à Niamey, les automobiles et leurs accessoires (12%), l'outillage mécanique et électrique (9%), les produits pétroliers, le fer, la fonte et les divers types d'acier, les produits pharmaceutiques, les boissons.

Les principaux fournisseurs du Niger sont: la France (50%), les autres Pays de la Communauté économique européenne (13%), les nations appartenant à l'Union monétaire ouest-africaine (9%), les Etats-Unis d'Amérique (7%), tandis que parmi les acheteurs c'est encore la zone franc qui tient la première place (75%) avec la France qui, à elle seule, en représente 60%, suivie par la Nigeria d'autant que c'est par la frontière de ce pays que s'effectue une grande partie des transactions clandestines; viennent ensuite les autres membres de la Communauté européenne.

Comme le montre cette liste, c'est la France qui, même depuis la fin de l'époque coloniale, maintient avec le Niger les liens les plus étroits; mais depuis dix ans qu'elle est devenue indépendante la nation nigérienne a entamé des relations et signé des accords bilatéraux avec de nombreux Pays occidentaux et orientaux, de plus elle adhère à la Convention de Yaoundé et elle est membre de

l'Union douanière des Etats de l'Afrique de l'ouest. Les années passant, le commerce extérieur a pris une expansion rapide, mais il existe toujours un écart entre les importations et les exportations: le solde des mouvements de capitaux, bien que largement positif, grâce à l'apport étranger, ne parvient pas à supprimer cet écart qui ne fait qu'augmenter. Dans le moyen terme on pourra obtenir des réductions appréciables dans les achats grâce au remplacement progressif des biens importés aujourd'hui par ceux produits localement.

Les liens qui unissent le Niger au reste du monde sont, au point de vue financier, unidirectionnels puisqu'il s'agit d'aide provenant, sous diverses formes, des Pays les plus évolués. Il convient d'établir une distinction entre les dons et les prêts, les deux pouvant être bilatéraux ou multilatéraux. Aujourd'hui, l'ensemble de ces subventions finance, dans la proportion imposante de 80%, tous les investissements publics du Niger, qu'ils soient destinés à renforcer le potentiel des infrastructures ou le secteur de la production lui-même. Fréquemment, il est stipulé dans l'accord que la somme octroyée sera attribuée à tel ou tel projet, abstraction faite des priorités de base déterminées par le programme (1).

Du point de vue géographique, l'origine de cette aide, consentie pour la plupart sous forme de donation, démontre que la France est la nation qui a, de beaucoup, fourni la plus forte contribution, avec 55,3% pour la période allant de 1960 à 1967, par l'intermédiaire de F.A.C. (Fonds d'Aide et de Coopération) et, indirectement par le truchement du F.E.D. (Fonds Européen de Développement), alimenté conjointement avec les autres membres de la Communauté européenne. Au cours des toutes dernières années, cependant, de nouveaux Pays et organismes sont venus s'y ajouter:

---

(1) Les investissements privés représentent 1/3 en moins des investissements publics et pour les 2/3 viennent de l'étranger.

sur le plan bilatéral: les prêts à des conditions favorables accordés par les États-Unis d'Amérique (par l'intermédiaire de l'agence spéciale: U.S.A.I.D.), par l'Allemagne Fédérale, Israël, pour ne citer que les plus importants; sur le plan multilatéral: outre le F.E.D. déjà mentionné, deux crédits ont été accordés et un troisième est en voie de l'être par l'I.D.A. affiliée à la Banque Mondiale, et le financement d'un vaste projet de mise en valeur d'une région par l'U.N.D.P. (*United Nations Development Program*) confié à la F.A.O.

La participation du Niger à diverses organisations internationales témoigne de la volonté de ce Pays de sortir des limites étroites où sa situation géographique, et son histoire l'ont placé. A l'échelon mondial, il est membre des Nations Unies et des organismes annexes (F.A.O., U.N.E.S.C.O., O.M.S., etc.), des deux institutions créées à Bretton Woods, le Fonds monétaire et la Banque Mondiale (avec des parts négligeables), et, dans le domaine commercial, du G.A.T.T.

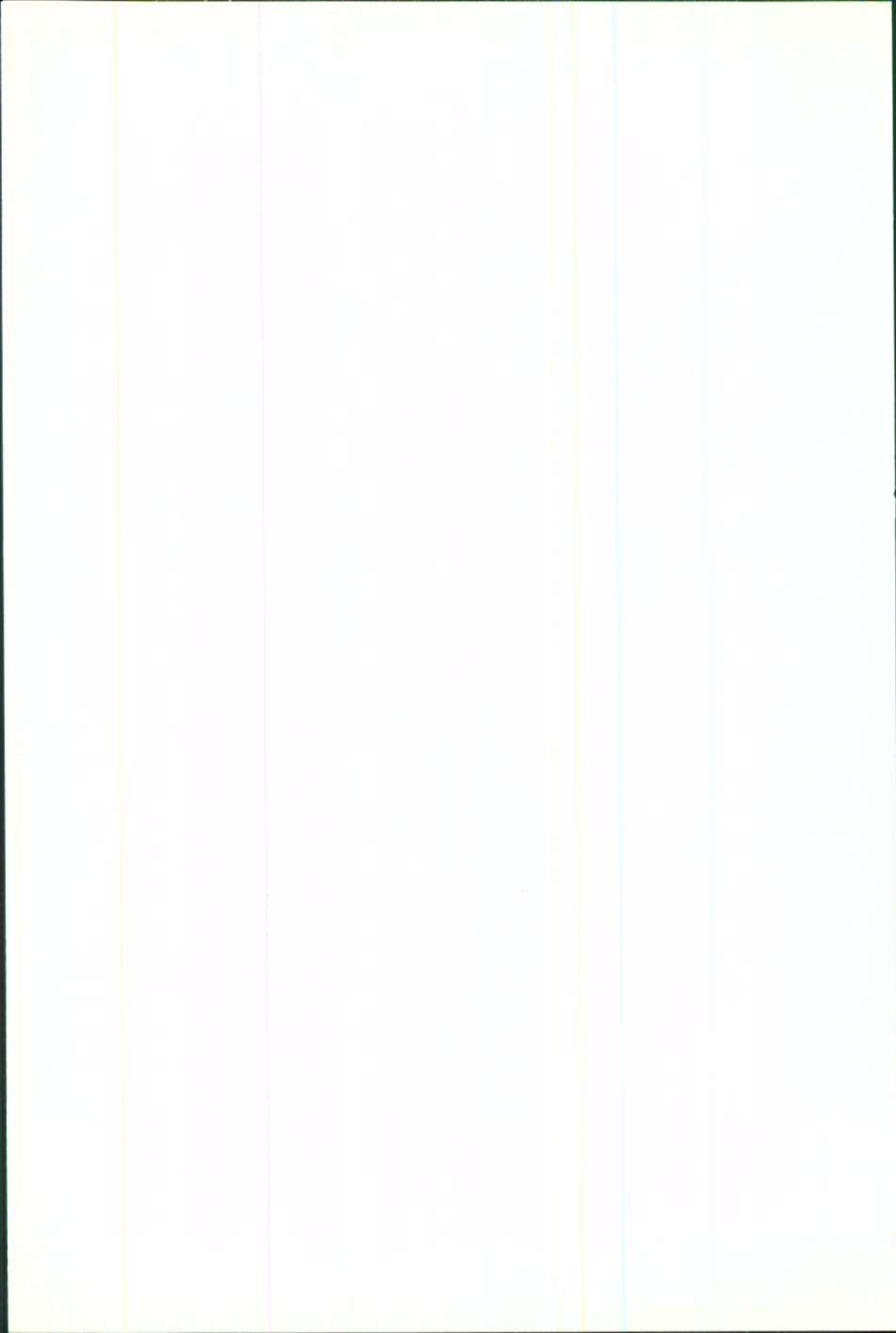
Son adhésion à des groupements africains est plus étendue, il a, d'ailleurs, toujours apporté à la constitution de ces derniers une contribution dans le domaine des concepts et des initiatives. En plus du Conseil de l'Entente déjà mentionné, le Niger fait partie des organismes suivants:

- la Banque africaine de développement, auprès de laquelle le Niger a déposé une requête de financement d'un projet concernant le secteur des transports et des télécommunications;
- l'Union monétaire ouest africaine dont il sera parlé dans la 11<sup>ème</sup> partie de cette étude;
- l'Organisation commune africaine et malgache, dans le cadre de celle-ci des accords ont été conclus pour le commerce du sucre et des viandes;



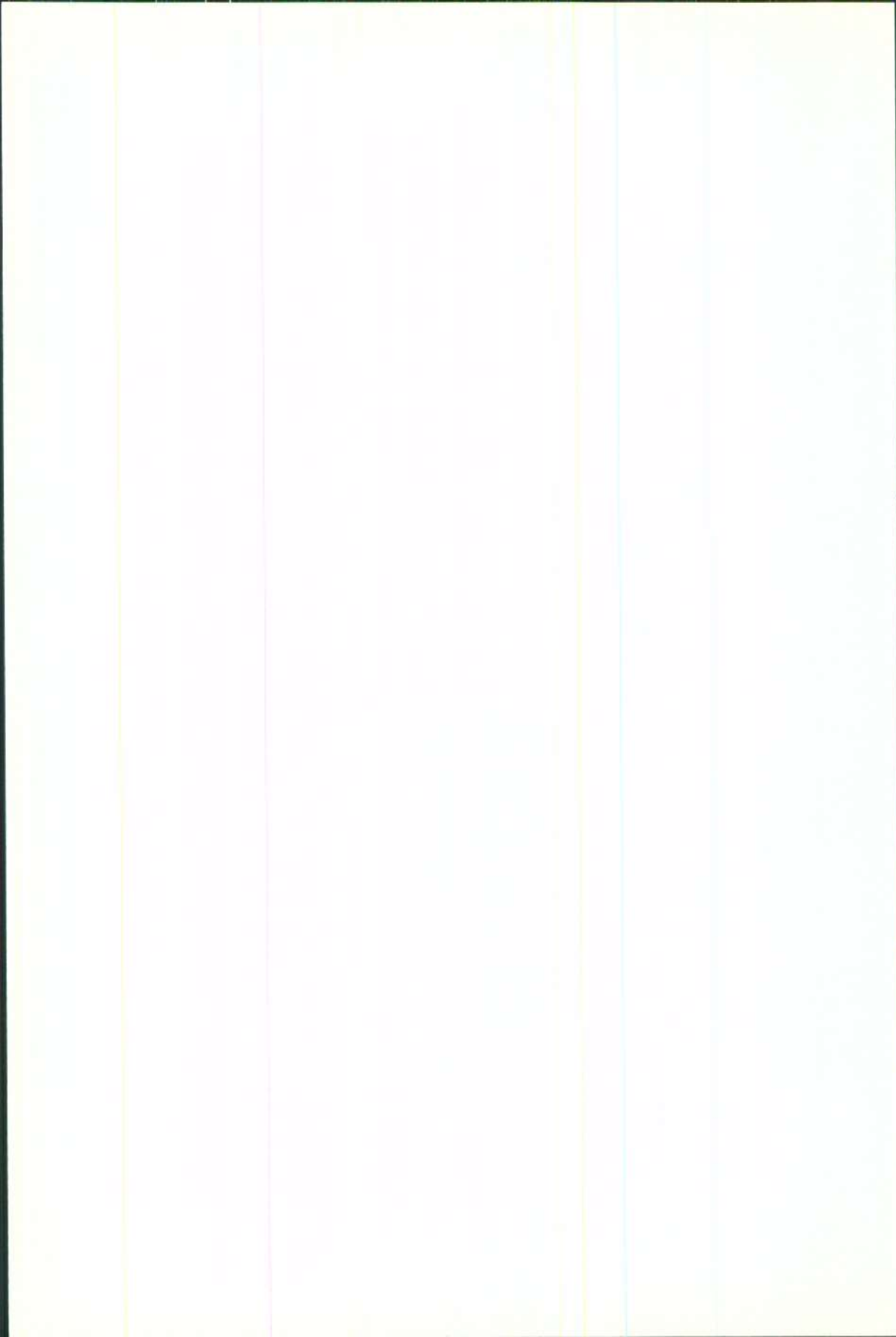
- l'Organisation des 18 Etats africains associés à la Communauté économique européenne, en vertu de la Convention de Yaoundé;
- l'Union douanière des Etats de l'Afrique de l'Ouest qui réunit la Côte d'Ivoire, le Niger, le Dahomey, la Haute Volta, le Sénégal, la Mauritanie et le Mali qui s'efforce de sauvegarder les relations douanières existantes avant l'obtention de l'indépendance et qui donne l'autorisation de créer de nouveaux droits d'entrée pour protéger les industries naissantes.

Le Niger a confiance dans le développement des relations avec les Pays limitrophes d'Afrique occidentale: la formation d'un marché commun de la région qui réunira douze Nations constitue le but final de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest que l'on se propose de fonder; si ce but est atteint tous les Etats, et ceux dépourvus de débouchés sur la mer en particulier, pourront donner de l'ampleur au marché, coordonner les investissements en faveur de l'industrie, et bénéficier d'économies scalaires.



## DEUXIÈME PARTIE

### SYSTÈME BANCAIRE DU NIGER



## INTRODUCTION

Dans la Première Partie, les deux paragraphes du début ont fourni les données générales essentielles sur le Pays étudié, tandis que le troisième et le quatrième ont laissé entrevoir quels étaient les secteurs de la production dans lesquels le système bancaire peut intervenir et jouer son rôle économique et social. L'examen et le commentaire des statistiques dont les données ont été reportées ont permis d'observer, bien que l'étude ne soit que sommaire et incomplète, que l'économie du Niger se situe, sans aucun doute, au premier stade de l'évolution parmi les économies en voie de développement.

Bien que les progrès réalisés depuis le jour où ce Pays est devenu indépendant aient été parfois considérables, et bien qu'ils aient établi les bases nécessaires à une expansion future, le jugement que l'on vient de porter reste valide au début de la décennie 1970-1980. En ce qui a trait, par contre, à la structure et à l'organisation bancaire du Pays, on peut constater qu'elles ont dépassé la phase de démarrage et qu'elles se présentent à un niveau d'évolution « intermédiaire ». Il est nécessaire de donner ici quelques précisions afin de clarifier ce concept.

Dans une étude de grand mérite (1), le Professeur Mauri propose une classification intéressante des systèmes de crédit dans

---

(1) Consulter, A. MAURI, *Il mercato del credito nei Paesi sottosviluppati*, pages 81-96.

les Pays les moins évolués, cette classification est basée sur le degré de maturité de chacun d'eux. L'Auteur y distingue trois stades d'évolution, dont chacun est caractérisé par des éléments déterminés, qui s'ajoutent à ceux déjà acquis au cours de la phase précédente. C'est ainsi qu'au premier stade — le plus primitif — des efforts sont faits en vue de répandre petit à petit l'usage de la monnaie, pour délimiter la zone de l'économie de subsistance et des échanges en nature. En outre, il faudra avoir au moins « deux organismes de crédit et financiers susceptibles d'exercer des activités complémentaires, représentés par une banque d'émission jouant aussi le rôle caractéristique d'une banque commerciale (celles-ci sont encore inexistantes), et par une banque de développement, qui, à titre transitoire, pourra suppléer au manque d'un marché des capitaux et à la carence d'initiatives de la part des entrepreneurs » (1).

Le second stade laisse supposer qu'il existe un institut central proprement dit, remplissant toutes les missions que la doctrine moderne lui attribue, comme, par exemple: le contrôle du crédit, la surveillance, la création de banques commerciales ayant un sujet économique public et privé, la spécialisation de la banque de développement pour le secteur de l'industrie, et la création d'un établissement de crédit particulier se consacrant au financement de l'agriculture. Les bases sont déjà jetées en vue de la constitution d'un marché de valeurs mobilières organisé, et il relève de la compétence de la banque centrale d'encourager le classement des titres de la dette publique et d'éduquer la population à recourir à cette forme d'investissement.

On assiste au cours du troisième et dernier stade à un perfectionnement de l'organisation du système bancaire qui se complète et s'articule de plus en plus sur toute l'étendue du territoire. Le degré de spécialisation fonctionnelle s'accroît au fur et à mesure

---

(1) Consulter, A. MAURI, *op. cit.*, pag. 87.



que sont fondés de nouveaux instituts orientant leurs activités vers le moyen terme, le crédit hypothécaire et les autres formes d'aide à la production pratiquées par le secteur bancaire. Dans le marché mobilier, aux titres de la dette publique viennent s'ajouter les obligations et actions de sociétés. Certaines des initiatives pilotes de la banque de développement peuvent être alors transférées au capital privé.

Le système de crédit du Pays en objet — sur la base des trois phases que l'on vient d'indiquer — offre aujourd'hui certains des caractères de la deuxième phase décrite, mais on doit faire quelques réserves avant de l'inclure dans la phase en question.

En effet, il y a une banque centrale au Niger, ce n'est pas uniquement un institut d'émission, et elle n'effectue aucune opération avec la clientèle particulière: il s'agit de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (B.C.E.A.O.), cette banque est commune à plusieurs Pays, ses caractéristiques structurales et fonctionnelles feront l'objet des prochains paragraphes. La présence d'un groupe privé, d'origine étrangère, est assurée depuis l'époque coloniale, par la Banque internationale pour l'Afrique occidentale (B.I.A.O.). La banque de développement est le pivot d'une bonne partie de l'économie nigérienne: créée au lendemain de l'indépendance sur l'initiative de l'Etat, elle a un éventail d'opérations très large, mais n'intervient pas dans les secteurs où d'autres instituts spécialisés ont été constitués. Le crédit à l'agriculture relève de la compétence de la Caisse nationale de crédit agricole (C.N.C.A.), qui s'appuie de plus en plus sur l'organisation du mouvement mutualiste des campagnes.

Jusqu'ici, on a pu trouver tous les traits caractéristiques du deuxième stade de développement. Un seul fait défaut, et il n'est pas d'entité négligeable: c'est le marché des valeurs mobilières. Au Niger, non seulement ce marché n'est pas organisé, mais il n'a

même pas été créé, et rien ne laisse prévoir qu'il existe les éléments pour le constituer prochainement. Par contre, un problème typique de la première phase d'évolution coexiste avec la structure que nous venons de décrire, celui de diffuser l'emploi de la monnaie dans une grande partie de la population rurale. Par ailleurs, on peut observer dans la répartition des tâches assumées par le système bancaire une évolution vers un système plus articulé et prévu à la dernière phase de développement: en effet, nous trouvons un institut consacré au crédit hypothécaire, un autre subventionnant exclusivement les administrations locales et enfin un intermédiaire financier: la Société nigérienne de crédit automobile (SO.NI.C.A.), qui accorde des avances pour l'achat de véhicules automobiles.

Pour conclure, nous nous sommes efforcés de faire ressortir la diversité des degrés de développement du système économique et du système bancaire du Niger. A l'aide des critères proposés par le Professeur Mauri, il nous a été possible de donner au système bancaire l'aspect caractérisant la deuxième phase de développement. Il nous faut, cependant, ajouter qu'il est inévitable de rencontrer des particularités différenciant les systèmes de crédit des divers Pays, pour des motifs d'ordre historique, géographique, économique, social et juridique. Tenter d'établir une classification n'est qu'un premier pas vers une meilleure compréhension de ces Nations. Il est, d'ores et déjà, possible de faire une observation générale: pour son développement ultérieur, le Niger pourra compter sur une organisation du crédit qui, loin de le freiner, pourra le seconder et concourir à sa promotion. En d'autres termes, les banques et les intermédiaires financiers vont se multiplier et adapter de plus en plus leurs services aux mutations de la demande, et fournir ainsi au processus d'expansion un appui indispensable et une garantie pour l'avenir.

## L'UNION MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE (U.M.O.A.)

La diversité des systèmes monétaires est grande sur le Continent africain; on peut, toutefois, les assimiler à deux des plus importants: suivant que la monnaie d'un Pays circule d'une façon entièrement autonome, ou appartient, au contraire, à une « zone monétaire » (1).

Dans le premier cas, les Etats qui adoptent une unité monétaire individuelle, peuvent l'utiliser uniquement pour leurs paiements à l'intérieur du pays, comme cette monnaie n'est pas convertible à l'étranger ceci entraîne une limitation précise de leurs transactions internationales, représentée par l'équilibre de la balance des paiements. Ces Pays parviennent à régler des marchandises et services acquis hors de leur territoire dans la mesure où ils disposent de quantités suffisantes de devises convertibles, ou au moyen d'accords commerciaux stipulés avec l'étranger et prévoyant des échanges réciproques pour des sommes égales. En d'autres termes, la monnaie, elle-même, peut freiner le développement du Pays (2).

En revanche, les Pays unis et appartenant à une même « zone » (3), et mieux encore, ceux qui font partie d'une « union monétaire » commune, représentée par une monnaie unique, bé-

---

(1) Voir l'étude de J. ALIBERT, *L'Afrique dans le système monétaire international*, pages 8-9.

(2) Il est évident que ce qui vient d'être dit vaut pour tous les Pays dont l'économie est faible, comme c'est le cas précisément de tous les Etats africains se trouvant dans cette situation (avec une seule exception représentée par la République sudafricaine).

(3) D'après l'ouvrage de A. GEORGE, *La zone franc*, les éléments caractéristiques d'une « zone monétaire » sont:

- une parité fixe entre les différentes monnaies de la zone et la monnaie-pilote;
- la liberté des transferts à l'intérieur de la zone;
- la mise en commun des ressources en or et en devises;
- une réglementation commune des changes, ou tout au moins, une harmonisation de ceux-ci.

néficient d'avantages indiscutables, allant de la liberté totale des paiements à l'intérieur de la zone aux facilités accordées en matière de règlements à l'extérieur. Il est évident que, dans ce cas, les économies des Etats membres de l'Union doivent être analogues et il est nécessaire, en outre, de prendre des mesures pour diminuer ou prévenir les déséquilibres excessifs dans leurs rapports réciproques.

Les deux principales « zones » d'Afrique sont celles de la livre sterling anglaise, et celle du franc français, par suite des liens existant entre les Etats et les anciens régimes coloniaux bien connus. Nous étudierons rapidement la deuxième zone qui est celle du Pays faisant l'objet de notre étude. Dans le cadre de la zone franc qui comprend environ quinze pays dont les territoires étaient autrefois des possessions françaises, au début de la décennie 1960-1970 deux unions monétaires indépendantes (1) ont été formées: celle qui englobe les Etats de l'ancienne Afrique équatoriale française et le Cameroun, et l'Union monétaire ouest africaine, qui sont toutes deux liées à la France par des accords de coopération.

La première de ces Unions comprend: le Congo Brazzaville, la République Centrafricaine, le Tchad, le Gabon, et le Cameroun, son institut d'émission est la Banque centrale des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun (B.C.E.A.E.C.); la seconde groupe la Côte d'Ivoire, le Dahomey, le Sénégal, la Haute Volta, la Mauritanie, le Togo et le Niger, son institut d'émission est la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (B.C.E.A.O.).

---

(1) En plus des 12 Pays compris dans les deux « Unions » auxquels nous nous référons dans le texte, l'île de Madagascar et le Mali appartiennent à la zone franc mais sous un régime plus strict, celui du « compte d'opération » (voir à ce sujet, page 35 et suivantes). Des Etats francophones d'Afrique restant, les trois nations du Magreb — l'Algérie, le Maroc et la Tunisie — jouissent du système de « l'institut d'émission autonome » qui prévoit des liens bien moins importants avec la France; par ailleurs la Guinée est aujourd'hui tout-à-fait en dehors de la zone franc.



La monnaie commune à ces deux Unions est le franc de la Communauté financière africaine (franc C.F.A.), toutefois, chaque banque centrale mentionnée jouit du droit exclusif d'émission dans sa zone géographique. La valeur de ce franc est garantie — suivant des conventions spéciales — par le franc français, avec lequel son rapport est fixe et égal à 1 : 0,02, de plus, à l'aide du mécanisme du « compte d'opération » ce franc est librement convertible. Les monnaies émises dans chacun des Etats sont identifiées par une lettre différente qui en détermine précisément la provenance (1). Les caisses des organismes publics et les banques sont dans l'obligation de ne remettre en circulation que les billets émis dans leur Pays.

Créée par le Traité du 12 mai 1962, l'Union monétaire ouest africaine est entrée en vigueur le 1er novembre de la même année, Sept Etats signèrent le Traité, mais par la suite le gouvernement du Mali a fait connaître qu'il ne voulait pas ratifier l'accord. Ce Pays a, en effet, créé une monnaie indépendante, non convertible, qui lui a posé plus d'un problème financier jusqu'à ce qu'une convention spéciale passée avec la France lui permette de rendre convertible le franc du Mali qui peut maintenant être librement transféré en zone franc (2). Par contre, le Togo est devenu membre de l'Union un an après, conformément aux termes de l'article 2 du Traité qui est rédigé comme suit: « Tout Etat d'Afrique Occidentale peut, après en avoir fait demande et obtenu l'accord préalable des autres membres de l'Union monétaire, être admis à en faire partie ».

---

(1) Les francs des deux zones, bien que portant le même nom sont tout-à-fait différents. En outre, le Cameroun a été doté d'une série de monnaies qui lui est propre.

(2) Après six années d'isolement monétaire qui fut loin d'être constructif, ce Pays s'apprête à redevenir graduellement un des membres de l'Union.

L'Union agit par l'intermédiaire de son Conseil, composé, au niveau ministériel, du représentant de chacun des Pays membres; le Conseil se réunit au moins une fois l'an pour s'assurer que les clauses du Traité sont observées. Bien que le fait ne se soit pas encore produit, le retrait éventuel d'un des membres est prévu, sa décision prend effet à dater de 180 jours après celui de la notification qu'il en a faite aux autres gouvernements.

Aux termes de l'article 4 du Traité, les Etats membres de l'Union s'engagent à respecter les règles génératrices de l'émission, ainsi que celles concernant la centralisation des réserves et la libre circulation des monnaies à l'intérieur de l'Union, dans ce dernier cas les Etats ont la faculté d'apporter des restrictions à titre exceptionnel, pour autant qu'elles ne portent pas préjudice — de l'avis du Conseil — aux autres adhérents.

Les normes tendant à l'harmonisation des législations monétaires et bancaires présentent un intérêt particulier. A cette fin les sept Pays ont convenu d'adopter une réglementation uniforme en ce qui concerne la répression de la falsification des monnaies, les mesures relatives aux chèques et autres effets de commerce, le contrôle des règlements à l'extérieur et le régime général des changes, l'exercice de la profession bancaire ainsi que l'organisation de la distribution et du contrôle du crédit.

L'un des principaux avantages que l'on puisse obtenir de l'appartenance à l'Union consiste dans le fait que la position déficitaire d'un Etat vis-à-vis de l'étranger est compensée par la position excédentaire d'un autre Etat. Naturellement, le Pays en déficit est dans l'obligation d'améliorer sa situation à l'aide des mesures appropriées et il doit respecter certaines limites d'endettement. Entre temps, toutefois, le franc C.F.A. qui se trouverait alors plus affaibli dans un territoire que dans un autre, maintiendrait sa valeur inchangée vis-à-vis de l'étranger, ce qui aurait des effets bénéfiques



sur les échanges généraux et sur la solidité de cette monnaie. Les comptes de l'Union avec l'étranger sont actifs et fournissent donc d'abondantes réserves de francs français, grâce surtout au « surplus » commercial de la Côte d'Ivoire. Si le besoin s'en faisait sentir, le Trésor français serait d'ailleurs toujours prêt à intervenir et à soutenir la parité du franc de la Communauté dans la mesure où il le jugerait opportun. Etant donné ces liens étroits, les Pays de l'Union ont suivi la France lorsqu'elle a dévalué le franc en août 1969: cette dévalorisation a été d'ailleurs tout-à-fait avantageuse puisque la position à l'égard des Pays hors de la zone franc était alors déficitaire.

Du point de vue monétaire, les sept Pays de l'Union ne présentent pas tous la même importance; bien mieux les différences entre eux sont plutôt sensibles. En examinant les données sur la circulation fiduciaire au 30 septembre 1968 (1) nous notons que les évaluations de sa répartition sont les suivantes, en pourcentages: Côte d'Ivoire, 45,6; groupe du Sénégal et de la Mauritanie, 25,2%; Haute Volta, 9,5%; Togo, 8,3%; Dahomey, 5,8%; Niger, 5,6%. Il est facile d'observer que le poids de ce dernier Pays est des plus modestes.

## LA BANQUE CENTRALE

Après l'examen du contexte dans lequel se place le système monétaire du Niger et que nous avons étudié dans ses lignes principales, nous allons considérer maintenant l'institut qui permet à l'Union de fonctionner: la Banque centrale des Etats de l'Afrique

---

(1) Voir, B.C.E.A.O., *Rapport d'Activité*, 1968, pag. 113. La même source précise que l'interpénétration des circuits commerciaux et financiers du Sénégal et de la Mauritanie ne permet pas de fournir des statistiques séparées pour ces deux Pays.

de l'ouest. Notre exposé portera sur les caractéristiques de structure, sur les fonctions monétaires et sur celles qui règlent le crédit de cet institut.

Le Traité qui a constitué l'Union monétaire en 1962 est à l'origine de cette Banque centrale; cette dernière est réglementée par son statut qui peut être modifié uniquement par une décision du Conseil d'administration prise à l'unanimité. Chronologiquement cette Banque succède à la Banque de l'Afrique occidentale, établissement privé de crédit ordinaire qui, depuis 1901, détenait le monopole de l'émission des billets et avait dû le céder en 1955 à l'Institut d'émission de l'Afrique occidentale française et du Togo, établissement public, la cession ayant eu lieu conformément à une disposition du gouvernement français.

La Banque centrale n'est pas, juridiquement, une société par actions, mais bien « une institution publique internationale » et, comme telle, jouit dans tous les Etats de l'Union des immunités et privilèges habituellement accordés aux organismes financiers internationaux. Sa capacité de juridiction est des plus étendues et elle est exempte de tout impôt ou taxe dans la zone relevant de sa compétence.

Le capital de la Banque centrale (2,8 milliards de francs C.F.A.) est divisé en parts égales parmi les participants. Il provient d'une dotation initiale de la France sous forme du transfert du capital de l'ancien institut d'émission au nouveau, ce capital peut être augmenté soit par des apports en numéraire, soit par des incorporations de réserves.

L'organe suprême de la Banque est son Conseil d'administration, ce dernier est désigné dans la proportion des deux tiers par les Etats membres, à raison de deux représentants par Pays, et le dernier tiers est nommé par le gouvernement français. En ceci, cet institut

présente des caractères particuliers si on le compare avec les autres banques centrales en général: d'une part, toutes les décisions qu'un gouvernement désire prendre sont soigneusement passées au crible par les autres participants; d'autre part, un Pays étranger peut avoir une incidence sur l'orientation de la gestion, en conservant, sous une forme plus subtile, mais non moins efficace, une bonne partie du contrôle qu'il exerçait déjà au temps de l'époque coloniale. Du fait de ces deux modalités, il est licite de dire que, dans les Etats de l'Union, l'Institut central, s'il collabore étroitement avec les pouvoirs publics en matière de questions monétaires et de crédit, n'entretient pas avec les gouvernements des rapports « d'assujettissement » comme c'est fréquemment le cas dans d'autres organisations, en particulier lorsqu'une divergence d'opinions survient entre lui et les gouvernants.

La Banque est administrée, non seulement par le Conseil qui choisit tous les deux ans son Président parmi ses membres, mais aussi par des Comités monétaires nationaux et par un directeur général. Les Comités sont composés de cinq membres, ceux-ci, en général, sont des personnalités dans le domaine de l'économie et de la finance, leurs réunions ont lieu au siège de l'Institut de leur Pays, ils prennent les décisions relatives aux questions courantes d'intérêt local. Le directeur général a, parmi ses mandats, celui de la nomination des directeurs de filiales, avec l'accord préalable du gouvernement intéressé.

En ce qui concerne, enfin, l'articulation territoriale de la Banque, son siège central est provisoirement établi à Paris, mais il est prévu de le transférer dans l'un des Etats de l'Union, ce transfert fera l'objet d'une décision de ceux-ci qui devra être prise à l'unanimité. Chacun des Pays membres a une filiale de la Banque centrale et plusieurs agences: au Niger, la filiale est ouverte à Niamey,

il y a une agence à Zinder et un « dépôt de billets » à Maradi (administré par la Banque internationale pour l'Afrique occidentale).

Ainsi qu'il a déjà été dit, la France garantit la convertibilité totale du franc C.F.A. dans sa propre monnaie. Cette conversion s'effectue, du point de vue technique, au moyen d'un compte courant spécial, appelé: « compte d'opération », ouvert au nom de la B.C.E.A.O dans les écritures du Trésor français. Ce compte fonctionne de la manière suivante: l'Union y dépose tous ses avoirs en devises (pour la plupart des francs français, mais aussi d'autres monnaies étrangères) exception faite, évidemment, pour une petite fraction conservée pour les besoins courants de trésorerie; en contrepartie, le Trésor français assure à la Banque son approvisionnement en francs français pour répondre à ses besoins. Ce système présente l'avantage de centraliser dans un *pool* les réserves des sept Pays et de permettre aux Pays en déficit de recourir, temporairement tout au moins, aux excédents des autres Pays.

Ce système laisse la plus grande liberté d'effectuer des transferts à l'intérieur de la zone et en France, il facilite les investissements privés et rend inutile les règlements effectifs entre les balances des paiements des Etats de la zone. En contrepartie, le Trésor français a été autorisé à devenir membre du Conseil d'administration de la Banque, ainsi qu'il a été dit plus haut. En définitive, la France, et ne l'oublions pas, c'est elle qui apporte encore à l'Union l'aide financière la plus importante, offre d'autres avantages indiscutables avec la garantie qu'elle donne au franc de la Communauté, mais, bien entendu, elle parvient de cette façon à s'assurer des liens avec les Etats de l'Union, quoiqu'il en soit, il est bon de préciser que tout ce qui précède découle d'un libre accord entre les parties et que, si un Pays s'estimait lésé en ce qui concerne son indépendance,



il serait libre de dénoncer la convention à n'importe quel moment, et de quitter l'Union.

C'est le franc français qui constitue par conséquent la seule monnaie de réserve de l'Union. Pour les besoins d'autres devises étrangères, toutefois, des accords bilatéraux particuliers sont prévus selon lesquels chaque Pays possède un « droit de prélèvement » sur les réserves françaises et peut donc s'approvisionner sur le marché des changes de Paris qui lui fournit les monnaies requises (1).

Le solde du « compte d'opération » présente, c'est l'évidence même, la position de la balance des paiements de la totalité des Pays membres. Au cas où ce solde serait débiteur pendant six décades consécutives, des dispositions particulières entrent alors de droit en vigueur, parmi lesquelles on peut citer: la majoration d'un point du taux de l'escompte, la réduction, dans des proportions diverses, des plafonds de réescompte précédemment consentis aux filiales de la Banque à titre individuel, ainsi que la suspension de nouvelles autorisations pour le concours apporté à moyen terme (2).

Contrairement à ce qui se passe dans les Pays d'Afrique Equatoriale et au Cameroun, le soutien du franc de la Communauté émis par la Banque centrale est subordonné, par le Trésor français, à une mobilisation, à titre préventif, des devises étrangères dont dispose la zone. En d'autres termes: la Banque centrale elle-même requerra — en échange de francs de la Communauté — tout l'avoir en devises des organismes publics et privés; selon l'entité des be-

---

(1) Voir, B. HEPP, *Monnaie et crédit en Afrique noire francophone*, pag. 13.

(2) Voir, l'art. 8 de l'*Accord de coopération entre la République française et les Républiques membres de l'Union monétaire ouest africaine*, signé par les gouvernements intéressés le 12 mai 1962 à Paris.

soins, la Banque peut limiter cette requête aux seuls organismes publics et aux banques, en prenant soin d'agir auprès de ceux des Etats membres dont les transactions avec l'étranger ont une incidence sur le « compte d'opération » qui présente un déficit. Naturellement, les intérêts sont calculés sur le solde actif ou passif de ce compte à un taux fixé lui aussi par la « Convention de Compte d'Opération » (1).

Après avoir étudié de manière succincte par quel mécanisme le franc C.F.A. est en rapport avec les autres monnaies du monde, il convient maintenant de l'envisager dans ses répercussions sur la circulation interne. A cet égard, ce qui vaut pour le Niger est en grande partie valable dans les autres pays associés, avec quelques réserves, sur certains points, en ce qui concerne les deux pays les plus évolués: la Côte d'Ivoire et le Sénégal.

Les filiales de la Banque centrale de chaque Etat émettent la monnaie frappée de leur propre marque, selon les besoins en numéraire de l'économie locale. D'après les demandes de financements envoyées périodiquement par les établissements de crédit, ces filiales établissent une prévision de six mois, et après avoir pris divers éléments en considération, elles décident de la quantité de monnaie à émettre. Les billets se trouvent ainsi à être mis en circulation, non seulement dans le Pays émetteur, mais à la suite de transferts successifs, dans le territoire entier de l'Union. A ce stade, il n'est plus possible à la Banque centrale de savoir avec la même précision quelle est la quantité de monnaie fiduciaire détenue par chacun des Etats. Si l'on exclut la monnaie d'appoint frappée de manière absolument identique pour tous les Pays, il est exact, toutefois, que l'on peut avoir une notion approximative de cette cir-

---

(1) Voir, les art. 4 et 6 de la *Convention de Compte d'Opération* signée à Paris le 20 mars 1963.



culatation par les statistiques des mouvements de billets d'un Etat à l'autre, suivant les modalités décrites plus haut (1).

Une première observation doit être faite précisément sur l'entité croissante de ces mouvements: d'après les relevés de la Banque centrale, ils confirment les effets bénéfiques offerts par la monnaie unique dans le processus d'intégration des sept Pays de l'Union.

En second lieu, une évaluation peut être effectuée de la part que représente la monnaie fiduciaire dans l'ensemble des disponibilités en liquide des particuliers et des entreprises. Observons le tableau ci-dessous, qui se rapporte au Niger:

LIQUIDITES MONETAIRES ET QUASI MONETAIRES DES PARTICULIERS  
ET DES ENTREPRISES

(moyennes pour l'année financière 1967-1968 en millions de francs C.F.A.)

Rubriques	Montants	%
Disponibilités monétaires . . . . .	6.045	91,7
— monnaie fiduciaire . . . . .	3.143	47,7
— monnaie scripturale (dépôts à vue) . . . . .	2.902	44,0
Autres liquidités (dépôts à terme) . . . . .	548	8,3
Total . . . . .	6.593	100

SOURCES DES DONNÉES: B.C.E.A.O., *Rapport d'Activité*, 1968, Tab. 47.

Plus de la moitié de la masse circulante est donc constituée par la monnaie fiduciaire. Si l'on tient compte, également, de ce que l'on a coutume d'appeler: liquidités secondaires, (les dépôts

(1) Voir page 31 et suivantes. Il est impossible de comptabiliser d'ailleurs les billets qui ne reviennent ni dans les banques, ni dans les caisses de l'Etat. Les pourcentages sur l'entité de la circulation fiduciaire des différents Pays ont été également fournis à la fin du même paragraphe.

Incidentement, il convient de faire observer que les billets dont la marque n'est pas celle du Niger, sont envoyés de la filiale de la Banque à Niamey à la filiale intéressée des Pays d'émission de l'Union, cette opération donne lieu à un accreditif de la somme équivalente en faveur du Pays cédant porté sur des comptes bilatéraux ouverts avec chacun des Etats associés.

à terme), dont le montant est d'ailleurs limité, le pourcentage est alors légèrement en-dessous de 50%. L'importance de la monnaie scripturale s'est accrue au cours des années en tant que moyen de règlement des échanges, mais il ne faut pas oublier que c'est la monnaie fiduciaire qui reste toujours la seule forme de disponibilité monétaire de la majeure partie de la population. Il ne pourrait en être autrement, étant donnée la très faible extension du réseau des guichets bancaires et postaux dans le Pays tout entier.

L'aspect saisonnier de la circulation est très marqué, il est dû, surtout, au rythme de commercialisation du produit principal: l'arachide. Cette circulation augmente rapidement à l'occasion de l'ouverture de la campagne des ventes, fixée par le gouvernement aux derniers mois de l'année, les moments de pointe étant: décembre, janvier et février, ensuite elle diminue lentement d'intensité à partir de mars. Cet accroissement saisonnier peut aller jusqu'à atteindre 25%.

On enregistre, en outre, une augmentation de la circulation d'une année à l'autre supérieure au taux de développement du produit national. Ce phénomène a fait l'objet d'un examen attentif de la part des autorités compétentes, il n'a pas encore été possible d'en donner une explication précise et définitive, surtout faute de données statistiques dignes de foi. On tend à admettre, en général, que cet accroissement de circulation est à la fois la cause et l'effet de plusieurs tendances, se traduisant par des variations en augmentation:

- a) du revenu global et de la population;
- b) de la thésaurisation;
- c) de la monétisation de l'économie;
- d) des prix.

Le premier point ne nécessite pas d'explications particulières. Quant à la thésaurisation, c'est là un phénomène vraiment

peu connu au Niger: ce point a été inclus en théorie dans la liste des facteurs pouvant expliquer le phénomène, il faudrait, toutefois, faire une enquête pour en savoir plus à ce sujet. L'utilisation de plus en plus répandue de la monnaie en tant que moyen d'échange est, par contre, plus certaine: au fur et à mesure que les populations rurales prennent connaissance de la monnaie, elles en apprécient les avantages et le troc fait place à l'échange monétaire, toutefois ce processus est lent.

L'augmentation des prix vaut d'être traitée avec plus de précision, étant données les répercussions inflationnistes qu'elle comporte. Les données statistiques ne portent que sur la variation à Niamey: au cours de la période 1962-1968, l'indice général des consommations des produits africains a augmenté en moyenne de 1,45% par an, tandis que celui des consommations des produits européens a été de 5,13% (1). Compte tenu de ce que ces derniers sont justement concentrés dans la capitale et que, par suite, ils ne représentent pas un quota important s'ils sont référés à la totalité du territoire, on peut risquer l'affirmation prudente ci-après: l'augmentation de la circulation de la monnaie n'a pu répercuter celle des prix que dans une mesure limitée.

Au Niger, ainsi que dans les autres Etats de l'Union, il n'y a pas d'inflation à l'état chronique, comme c'est le cas dans les autres pays du Tiers Monde, en particulier en Amérique Latine. Le processus inflationniste provient souvent d'un excès des dépenses de l'Etat, et la Banque centrale, dans ceux des Pays où le financement se fait même par des émissions de titres, se trouve contrainte d'en prendre à son compte de grandes quantités. Ce n'est pas le cas pour le Niger, où l'institut d'émission jouit d'une marge d'indépendance admise et où les dispositions législatives con-

---

(1) Voir, B.C.E.A.O., *op. cit.*, page 20.

cernant l'endettement du Trésor public vis-à-vis de la Banque centrale lui fixent des limites très étroites, ainsi que nous le verrons ci-après.

Il convient, également, de ne pas oublier que le phénomène d'autocconsommation et l'extension du crédit accordé en nature réduisent de toutes manières la portée du problème de l'inflation. Au Niger le circuit économique traditionnel des échanges ne serait que très faiblement affecté par une augmentation anormale de la monnaie en circulation, alors que celle-ci se traduirait vraisemblablement par un accroissement des importations de produits européens, et finirait par déséquilibrer la balance des paiements.

La Banque centrale, non seulement prête son concours au Trésor pour tout ce qui a trait aux questions monétaires, mais elle tient son compte courant dont le solde ne peut être débiteur, sauf en cas d'application de l'article 15bis de son Statut. D'après les normes de celui-ci, la Banque a la faculté de consentir un découvert de compte qui ne doit pas excéder une durée de 240 jours, et un montant de 10% des recettes fiscales de l'année antérieure. Sur requête motivée du Gouvernement, la durée du crédit peut être prolongée d'un an et le pourcentage peut être porté à quinze points « après qu'il a été pris connaissance de la situation de l'émission monétaire et que les répercussions de cette majoration sur son évolution ont été évaluées » (1). On doit déduire des plafonds ainsi fixés les avances déjà accordées par la Banque centrale sur les bons du Trésor (il n'en a pas encore été émis au Niger).

Les possibilités d'endettement du Trésor, ou mieux son financement, sont d'ailleurs restreintes, si l'on tient compte de ce qu'en dehors du circuit de son bilan il ne possède aucun autre moyen valable de se procurer des fonds. Au cours des années passées, les

---

(1) Voir art. 15 bis, alinéa III du Statut de la B.C.E.A.O.

plafonds autorisés par l'institut d'émission, bien que bas, ont été peu utilisés par l'ensemble des Pays de l'Union; de ce fait, une situation très rare dans le monde est à observer ici: le Trésor public se trouve à présenter une position de créiteur à l'égard de son institution monétaire (1).

En ce qui concerne le contrôle du crédit, d'une part la Banque centrale peut agir seule vis-à-vis du secteur économique moderne du marché, d'autre part elle n'a jamais été directement en rapport avec la clientèle privée. En ceci, sa mission est facilitée par le petit nombre d'instituts existants et par le fait que l'un d'eux est une banque de développement qui répond, pour une bonne part, à la demande en financements. Disposant d'un système bancaire aussi compact, ce qui est dû, tout d'abord, à sa simplicité, la mission de contrôle de la Banque centrale ne présente plus la complexité qui caractérise celle des Pays plus évolués.

Il ne s'offre pas d'occasions de recourir aux instruments classiques pour le contrôle quantitatif, tout au moins, lorsque le fonctionnement du système économique a lieu dans des conditions normales: on ne recourt pas au Niger à la manoeuvre du taux de l'escompte qui est toujours maintenu à un niveau de 3,50% (2);

---

(1) Voir B.C.E.A.O., *Rapport d'Activité*, 1969, pages 75-77.

(2) Le taux de l'escompte pratiqué par la B.C.E.A.O., inchangé depuis le 15 octobre 1956 est, non seulement l'un des plus bas d'Afrique, mais aussi du monde entier. Sur son efficacité limitée comme instrument de contrôle de la liquidité, MARQUIS résume ainsi l'opinion de la Banque centrale à ce sujet: « ce qui est valable pour les économies complexes des pays développés est encore plus valable pour l'Union monétaire ouest africaine où les variations du taux d'escompte de la Banque centrale ne peuvent avoir, dans le cadre des structures actuelles, qu'une influence très limitée, même dans le domaine indicatif. L'économie des pays de notre zone d'émission est, en effet, partagée entre un « secteur public » important, dont le comportement ne sera pas affecté par des changements de taux d'escompte, et un « secteur privé » plus sensible aux garanties de sécurité des capitaux qu'au coût des crédits » (Voir, MARQUIS, *Concours de la Banque centrale au financement de l'économie ouest africaine*, page 5).



la politique de marché ouvert est inexistante et la discipline des réserves obligatoires n'est pas en vigueur du fait que — selon l'explication fournie par les experts de l'institut central — faire déposer aux banques une partie de leurs disponibilités est inutile puisqu'elles la redemandent tout de suite après sous forme de réescompte (1). On a recours, par contre, à chaque fois que les circonstances l'exigent, à l'arme psychologique de la « persuasion ».

Le contrôle qualitatif du crédit s'adapte bien mieux au type d'économie dont il est question dans cette étude, en particulier dans ce Pays où la politique de développement est basée sur un programme pluriannuel. Au sens strict de l'expression, on ne peut même pas parler de « sélection » des demandes de financement, puisque chacune d'elles, si elle est considérée comme capable de promouvoir des initiatives valides, est accueillie. En d'autres termes, au Niger, le souci de la croissance économique et de l'évolution sociale prend le pas sur toute autre finalité et, dans les limites où n'intervient pas un conflit avec des politiques anticycliques éventuelles, on tend à encourager la création et l'extension d'activités différenciées. Pour bien comprendre les motifs d'une telle attitude, qu'il suffise de rappeler ici les efforts des pouvoirs publics en vue de donner de l'expansion à la pratique de méthodes plus modernes dans les campagnes en ce qui concerne les procédés de culture, et pour implanter une industrie, même dans des proportions modestes, capable de diminuer l'état de dépendance où se trouve le Pays à

---

(1) L'application d'une telle discipline est prévue, toutefois, dans des circonstances exceptionnelles. En effet, l'art. 25 du Statut de la B.C.E.A.O., stipule ce qui suit: « Si la situation monétaire l'exige, la Banque (centrale) peut, sur instruction des Gouvernements des Etats membres de l'Union monétaire ouest africaine, prescrire aux banques et établissements de crédit de maintenir à leurs comptes dans ses livres un solde créditeur correspondant à une proportion minima des dépôts reçus par eux de leur clientèle. Elle prête son concours aux Gouvernements pour la détermination du mode de calcul et du taux de cette proportion ».



l'égard de l'étranger. Dans la mesure où les projets à financer sont considérés comme économiquement valables et où les personnes devant les réaliser sont solvables, la Banque centrale ne lésine pas l'octroi de ses fonds. Son appartenance à l'Union lui offre, en outre, l'avantage de pouvoir mener à bien, ou au moins de ne pas retarder les initiatives en faveur du développement, même si sa balance des paiements est temporairement déficitaire.

La modalité technique de refinancement a lieu au moyen du réescompte des effets, et le contrôle du crédit s'effectue par la détermination de plafonds. C'est le Comité monétaire national qui, périodiquement, procède à l'examen des besoins financiers à court terme de l'économie, en appréciant la valeur des demandes présentées par chacune des banques. Après avoir estimé dans quelle mesure il est nécessaire que l'institut central intervienne, le Comité transmet toute la documentation au Conseil d'administration qui fixe d'une manière définitive la limite des facilités à accorder. Le Comité monétaire, d'après ce montant global, établit les plafonds pour chacun des établissements de crédit, compte tenu de son activité et, en particulier des ressources, liquidités et risques en cours. Le Comité détermine, également, les limites individuelles de réescompte pour les entreprises, et évalue la répartition du recours au moyen terme. D'après ces données, la Banque centrale met au courant la « centrale des risques » (1).

## LÉGISLATION SUR LES BANQUES ET LE CRÉDIT

L'un des principaux objectifs, condition d'un fonctionnement efficient de l'Union monétaire ouest africaine, est l'harmonisation de la discipline législative relative aux banques et au crédit dans

---

(1) Voir, pour plus amples détails, page 62 et suivantes.

les sept Etats membres (1). Les règlements en vigueur au Niger s'inspirent donc de l'organisation commune aux autres Pays de l'Union; ce Pays fait siens, en particulier, les principes énoncés par l'Institut central. Le fait de s'adapter à des dispositions qui trouvent leur application sur une vaste zone, tout en se conformant parfois obligatoirement à des situations locales particulières, favorise, sans aucun doute, le processus d'unification en cours en Afrique occidentale; cette unification ayant pour objet d'étendre à des secteurs toujours plus nombreux de la société les avantages de l'intégration et du libre échange.

Par ordre d'importance, les normes nigériennes peuvent être classées comme suit: lois, décrets et arrêtés. Le pivot de l'organisation des banques et du crédit est constitué par la loi 65-019 du 15 mai 1965, « portant organisation de la profession bancaire et des professions s'y rattachant, et réglementation du crédit ». C'est là l'unique loi, toutes les autres dispositions revêtant la forme de décrets ou d'arrêtés: il en existe une trentaine environ et tous portent sur des problèmes différents, sans importance bien souvent (2). On ne parlera ici que de ceux concernant l'application de la loi sus-mentionnée et la détermination du minimum de capital exigé ainsi que des règles concernant la liquidité.

La loi comprend 40 articles, divisés en 7 titres:

- *Titre I*: Des organismes pris en considération par le présent règlement (art. 1-10);
- *Titre II*: de l'enregistrement des banques et établissements financiers (art. 11-14);

---

(1) Voir page 31 et suivantes et art. 10 du Traité qui a institué l'Union.

(2) Pour une liste complète du répertoire législatif indiqué voir B.C.E.A.O., *Annuaire des banques U.M.O.A.*, 1969, pages 213-216. Le texte intégral des diverses normes est publié au Journal Officiel de la République du Niger.

- *Titre III*: des conditions d'exercice de la profession de banquier et des professions qui y sont apparentées (art. 15-18);
- *Titre IV*: de la réglementation des banques et établissements financiers (art. 19-23);
- *Titre V*: de la réglementation du crédit (art. 24-27);
- *Titre VI*: des infractions aux dispositions de la présente loi (art. 28-39);
- *Titre VII*: dispositions transitoires (art. 40).

Les normes les plus intéressantes sont celles inscrites au Titre I dans lequel est délimité le champ d'application de la loi qui considère deux organismes bien définis: les banques et ce qui est indiqué sous le titre d'établissements financiers. Les premières sont: « tous les établissements de droit public ou privé dont l'activité habituelle consiste à recevoir du public, sous forme de dépôt ou sous une autre forme des fonds qu'ils emploient, soit pour leur compte, soit pour le compte de leur clientèle ou de tiers désignés par celle-ci, en opérations financières d'escompte, de crédit, de bourse ou de change » (art. 1).

Ainsi qu'on peut le constater, on retrouve dans cet énoncé, bien qu'il soit peu résumé, les caractéristiques d'un établissement de crédit (1): exercice systématique d'une activité d'intermédiation en matière de crédit, gestion à ses propres risques (fonds qui sont employés « pour son compte ») et utilisation de disponibilités pécuniaires appartenant à des tiers en même temps que du capital propre à l'établissement dont il est fait mention dans un autre chapitre de la loi.

Seules les banques, en tant que telles, sont autorisées à recevoir des dépôts à vue ou dont l'échéance n'excède pas deux ans, à agir comme agents ou courtiers pour effectuer les opérations sur

---

(1) Voir l'étude de G. DELL'AMORE, *I sistemi bancari*, pages 30-39.

les valeurs mobilières et les effets de commerce, ainsi qu'à exercer en permanence la fonction d'office des changes (art. 3).

En plus de ces opérations exclusivement réservées aux banques, l'art. 4 en prévoit d'autres qui donnent une large possibilité d'extension à leurs interventions. Ces dispositions revêtent une grande importance si l'on veut comprendre l'organisation fonctionnelle du système tout entier. Les banques se trouvent ainsi habilitées à effectuer des opérations de crédit à court, moyen et long terme de même qu'à prendre des participations dans des affaires existantes ou en voie de création. En ce qui concerne leurs moyens d'approvisionnement les banques sont habilitées à: a) recevoir des dépôts à terme pour une durée supérieure à deux ans; b) émettre des bons de caisse dont l'échéance peut aller de deux à cinq ans, et les offrir au public; c) stipuler des accords, n'excédant pas 24 mois, pour financer les organismes publics et les établissements financiers privés; d) procéder à l'émission d'obligations à plus de 5 ans, si les instituts emprunteurs ont pour fin sociale d'assurer l'expansion économique du Pays.

Il semble donc ici que le principe d'une spécialisation fonctionnelle ne soit pas accepté, et qu'on souligne à quel point il serait inopportun de diviser l'activité de crédit de façon rigide en deux secteurs: celui du court terme d'une part, et ceux du moyen et long terme, de l'autre, dans une économie se trouvant à son premier stade de développement. Par contre, on peut observer qu'en réalité une différenciation plus ou moins accentuée existe entre les missions accomplies par chacun des instituts. Il a déjà été dit (1), que le système bancaire nigérien se compose, bien qu'il reste très simple, d'un ensemble d'unités, dont chacune d'elles est orientée vers un domaine précis de l'activité économique.

---

(1) Voir page 27 et suivantes.



Cette spécialisation est, sans aucun doute, le résultat d'une expérience pratique mais se trouve en conflit avec les possibilités offertes par la loi; cette dernière n'interdit pas aux banques d'octroyer des financements à diverses échéances. L'expérience a prouvé que cette faculté n'a pas été utilisée dans une large mesure: l'unique banque commerciale, par exemple, ne prend aucun engagement à long terme et il en est de même pour la caisse de crédit agricole.

Une grande prudence se manifeste également à l'égard des prises de participations, le but poursuivi étant d'exclure catégoriquement la possibilité pour un institut de revêtir les caractères d'une banque mixte, telle qu'on en a vu abonder pendant la période qui a fait suite à la première guerre mondiale; il ne nous appartient pas d'insister ici sur les dangers présentés par ce genre d'organisation. C'est pourquoi, tout en autorisant les établissements de crédit et les institutions financières à prendre des participations leur permettant de mieux contrôler les entreprises financées et d'encourager le développement d'initiatives saines, des conditions précises ont été posées en ce qui concerne le montant de ces participations. Dans leur totalité elles ne doivent pas excéder le montant global représentant les fonds propres effectifs de l'institut et, prises séparément, elles ne peuvent excéder 15% de ces derniers, bien que des dérogations spéciales puissent être accordées par le Ministre des Finances. La Banque centrale, elle-même, peut y concourir, avec son capital, mais uniquement s'il s'agit d'organismes ou d'entreprises présentant un caractère d'intérêt général (art. 38 du Statut).

Il faut distinguer des instituts de crédit que l'on vient de définir les établissements financiers, c'est-à-dire, « toutes les entreprises, publiques ou privées, n'ayant pas le caractère d'une banque, qui effectuent des opérations comme activité habituelle, et, parmi celles-ci: la médiation financière; la négociation de monnaies et de

métaux précieux; le crédit à n'importe quelle échéance, et, en particulier, les avances, les prises en pension des lettres de change, l'escompte, le financement des ventes à tempérament de biens d'équipement ou de consommation, les prêts à la construction, les prêts fonciers nantis, ou non » (art. 8).

Il est interdit aux établissements en objet de faire des opérations de bourse et de change directement, ils ne peuvent non plus recevoir du public des fonds sous forme de dépôts, sauf dans le cas où le déposant assigne à ces fonds une destination bien définie et que l'institut s'engage à ne pas les employer. Les possibilités offertes au refinancement à long terme sont vastes dans le cadre de procédures appropriées.

Les banques et établissements financiers exerçant leur activité sur le territoire du Niger sont assujettis aux dispositions de cette loi, quels qu'ils soient: leur statut juridique, le lieu de leur siège social, la nationalité de leurs dirigeants ou celle des détenteurs de leur capital. Font exception à ces mesures législatives: les organismes financiers internationaux, la Banque centrale, la Caisse d'épargne postale, les Compagnies d'assurances et la Caisse centrale de coopération économique (C.C.C.E.) qui sont tous réglementés par des conventions particulières.

Après avoir donné ces importantes précisions d'ordre terminologique et descriptif, la loi insiste sur l'obligation de l'enregistrement sur la « liste des banques et des établissements financiers », cet enregistrement est une condition préliminaire à l'exercice de l'activité: en outre, tout institut qui se trouverait rayé de la liste en question par arrêté du Ministre des Finances doit, aux termes de la loi, cesser toute activité dans un délai de six mois. Un grand nombre de restrictions ont été imposées en ce qui concerne les personnalités appelées à diriger ces types d'organismes: être citoyen nigérien, ou, conformément à des conventions internationales, ap-



partenir à une nationalité assimilée, avec possibilité de dérogations; interdiction de rester en fonction à la suite de sanctions pénales ou civiles déterminées.

A l'exclusion des filiales d'instituts étrangers, la forme juridique des banques constituées au Niger peut: soit être celle de la société anonyme à capital fixe, soit celle de l'institution publique ou semi-publique, dotée de la personnalité juridique, de l'autonomie financière et d'un statut légal spécial. Il est prévu également pour les établissements financiers la forme de la société coopérative à capital variable.

La règle qui impose aux deux types d'organismes de fournir les informations les plus détaillées sur les activités à l'institut d'émission fournit la preuve que celui-ci — au contraire de ce qui advient dans d'autres Pays — est habilité à étendre son contrôle aux établissements financiers bien que ces derniers ne puissent bénéficier directement des facilités de crédit de ce même institut. Périodiquement les données sur les divers aspects de la gestion doivent être transmises à la Banque centrale, elles sont présentées sur des formulaires-type préparés par la Banque elle-même.

Le titre V de la loi, consacré à la réglementation du crédit, prévoit la création d'un nouvel organe, le « Comité des banques et établissements financiers » (1); il prend des décisions qui peuvent

---

(1) La composition du Comité est fixée par l'art. 17 du règlement relatif à l'application de la loi; ses membres sont:

- un magistrat de la Cour Suprême (qui en est le Président);
- trois fonctionnaires représentant respectivement les Ministères des Finances, des Affaires économiques et du Plan;
- le Trésorier-Payeur représentant le Trésor;
- le directeur de la filiale de la Banque centrale;
- un représentant des banques;
- un représentant des établissements financiers.

être: soit de caractère général, valables pour toutes les activités bancaires et les activités s'y rapportant, soit de nature particulière concernant un institut déterminé. Les résolutions du Comité sont rendues exécutoires par le Ministre des Finances, si elles concernent une question de discipline ou de surveillance, dans ce cas la discussion a lieu en l'absence des représentants des deux groupes intéressés.

En ce qui concerne les autres dispositions, au lieu du Ministre des Finances, c'est à ce Comité et à celui de la Banque centrale auxquels il faut se référer. Il s'agit alors: de décrets fixant la proportion du minimum de capital, de règlements sur la liquidité, de normes sur l'ouverture et la fermeture des guichets, de modalités et de montant des dépôts que les banques doivent avoir à l'institut d'émission si la situation monétaire l'exige; d'arrêtés déterminant les conditions générales maxima et minima que peuvent appliquer les banques et les établissements financiers dans leurs opérations avec la clientèle, ainsi que des dispositions individuelles conformément à la loi. En réalité, c'est la Banque centrale qui propose la quasi totalité des mesures, elle profite en cela de la position de prestige dont elle jouit et de son autonomie.

Dans la dernière partie du texte législatif (art. 28-39) on trouve l'exposé d'une réglementation minutieuse des différents cas d'infractions comportant des sanctions disciplinaires ou pénales, elles n'ont rien de particulier, et il ne nous semble pas utile de nous y arrêter.

Avec cet examen de la loi fondamentale en matière de banques, nous avons donc passé en revue les normes qui nous ont paru les plus significatives pour la compréhension de l'organisation bancaire du Pays. Deux points ont été pris en considération par cette loi et ont été réglementés avec plus de détails par des décrets ul-

térieurs, ils méritent de retenir notre attention: ce sont les dispositions relatives au minimum de capital exigé et les règles concernant la liquidité. La Banque centrale a également contribué à leur élaboration, en exprimant son avis à leur sujet et en motivant les diverses conclusions auxquelles on parvient, suivant qu'on envisage une économie évoluée ou en voie de développement.

En ce qui a trait au premier point il est intéressant de donner immédiatement l'énoncé des mesures s'y rapportant et d'examiner ensuite les considérations qui ont amené à les adopter. La loi, aux termes des art. 20 et 22, et le décret n. 66-105 du 13 janvier 1966 imposent aux banques et établissements financiers la double obligation de maintenir leur propre capital à une somme minimum absolue, et restant dans une certaine proportion avec l'ensemble des risques inscrits au bilan et hors-bilan, compte tenu de la nature de l'activité exercée. Les fonds propres des banques, sans jamais être inférieurs à 50 millions de francs C.F.A., doivent représenter 8 ou 12% des risques, suivant qu'il s'agit de banques commerciales ou de banques d'affaires et de développement. Les filiales des établissements de crédit étrangers sont tenues de respecter les mêmes pourcentages. Le capital des établissements financiers ne doit jamais être inférieur à 10 millions de francs et à 10% des engagements (1). Alors que la proportion absolue doit être cons-

---

(1) L'art. 4 du décret n. 66-015 du 13 janvier 1966 précise, afin d'appliquer les dispositions législatives, qu'il faut entendre par:

- *capital*, les fonds propres dont dispose la banque ou l'établissement financier, ils sont représentés par la totalité du capital social, des réserves, des dotations, des cumuls sans destination spécifique et des bénéfices dont on a déduit les pertes;
- *risques*, l'ensemble des crédits accordés par la banque ou l'établissement financier — de quelque durée qu'ils soient, indépendamment du fait qu'ils sont réescomptés ou mis en pension —, les nantissements et avals, les ouvertures de crédit confirmées et non encore utilisées.

tamment maintenue, la proportion relative ne se réfère qu'à la date de clôture de l'exercice fixée au 30 septembre de chaque année.

On doit rechercher l'origine d'une telle discipline dans la synthèse des exigences suivantes: certains Pays ne demandent qu'un minimum de ressources propres alors que d'autres exigent que des proportions déterminées soient respectées. Citons, parmi les premiers, la France qui, pour permettre à des petites banques locales de survivre, a fixé un niveau de capital minimum très bas n'ayant aucun rapport avec les risques encourus. Une telle exigence n'existe pas en Afrique occidentale, bien au contraire, il est opportun de prévenir la création d'un grand nombre de banques privées de faibles dimensions que les autorités monétaires contrôlent difficilement et qui ont, pour seule possibilité, la pratique de taux usuraires. Une forte concurrence entre les établissements en question due au peu d'importance du volume des activités qu'ils peuvent exercer aurait pour effet d'inciter à une mauvaise utilisation de l'ensemble de l'organisation bancaire du Pays. Ce fait justifie l'exigence pour les banques d'avoir un capital minimum d'un montant assez élevé.

Le commentaire relatif au second point est plus détaillé. Parmi les divers paramètres pouvant être placés au dénominateur du rapport en objet (la liquidité), celui des risques globaux en cours a été choisi, et l'on a écarté un autre indice souvent utilisé dans divers Pays, celui des « fonds propres - dépôts ». En effet, dans les Etats de l'Union, cet indice n'exprimerait pas grand chose étant donné que les ressources fournies par le public sont généralement assez réduites et inégalement réparties entre les divers instituts. Le premier coefficient, au contraire, met l'accent sur une circonstance tout-à-fait spéciale au fonctionnement des banques de



l'Union: l'importance des engagements « hors bilan » (1) et qui permet d'obtenir une meilleure perspective unitaire du système des risques.

Dans la détermination de la valeur de l'indice il faut envisager séparément les banques commerciales et celles de développement. En 1964-1965, le rapport moyen des premières était de 4% pour l'ensemble des Pays de l'Union monétaire. Si, toutefois, à ce pourcentage très faible venaient s'additionner — au numérateur — les subventions fournies par leur maison mère aux filiales des instituts étrangers, on parvenait à 11%. En se basant sur ces éléments, et pour ne pas s'écarter trop des règles pratiques d'une saine gestion tout en garantissant un minimum de sécurité aux déposants, la Banque centrale conseillait d'adopter le pourcentage de 8% à atteindre progressivement au cours d'une période transitoire de cinq années.

Au Niger, ainsi qu'on l'a vu, ces deux recommandations ont été incluses dans la loi. Le respect du minimum fixé, qui est exigé seulement en clôture d'exercice, présente, en outre, l'avantage de ne pas trop grever la comptabilité de l'établissement de crédit, du fait que cette date correspond, en général, à la morte saison du cycle des productions locales (les arachides, et surtout: le coton), c'est donc la période où les emplois sont moindres. Cette exigence permet de toutes façons le renforcement des structures trop faibles, au moyen d'une auto-alimentation modérée, mais constante.

---

(1) Il arrive, en effet, qu'une bonne partie des crédits consentis aux entreprises, comme ceux-ci revêtent rarement la forme de l'escompte de traites commerciales, soit mobilisée par la présentation d'effets spéciaux à l'institut d'émission: suivant les règlements comptables pratiqués, une fois l'écriture passée et attestant la mutation de ces valeurs numéraires, il ne resterait pas de trace des effets en question au bilan. Pour ce motif les effets sont « mentionnés » à part. De toutes façons, pour la banque, ce sont des risques réels qui doivent s'ajouter à ceux figurant « au bilan ».



En ce qui concerne les banques d'affaires, ce sont typiquement les banques françaises (1), auxquelles la Banque centrale assimile celles de développement pour la fixation de ce pourcentage, le rapport en question est d'environ 20%. Les participations prises par ce type de banques, et la moindre répartition des risques impliquent une plus forte couverture avec leurs fonds propres et expliquent donc pourquoi cette valeur est plus élevée. Le pourcentage est un peu plus faible en Afrique occidentale, mais il convient d'observer que les banques de développement y exercent une activité de caractère mixte, qui d'ailleurs n'a pas encore atteint son plein rythme, et ceci les situe dans une position intermédiaire entre les banques d'affaires et les établissements de crédit commercial. Pour ces motifs, l'institut d'émission a proposé un indice de 12% qui est applicable immédiatement car ce pourcentage est très inférieur à celui que l'on rencontre dans la pratique. Enfin, en ce qui a trait à la liquidité des établissements financiers, le coefficient a été laissé à 10% car il correspond à une situation de fait déjà existante.

La Banque centrale a cru devoir donner une opinion négative sur l'opportunité d'introduire d'autres obligations imposant aux fonds propres de nouveaux paramètres, exception faite pour la prise de participations déjà mentionnée plus haut. C'est ainsi que le « coefficient de répartition des risques », qui oppose le capital de la banque aux crédits consentis à une même personne ou à un même groupe économique, a pour objet de limiter les risques encourus à l'égard d'un seul client, réaffirmant ainsi un excellent principe de gestion de l'entreprise. En Afrique occidentale, cependant, la quantité des activités à financer est réduite, on peut même dire que le nombre des instituts prêteurs est infime; c'est pourquoi on a estimé

---

(1) Voir l'ouvrage de G. DELL'AMORE, *op. cit.*, pages 196-202, pour une analyse de leurs caractéristiques structurales et fonctionnelles.

qu'il était préférable pour la situation locale d'éviter une subdivision réglementée des risques en augmentant, au contraire, les garanties générales protégeant la banque, subordonnant les interventions de mobilisation de l'institut central au respect de la part de l'entreprise emprunteuse d'un certain potentiel d'endettement (d'une manière générale de dix fois son capital). Quant à « l'indice d'immobilisation » (c'est à dire le rapport existant entre les fonds propres et les immobilisations), il n'a pas été inclus par suite de son inutilité puisqu'implicitement une limite est déjà fixée par le respect déjà imposé de certaines règles de liquidité.

C'est le cas du Niger dont la législation prévoit expressément ces règles dans un décret spécial (n. 66-018 du 13 janvier 1966): les banques inscrites sur les registres du territoire de la République sont tenues de respecter une proportion entre le total de leurs avoirs liquides et mobilisables d'une part, et l'ensemble de leurs concours à brève échéance, d'autre part, ce rapport ne pourra jamais être inférieur à:

70% au cours de l'exercice 1965-1966

71% » » » » 1966-1967

72% » » » » 1967-1968

73% » » » » 1968-1969

74% » » » » 1969-1970

75% » » » chacun des exercices suivants (art. 1).

Le texte renvoie aux instructions de l'institut central en ce qui concerne les modalités de calcul du coefficient et il précise que les normes promulguées intéressent les banques commerciales, celles d'affaires et de développement pour la seule part de leurs opérations se traitant à court terme. Il est évident que les établissements financiers en sont exclus puisqu'ils ne sont pas habilités à collecter des ressources sous forme de dépôts.

Il sera utile de donner quelques explications pour interpréter correctement ce rapport, car il s'écarte un peu du rapport classique auquel on se réfère dans la plupart des Pays, pour devenir un simple indice de « sécurité » basé sur des critères déterminés de « capacité de transfert » des crédits à la Banque centrale. Les conditions locales de tous ordres contraignent les banques nigériennes à résoudre leur problème de liquidité en recourant surtout aux facilités accordées par l'institut d'émission: en effet, le volume des dépôts n'est guère susceptible de subir des variations rapides par suite d'exigences de gestion changeantes et, d'autre part, les possibilités de refinancement auprès des autres établissements de crédit sont négligeables. Par ailleurs, la modalité technique principale pour les opérations actives — l'ouverture de crédit en compte courant — permet uniquement de recourir à la Banque centrale à l'aide du réescompte des effets de mobilisation qui portent évidemment la signature de l'établissement emprunteur, mais ne l'engagent financièrement que dans l'hypothèse, assez rare, de la non-exécution du contrat de la part de l'institut bailleur des fonds. C'est donc sur ce dernier que retombe directement la responsabilité de la bonne fin de la lettre de change. Ainsi qu'on l'a mentionné plus haut, ces écritures, qui sont véritablement au passif, sont portées — conformément aux règles de comptabilité en vigueur — parmi les postes « hors bilan », qui se trouvent à prendre ainsi une importance considérable.

Compte tenu de ce que l'on doit entendre ici, le « court terme » comme étant le laps de temps de six mois puisque c'est le temps maximum d'intervention de la Banque centrale, le coefficient en objet comprend schématiquement: au numérateur, les liquidités et les emplois à brève échéance mobilisables ou mobilisés; au dénominateur, les dépôts et autres passivités à moins de 180 jours de même que les effets à court terme réescomptés. Le rapport de

75% actuel est exigé en vue d'empêcher les banques de durcir leur propre gestion et de faire refuser, de ce fait, des demandes de financement qui, soit à cause de la situation de l'emprunteur, soit parce que la destination du produit net présenterait un avantage douteux pour l'économie, donneraient lieu à des octrois de crédit ne pouvant être pris en considération par la Banque centrale.

Cette Banque, enfin, s'est déclarée contraire à l'application d'un coefficient de trésorerie (rapport entre les actifs liquides et les engagements à court terme, essentiellement les dépôts), réfutant la validité des buts pour lesquels on pourrait l'adopter, étant données les conditions de fonctionnement des systèmes bancaires de l'Union. En premier lieu, pour exercer un contrôle du crédit, un tel coefficient serait superflu puisque, à sa place, la règle qui prévoit la discipline des réserves obligatoires sur les dépôts (1) pourrait entrer en vigueur, si la situation monétaire du Pays l'exigeait.

En second lieu, l'introduction de ce coefficient serait motivée par la nécessité pour la banque d'être toujours à même de faire face à des fluctuations défavorables et courantes de sa trésorerie grâce à une encaisse de disponibilités minimum, sans être contrainte à recourir fréquemment à l'aide de la Banque centrale. Ce qui se passe aujourd'hui en Afrique occidentale est justement le contraire: les établissements de crédit doivent chaque jour équilibrer le flux des entrées et des sorties en recourant principalement au réescompte, l'auto-compensation de leurs mouvements de fonds étant très précaire. Il est donc indispensable, de ce point de vue, que toutes les banques puissent compter en permanence sur cette facilité de réescompte. Dans la mesure où il existe une marge entre le maximum fixé pour l'actif liquide et la partie qui en est utilisée

---

(1) Voir page 35 et suivantes et, en particulier, la note 1 page 46.



et si l'on envisage la possibilité — ce qui advient en réalité — de dépasser de 10 % le plafond au moyen d'une mise en pension d'effets, on se trouve déjà en présence d'un coefficient de trésorerie virtuel, continuellement placé sous le contrôle de la Banque centrale, qui ferait donc perdre à l'autre coefficient toute signification.

#### CARACTÉRISTIQUES STRUCTURALES ET FONCTIONNELLES DU SYSTÈME BANCAIRE

Après nous être entretenus de l'institut multinational placé au sommet du système bancaire nigérien, nous allons envisager ce dernier d'après ses caractères structuraux et fonctionnels. La loi — ainsi que nous l'avons vu — a établi une distinction entre les banques et les établissements financiers, et un arrêté qui lui a fait suite a précisé que les premières peuvent exercer leur activité sous l'une des appellations suivantes: banque commerciale, banque d'affaires ou banque de développement. Aux termes de ces mesures législatives, quatre banques sont aujourd'hui en opération au Niger:

- la Banque internationale pour l'Afrique occidentale (B.I.A.O.) (banque commerciale);
- la Banque de développement de la République du Niger (B.D.R.N.) (banque de développement);
- le Crédit du Niger (C.N.) (banque de développement);
- la Caisse nationale de crédit agricole (C.N.C.A.) (banque de développement).

Il n'existe, par contre, aucune banque d'affaires. Les établissements financiers sont au nombre de deux:

- la Caisse de prêts aux collectivités locales (C.P.C.L.);
- la Société nigérienne de crédit automobile (S.O.N.I.C.A.).

On considère la Caisse d'épargne postale comme un organe dépendant du Ministère des Postes.



Il est malaisé d'établir une classification de ces établissements d'après l'échéance typique de leurs financements: seule la Banque internationale est une banque de crédit ordinaire au sens strict du mot, quand bien même il ne lui soit pas interdit d'exercer ses activités à moyen et long terme; au contraire, les opérations effectuées par la Banque de développement sont de durée variée et son domaine d'intervention est très différencié; le Crédit du Niger et la Caisse nationale, enfin, se sont spécialisés, non pas tant par rapport à l'échéance qu'en ce qui concerne le secteur de l'économie à financer, ce sont: le secteur de la construction pour le premier, et celui de l'agriculture pour la deuxième. D'après ce dernier critère, on peut également classer les deux établissements financiers dont le nom même définit le rayon d'action.

On procèdera dans le paragraphe suivant à une étude des traits saillants des divers organismes, tandis que le présent paragraphe mettra en relief leur physionomie dans le contexte général du système de crédit du Pays (1).

Abstraction faite de la forme juridique, qui donne lieu à des appellations variées (2), le sujet économique des instituts en question est entièrement de nature privée dans le cas de la B.I.A.O. et de la SO.NI.C.A., tandis que celui de tous les autres est de caractère public.

Une classification par ordre d'importance d'après les financements consentis met indiscutablement en tête la Banque de développement, tandis que la Banque internationale occupe la seconde place. Font suite, avec un concours de volume plus modeste, le Crédit du Niger, la Caisse nationale de Crédit agricole et la Caisse

---

(1) On étudiera séparément au dernier paragraphe la Caisse postale en rapport avec le problème plus vaste que pose la situation de l'épargne.

(2) Voir page 78 et suivantes.

de prêts aux collectivités locales, tandis que la Société de crédit automobile occupe la dernière place à une grande distance des autres instituts.

Etant donnée la faible densité de la population, l'articulation territoriale est obligatoirement réduite. L'ouverture et la clôture de filiales sont soumises à une autorisation du Ministère des Finances. Les guichets sont classés par le décret spécial (1) en : guichets permanents, périodiques et saisonniers, suivant que l'accès au public est autorisé plus de deux jours par semaine, ou moins de deux jours, dans les deux premiers cas, ou s'il est limité à une période de moins de quatre mois consécutifs dans le dernier cas. Ces dispositions expriment à quel point la proportion des besoins en services bancaires diffère au cours de l'année, et expliquent la nécessité de réduire les coûts d'exercice dans les centres d'intérêt secondaire ou pendant la morte saison des cycles de production.

Il y a en tout 13 guichets ouverts dans le Pays, dont 8 sont permanents et ces guichets desservent 7 localités. La plus grande concentration est, bien entendu, dans la capitale où toutes les banques ont leur siège social. Les deux banques principales seules ont des ramifications dans d'autres villes et ont déjà demandé et obtenu l'autorisation d'ouvrir chacune une succursale dans l'agglomération urbaine qui se forme à Arlit, près du gisement d'uranium, au nord du territoire (2). Il est bon de faire observer, toutefois, que cette articulation ne reflète que partiellement la diffusion véritable de la pénétration bancaire de quelques établissements de crédit : le cas typique est celui de la Caisse de crédit agricole, qui se sert, pour accorder ses subventions à l'agriculture, du réseau

---

(1) Voir le décret n. 66-019 du 13 janvier 1966, « portant réglementation de l'ouverture et de la fermeture des banques et établissements financiers sur le territoire de la République » (art. 3).

(2) Voir page 10 et suivantes.

capillaire d'agents dont dispose dans les campagnes l'Union nigérienne de crédit et de coopération (1).

Une confrontation du nombre de guichets du Niger avec celui des autres Etats de l'Union permet d'observer que seuls la Côte d'Ivoire et le Sénégal se trouvent à un stade plus avancé, avec 48 et 29 guichets, respectivement; ceci vient encore confirmer que l'organisation du crédit au Niger répond de manière satisfaisante aux exigences locales, dans une mesure compatible avec les difficultés présentes (2).

Une fois présentée la structure générale du système bancaire étudié, un bref aperçu des opérations essentielles d'approvisionnement et d'octroi des fonds permettra de préciser l'importance du recours à l'institut central pour solutionner le problème de la liquidité et pour que puisse s'effectuer matériellement la gestion de tout établissement de crédit.

Les banques se procurent les ressources pécuniaires auprès du public sous forme de comptes de dépôts (la terminologie usuelle les dénomme: comptes de chèques) et de comptes courants. La distinction entre les deux est très simple à faire: les premiers sont au nom de personnes privées, ils reçoivent surtout de l'épargne et ne peuvent présenter un solde créditeur pour la banque, leurs détenteurs les utilisent pour régler leurs paiements en se servant de chèques; les seconds sont, en général, réservés aux entreprises et aux commerçants, ils facilitent surtout leurs virements de caisse et peuvent comprendre une convention de crédit.

Au 30 septembre 1968 le cumul de ces disponibilités liquides se divisait presque à égalité entre les deux catégories de

---

(1) Voir page 78 et suivantes.

(2) En ce qui concerne les données sur le réseau bancaire de chaque Pays de l'U.M.O.A., à la date du 1er janvier 1969, consulter: B.C.E.A.O., *Rapport d'Activité*, 1968, page 109.

comptes (environ 1,1 milliards de francs chacune), et parmi les comptes de dépôt, 600 environ étaient à vue, et le reste à terme. En outre, la Banque de Développement détenait la part de beaucoup la plus importante des excédents du Trésor et des Postes, en plus des ressources considérables obtenues grâce à l'émission de l'Emprunt national, dont on parlera ci-après (1).

Le montant global collecté ne suffit pas à satisfaire les demandes de financement du Pays; au cours de l'année financière 1968-1969, le montant moyen des crédits en cours a été, en effet, de 9,7 milliards de francs, cette somme n'a été dépassée dans la zone de l'Union que par la Côte d'Ivoire et le Sénégal. La prépondérance des autres sources de recettes apparaît donc bien évidente.

La répartition des emprunts d'après leur durée fait ressortir que 80% sont à court terme et qu'un tiers des 20% restant est à moyen terme alors que les autres deux tiers sont à long terme. Bien qu'on observe au cours des années une tendance à augmenter l'octroi des fonds à moyen et long terme, ce phénomène peut trouver encore aujourd'hui une explication dans la difficulté éprouvée à se procurer des clients offrant de sérieuses garanties et des projets suffisamment rentables, une autre explication est fournie par le fait que la plupart des initiatives de développement existantes sont financées à l'aide de fonds d'Etat, de capitaux étrangers ou de prises de participations.

Pour le crédit à longue échéance la mobilisation à la Banque centrale n'est pas autorisée, elle l'est, toutefois, pour le crédit à moyen terme et les banques y ont recours pour la moitié environ de l'ensemble de leurs financements. Les banques commerciales recourent à l'institut d'émission dans une proportion des deux tiers,

---

(1) Voir page 78 et suivantes.



celles de développement dans une proportion qui n'est que d'un tiers car elles obtiennent plus de ressources par d'autres voies; ces pourcentages sont valables pour la totalité des Pays de l'Union, et il n'y a aucun motif de ne pas les appliquer au Niger en particulier, ces pourcentages mettent en relief la différence du recours effectué par chacune des catégories d'établissements de crédit. De toutes façons, le potentiel de réescompte est loin d'être pleinement utilisé, précisément par suite de l'impossibilité où l'on se trouve souvent de se conformer aux exigences de solvabilité et de garanties requises par la Banque centrale aux entreprises emprunteuses.

A court terme, les secteurs recevant le plus d'aide sont ceux de la commercialisation et de la transformation des produits de la terre, ainsi que ceux des constructions et des entreprises appelées « de marché local » dont les biens trouvent leur principal débouché en Afrique occidentale. Le Niger a toujours occupé une place à part parmi les Etats de l'Union en ce qui concerne ce type d'entreprise. Le concours de l'Institut d'émission varie considérablement suivant la période de l'année à laquelle on se réfère, passant de pointes atteignant 40-45% pendant la phase la plus intense de la vente des arachides et autres denrées agricoles à des niveaux de l'ordre de 20-25% à la morte saison.

Ces brèves observations, sur lesquelles on reviendra plus longuement au paragraphe suivant, à propos de l'analyse des instituts de crédit, ont servi à indiquer la très grande importance des interventions de la Banque centrale en faveur de l'économie, c'est une intervention qui atteint un des plus forts pourcentages dans le monde, et dont les proportions sont inconnues dans les Pays évolués. Il faut donc s'en référer au mécanisme de financement pour comprendre le fonctionnement concret des banques nigériennes et la véritable portée du problème de la liquidité.



L'insuffisance de l'épargne locale, qui se traduit par le faible montant des dépôts, et le caractère saisonnier de la production agricole qui met les banques dans l'obligation de se procurer des ressources financières importantes, sont les principaux facteurs de l'endettement des banques vis-à-vis de l'institut d'émission et expliquent surtout pourquoi cet endettement a un caractère permanent. Les établissements de crédit, en effet, dans le cadre des plafonds dont ils disposent, doivent quotidiennement adapter leurs propres trésoreries à la présentation ou au retrait des effets de mobilisation, et la Banque centrale, en autorisant ces opérations, se trouve à être l'unique forme de marché monétaire existant aujourd'hui au Niger.

Une fois effectuée la compensation journalière des chèques et des traites, chacun des instituts rectifie le solde de son compte à la Banque centrale: s'il est créancier, il est opportun de retirer un certain nombre des effets « en pension » (1) puisque sur les montants à l'actif il n'est versé aucun intérêt; si, au contraire, le solde est débiteur, il faut rétablir l'équilibre du solde, ce dernier ne pouvant, aux termes de la loi, rester débiteur: cette opération peut se faire soit en présentant de nouveaux effets, soit en effectuant un virement sur des comptes excédentaires dans d'autres établissements, soit, enfin, par une remise de billets de banque.

Une description schématique a déjà été faite des trois niveaux (2) auxquels ces limites sont déterminées: par Pays, par banque et par entreprise emprunteuse. Les normes qui réglementent cette importante question sont contenues dans certains articles du Statut de la Banque centrale, dans les « Règles générales sur la

---

(1) Sur la différence entre la « pension » et le « réescompte » voir ci-dessous, dans le même paragraphe.

(2) Voir page 35 et suivantes.

distribution des crédits à court et moyen terme » provenant de la même source en 1963 et dans des décisions prises ultérieurement par le Conseil d'administration de la Banque centrale. A l'aide de ces documents il est possible d'établir avec précision les modalités du processus de refinancement en vigueur.

Il faut distinguer les crédits à brève échéance de ceux à moyen terme, les directives et la procédure adoptées pour chacun d'eux différent sensiblement. Examinons les premiers: le but de l'intervention de l'Institut d'émission dans ce secteur est de répartir le crédit disponible selon le volume de la production annuelle, c'est-à-dire d'aider à satisfaire les besoins des entreprises soit pendant la période de commercialisation, soit pendant les autres périodes en vue d'intégrer l'insuffisance du capital circulant.

A la différence de la procédure en cours jusqu'à maintenant (1), on a abandonné la révision semestrielle obligatoire des plafonds du crédit à court terme, en faveur d'une pratique plus souple qui prévoit la fixation de ces plafonds pour une période indéterminée avec faculté pour la Banque centrale de les réviser à tout moment si elle le juge utile. De la sorte on a la possibilité d'adapter rapidement les plafonds aux fluctuations de la conjoncture et à la situation des établissements bailleurs de fonds en matière de liquidité.

La première opération consiste à déduire du montant global des facilités accordées au Niger le quota qui sera destiné au Trésor, pour le réescompte des obligations cautionnées, ce sont des titres spéciaux émis précisément par le Trésor: la souscription de ces obligations permet aux entreprises devant payer des droits de douane de bénéficier d'un crédit de quatre mois, à un taux allant

---

(1) Voir la décision du Conseil d'administration de la B.C.E.A.O. du 17 septembre 1970.

de 4 à 5%. Grâce à ce procédé, importateurs et exportateurs peuvent faire transiter leurs marchandises à la frontière avant de payer les taxes en question, qui ont une incidence sur leurs prix de revient assez importante. Le recours à ce type de subside comme alternative à l'aide fournie par les banques explique pourquoi il est correct de comprendre le volume des obligations cautionnées dans le plafond pour le Pays, en vue d'éviter que cette possibilité de substitution ne vienne réduire l'efficacité de la politique du crédit mise en oeuvre par les autorités compétentes (1).

On obtient donc par soustraction le montant dont disposent les banques dans leur ensemble. Chacune d'elles peut donc recevoir une somme tout au plus égale à la différence entre le total des prêts à court terme qu'elle projette de consentir et les ressources mises à leur disposition pendant cette période de temps. De plus, dans ces limites, le taux maximum ne peut excéder 50% des « emplois envisagés à court terme » (2). Vu la rigueur de cette dernière mesure en ce qui concerne les modalités concrètes de fonctionnement des instituts de crédit, il est prévu d'augmenter jusqu'à 65% le taux en question pour les instituts participant activement au financement de la campagne de commercialisation des produits, ces derniers se trouvent à avoir une situation de trésorerie fortement grevée pendant cette même période (3). Dans le calcul effectué on exclut toujours les investissements à l'étranger et les prêts interbanques.

---

(1) Voir, B.C.E.A.O., *op. cit.*, page 99.

(2) Etant données les disponibilités restreintes des banques ce pourcentage est très fréquemment celui qui impose le plus de limitations; il bloque évidemment les crédits dans le cas où les ressources seraient inférieures à la moitié des crédits que l'institut voudrait octroyer.

(3) MARQUIS (*op. cit.*, page 9) fait observer que certains banquiers auraient souhaité obtenir une aide plus importante, refusée, toutefois, par l'Institut central pour ne pas diminuer leur effort normal de collecte de dépôts.

L'utilisation du taux maximum peut se faire: soit au moyen du réescompte de n'importe laquelle des catégories d'effets que l'institut d'émission est autorisé à recevoir (commerciaux, documentaires, de mobilisation), soit par la « prise en pension » de ces effets, à concurrence de 10% de la limite fixée. La différence entre ces deux acceptations d'effets est la suivante: avec la « prise en pension » le remboursement de la somme par la banque qui présente les effets peut être effectué à n'importe quel moment et au plus tard, cependant, dix jours avant leur échéance, de ce fait le paiement de l'intérêt a lieu, non pas à l'avance comme c'est le cas pour l'escompte, mais au moment du retrait de l'effet. Alors qu'il est interdit pour le réescompte de dépasser la limite fixée, on peut autoriser des opérations de prises en pension au-delà de cette limite, dans des cas exceptionnels, lorsqu'il n'existe aucun autre moyen de couvrir des demandes déterminées, de l'avis du Comité monétaire national.

Il a été question jusqu'ici des taux globaux maxima accordés aux banques à titre individuel. Dans le cadre de ceux-ci des directives ont été données sur le maximum de crédit dont peuvent bénéficier les entreprises emprunteuses susceptibles de remplir les conditions imposées par l'Institut central. Ces entreprises, non seulement doivent avoir la capacité juridique, mais elles doivent exercer une activité de production, être d'intérêt général et appartenir aux secteurs de la production, des échanges ou des services; en outre, elles doivent satisfaire aux conditions usuelles de solvabilité. Cette dernière expression signifie que leur bilan doit être équilibré, c'est à dire que les fonds exigibles à court terme doivent être intégralement couverts par les fonds bruts de virement (liquide, crédits et stock), elles doivent disposer d'un montant minimum de capital circulant et leur passif vis-à-vis des tiers ne peut être dix fois supérieur à leurs propres ressources.



La règle concernant l'équilibre du bilan peut ne pas être respectée toutes les fois que le déséquilibre est dû à un excès d'investissements dont l'utilité est indiscutable au point de vue économique. Dans ces cas la Banque centrale ne refuse pas son aide, mais la subordonne à la réalisation par les responsables de l'entreprise en question d'un redressement du bilan effectué dans un laps de temps raisonnable.

Parmi les formes d'utilisation des plafonds individuels de crédit il convient de noter pour quels motifs la Banque centrale et les banques ordinaires elles-mêmes sont amenées à décourager la présentation des effets commerciaux et à favoriser, au contraire, celle des effets de mobilisation. Le fait serait insolite, certes, s'il s'agissait d'un système économique évolué, mais il est valide pour le Niger et les autres Pays de l'Union où une série de circonstances sont liées à l'emploi effectif de ce titre de crédit. Des abus de tous genres se produisent, ils ressemblent assez à ceux qui ont lieu dans nos propres organisations, le pourcentage d'effets impayés est élevé, ou encore plusieurs effets se réfèrent à une même marchandise.

L'Institut central évite donc que ces crédits insuffisants lui soient présentés en contrepartie de l'émission monétaire. S'il les acceptait il lui deviendrait très difficile de connaître la proportion des engagements des entreprises ayant signé les effets puisqu'une fois escomptés par une banque ces derniers ne sont pas inscrits dans leur comptabilité et ne figurent donc pas dans leur bilan. L'Institut central accepte, cependant, le réescompte des effets présentant des caractères déterminés de solvabilité et de garantie: ces effets constituent en tout, pour la totalité des Etats de l'Union monétaire, 2% seulement de l'ensemble des crédits accordés par la Banque centrale (1).

---

(1) Voir P. MARQUIS, *op. cit.*, pages 12 et 13.



Les règles de distribution du crédit à brève échéance sont différentes de celles se référant au crédit à moyen terme. Dans ce deuxième cas, le but du soutien apporté par l'Institut d'émission est d'encourager le démarrage de l'économie, à l'aide du refinancement de projets déterminés dans le cadre des plans de développement de chaque Pays. Un examen attentif de leurs répercussions sur la stabilité monétaire doit être fait car ces crédits peuvent restreindre la portée de l'activité programmée: établir une proportion entre ces deux exigences représente toujours une tâche ardue pour les autorités compétentes.

C'est précisément parce que ce type de prêts est important pour les objectifs de la conjoncture et le progrès économique et social de la population que la Banque centrale, au contraire de ce qui se passe pour les prêts à court terme, conditionne ici son intervention à une autorisation préalable de sa part. En d'autres termes, aucun projet ne peut être mis en oeuvre sans qu'elle en ait pris connaissance et l'ait approuvé, si ce projet, avant d'être réalisé, ou en cours de réalisation, doit demander le bénéfice de l'appui de l'Institut central: cette exigence a pour but de permettre à l'Institut d'évaluer, dès la phase d'élaboration, les mérites de l'initiative et de lui apporter les modifications jugées nécessaires pour pouvoir l'admettre au réescompte.

Une limite précise est imposée aux possibilités d'endettement de chacune des banques auprès de la Banque centrale par ce qui est appelé le « potentiel des engagements à moyen terme », c'est un montant au-delà duquel la liquidité de la banque est considérée comme compromise. Ce montant est calculé d'après les ressources dont dispose l'établissement de crédit, il est égal au total des fonds propres libres (c'est-à-dire de tous les moyens pécuniaires une fois déduits les immobilisations, les pertes, l'actif engagé et les crédits douteux), des dépôts et des autres sources de collecte à

moyen et à long terme, ou sur préavis (dont on soustrait les prêts à terme non réescomptables) et de 20% des dépôts à vue, ou à brève échéance. Le calcul est légèrement différent pour les banques de développement en ce qui concerne les diverses rubriques afin de permettre une plus vaste intervention, compte tenu de la nature même de ces banques.

Il semble opportun de faire observer que, durant ces dernières années, la limite de crédit en question a été loin de constituer un frein au progrès de l'économie: en effet, les autorisations accordées par l'Institut central d'une part, et les utilisations effectives de ce crédit par les banques, d'autre part, ont été très inférieures au potentiel des engagements. Nous revenons sur un sujet déjà traité au cours de cette étude: les possibilités concrètes d'investissement — bien entendu il s'agit de celles qui sont à la fois saines et rentables — sont précisément celles qui font défaut.

En ce qui concerne les dépenses pouvant être financées par un prêt à moyen terme réescomptable, nous précisons qu'il doit s'agir de projets inclus dans les plans d'extension d'un, ou de plusieurs Etats, ayant donc reçu l'approbation des autorités compétentes, ou d'opérations d'exportation de produits industriels ou enfin des emprunts de consolidation destinés, dans certaines circonstances, à remplacer des crédits de préfinancement à court terme.

L'assistance est accordée de préférence pour le soutien des coûts locaux, tandis que, pour l'acquisition de biens d'équipement à l'étranger, elle n'est donnée que pour la partie non couverte par les fournisseurs et qui n'a pas été mobilisée dans le Pays d'origine par ceux-ci. En outre, ce type d'emploi devrait donner lieu à des recettes supplémentaires pour améliorer la rentabilité de l'entreprise emprunteuse et la mettre à même de rembourser le crédit obtenu suivant le plan d'amortissement prévu.

Jusqu'à septembre 1970, la durée des crédits réescomptables à moyen terme allait de deux à cinq ans; depuis cette date une décision du Conseil d'administration a porté à sept années au plus ce délai afin d'augmenter les possibilités d'intervention de la Banque centrale, possibilités limitées en principe — quant au montant — à un financement de la moitié de l'investissement global. Cette fraction atteint 65% pour les ouvrages destinés au développement de la production agricole ou industrielle et 80% pour les travaux contribuant à la construction d'immeubles d'intérêt social. Au cours de la même session, le Conseil d'administration a proposé la création d'un Fonds national de garantie qui permettrait aussi aux entreprises de moindre importance de bénéficier d'un subside égal aux quatre cinquièmes de leurs projets d'extension ou de modernisation.

Après cet examen du refinancement à court et à moyen terme, qui constitue l'instrument principal auquel la politique de trésorerie et de liquidité des banques a recours, il reste à envisager la question des taux d'intérêt.

Il a déjà été fait mention (1) du peu d'efficacité du taux officiel de l'escompte pour le contrôle monétaire et celui du crédit: aucune modification n'a été apportée à ce taux dans les Pays de l'Union depuis l'année 1956; pour que la Banque centrale ait continué à maintenir le taux en question au même niveau pendant si longtemps — ce qui exprime déjà une certaine stratégie de sa part — bien qu'on ne puisse parler ici d'une véritable « manoeuvre » du taux officiel, il est juste d'affirmer que ce taux joue un rôle bien plus important que dans beaucoup d'autres systèmes économiques, et ce, précisément parce que le recours aux facilités de l'Institut d'émission a un caractère aussi général et déterminant.

---

(1) Voir page 35 et, en particulier, la note 2 page 45.

Pour la fixation du taux de l'escompte deux facteurs opposés ont été pris surtout en considération: il fallait encourager le développement: ce qui incitait à adopter un taux peu élevé, et craindre que les banquiers ne s'endettent trop, ce qui suggérait, au contraire, un taux qui ne soit pas trop bas, et aussi qui ne retire pas à une autre source de collecte, celle des dépôts locaux, le stimulus nécessaire. Les autorités monétaires se sont refusées à renoncer au taux de 3,50% même récemment, à une époque caractérisée par une hausse générale des taux dans le monde entier, elles ont dû faire face au risque de voir une partie des ressources disponibles dans la zone de l'Union fuir à l'étranger où la rémunération des capitaux offrait plus d'attrait et plus de sécurité. Si, vraisemblablement, il y a eu quelques « fuites », on a motif de croire que la Banque centrale a pu, en général, contrôler la presque totalité des mouvements de fonds grâce aux instruments à sa disposition.

Le taux officiel est le même pour tous les territoires de l'Union afin qu'il n'engendre aucune disparité entre les Pays membres, il est aussi un taux unique pour tous les types de crédits réescomptables, indépendamment de leur terme. Les seules exceptions sont, d'une part, l'abaissement à 3% pour les financements à l'exportation, et, d'autre part, la majoration pour les mises en pension hors plafond (6% si la somme n'excède pas de plus de 10% le plafond, et 8% ensuite) (1).

En ce qui concerne les taux applicables à la clientèle par les banques accordant le crédit, ils sont réglementés par des « condi-

---

(1) Pour mieux comprendre le processus prenons l'exemple d'un établissement de crédit dont le *plafond* à la Banque centrale est de 100, et qui aurait besoin de 125, il devrait procéder comme suit:

- 100 de réescompte (ou 90 de réescompte et 10 de mise en pension) au taux de 3,50 pour cent;
- 10 de mise en pension *hors plafond*, au taux de 6 pour cent;
- 15 de mise en pension *hors plafond*, au taux de 8 pour cent.



tions générales » imposées par l'Institut d'émission. Les taux passifs sur les dépôts des particuliers (1) sont échelonnés suivant le montant et la nature du compte: pour les comptes à vue ou à moins de six mois le taux va de zéro à un maximum de 2,50% et pour les dépôts à terme on peut atteindre 4,50% alors que pour les dépôts d'épargne le taux est de 3,25%.

Les taux actifs sont, évidemment, plus liés au taux officiel; ils dépendent de plusieurs facteurs, dont l'utilité économique de l'opération, le risque qu'elle comporte, la rentabilité de la gestion de l'institut prêteur et le poids du financement pour l'emprunteur. C'est ainsi qu'on a les taux les plus bas affectés aux crédits de campagne, à ceux pour le développement des moyens de production dans le cadre du plan, et à ceux accordés aux entreprises bénéficiant de conventions privilégiées en vertu de leur activité. Ces taux vont de 5 à 6% pour les prêts rentrant dans la catégorie du taux individuel maximum accordé à l'emprunteur et varient entre 8 et 9% pour les autres formes de crédit considérées comme plus aléatoires.

En général, l'énoncé des conditions fixe, pour chaque opération, des taux minima et maxima avec des limites plutôt étroites dans lesquelles la concurrence bancaire peut s'exercer, mais qui protègent, en même temps, l'emprunteur de se voir imposer un loyer de l'argent prohibitif tout en ne permettant pas aux instituts de porter préjudice à leur propre compte économique en essayant de se procurer de nouveaux clients. Des dérogations à ces normes sont prévues, cependant, lorsqu'il s'agit d'initiatives importantes et qui présentent un très grand intérêt pour l'économie de l'Etat.

---

(1) Les taux sur les dépôts de l'Etat ou assimilés à ceux-ci font l'objet de conventions entre les parties.



## LES BANQUES ET LES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

Un schéma a été présenté au chapitre précédent de la structure du système bancaire nigérien qui comprend, outre l'Institut d'émission multinational, quatre établissements de crédit et deux instituts financiers. Nous allons maintenant examiner chacun de ces organismes dans le but surtout de mettre en évidence les caractéristiques fonctionnelles de chacun d'eux et leur domaine d'activité.

### *La Banque internationale pour l'Afrique occidentale (B.I.A.O.)*

Des quatre banques, une seule est de nature commerciale et privée à la fois: la Banque internationale pour l'Afrique occidentale. Le nom qu'elle porte lui a été donné officiellement le 1er avril 1965 mais son histoire est bien plus ancienne puisqu'elle est le premier institut de l'Afrique noire francophone créé en 1853. Elle s'appelait alors Banque du Sénégal et avait le privilège de l'émission qu'elle conserva et étendit par la suite — en même temps que son rôle commercial — en 1901, lorsqu'elle se transforma en Banque de l'Afrique occidentale (B.A.O.). Elle conserva son monopole de frappe de la monnaie en Afrique équatoriale française et au Cameroun jusqu'en 1942, en Afrique occidentale française et au Togo jusqu'en 1955 (elle fut remplacée dans ces deux Pays par la Banque centrale des Etats de l'Afrique occidentale). Dix ans plus tard elle changea encore d'appellation et prit celle qu'elle a encore aujourd'hui.

Parmi les banques françaises établies dans cette zone cette banque est la plus importante: à la fois parce que son réseau de filiales est très étendu et parce que son volume d'affaires se traite dans une proportion de 75% environ en Afrique francophone même à la différence de ce qui se passe dans les autres banques, ces dernières limitant leurs opérations dans cette même zone à 1-2% de leur activité globale.

Vue sous un autre angle, qui se rattache à la diversité du sujet économique, cette banque s'oppose à ses concurrentes qui sont les trois grandes banques nationalisées dont nous avons déjà fait mention: la Société générale, la Banque nationale de Paris et le Crédit Lyonnais. Après la déclaration d'indépendance des anciennes colonies françaises en 1960 ces instituts ont renoncé au système des filiales existant pour constituer des établissements de crédit de droit local où l'Etat intéressé a souscrit une participation au capital importante, souvent majoritaire, tandis que d'autres groupes financiers étrangers participaient également au capital avec des quotas modestes. La B.I.A.O., est, au contraire, le seul institut ayant maintenu inchangée sa propre structure d'ensemble à direction centralisée et dont la pénétration s'effectue par l'intermédiaire de ses nombreux guichets (1).

Elle a pris un caractère international en 1965, avec l'entrée de la *First National City Bank of New York* source d'un afflux de capitaux, mais l'essentiel des lignes directrices de sa gestion est resté inchangé. Aujourd'hui, son capital de 60 millions de francs français est réparti entre deux actionnaires: la Compagnie financière France-Afrique qui en détient 51% (qui est, à son tour, sous le contrôle d'un groupe de grandes banques françaises dans une proportion de 40%) et la banque américaine qui possède les 49% du capital restant.

---

(1) En 1969 la B.I.A.O. possédait 45 filiales dans les 13 Etats d'Afrique noire francophone; ces filiales sont réparties comme suit: 2 en Haute Volta, 8 au Cameroun, 2 au Congo-Brazzaville, 9 en Côte d'Ivoire, 2 au Dahomey, 3 au Gabon, 1 au Mali, 5 en Mauritanie, 4 au Niger, 1 en République Centrafricaine, 4 au Sénégal, 2 au Tchad, 2 au Togo. En outre, elle a constitué une société dans un Pays anglophone, en Nigeria; de la société en question, la *International Bank for West Africa*, elle détient la totalité du capital. Par contre, elle n'a aucun guichet en Guinée.

Bien qu'elle soit une société anonyme française, la B.I.A.O. est soumise, pour tout ce qui a trait à ses activités au Niger, à la loi bancaire et aux autres dispositions sur le capital minimum et le coefficient de liquidité en vigueur dans ce Pays et dont il a été question en détail dans un précédent chapitre (1).

Du point de vue économique, le voisinage des banques nationales et des instituts étrangers entraîne une certaine spécialisation qui ne manque pas d'avoir de bons effets, tels que la capacité des instituts étrangers d'orienter vers des initiatives locales valides les financements privés extérieurs. Dans le cas du Pays que nous étudions, cette remarque vaut pour les possibilités futures plutôt que pour le passé ou le présent étant donné que le processus de l'industrialisation ne fait que commencer, que les difficultés présentées par le milieu ambiant sont considérables et que la rentabilité des divers projets n'est pas encore à la portée des investissements d'ordre privé.

La banque commerciale ne s'est pas vue interdire l'emploi d'une partie de ses disponibilités dans des crédits à moyen et à long terme, mais on se souviendra qu'une réglementation opportune lui a été imposée en ce qui concerne la faculté de prise de participations dans les entreprises. En réalité, la Banque internationale pour l'Afrique occidentale effectue la majeure partie de ses emplois à court terme et à moyen terme lorsqu'il s'agit généralement d'opérations susceptibles de réescompte; les prêts à long terme et les participations dans des entreprises nigériennes sont pour ainsi dire inexistantes.

Outre son capital propre, les sources d'approvisionnement de la banque sont: les dépôts, presque exclusivement à vue, avec une légère prédominance des comptes courants sur les comptes de chè-

---

(1) Voir page 47 et suivantes.

ques, qui, pris ensemble, représentent de 1/5ème à 1/3 des ressources globales collectées, selon les saisons; les financements fournis par le siège central de Paris, s'effectuant par la Banque centrale ils sont donc assujettis à une autorisation préalable; enfin les facilités offertes par la Banque centrale elle-même dont les modalités techniques ont déjà fait l'objet d'une étude détaillée.

En ce qui concerne les opérations de crédit, si l'on excepte les secteurs de l'agriculture et de la construction qui sont assistés par les organismes créés dans ce but, et le secteur public qui, en général, est aidé par la banque de développement, le champ d'action de la B.I.A.O. s'étend à toutes les autres activités et, en particulier, aux besoins financiers des commerçants locaux, des sociétés françaises et des genres d'activités basées sur les échanges avec l'étranger. Les prêts aux consortiums sont de plus en plus nombreux, principalement ceux accordés en commun avec la Banque de développement de la République, et qui sont destinés à des entreprises d'économie mixte: pratiquement, toutes les opérations qui, au Niger, sont en rapport avec l'industrie et l'exportation sont effectuées par ces deux Instituts.

Les modalités techniques de crédit le plus souvent utilisées sont: les ouvertures de crédit en compte courant, les escomptes, les avances sur les produits agricoles (1), les crédits documentaires sur l'étranger et les engagements sur signature, parmi lesquels, il faut citer, en plus de la vaste gamme des cautions, ceux de garantie de la Banque pour les obligations cautionnées au bénéfice de ses clients débiteurs envers le Trésor.

---

(1) Il est possible d'inclure, parmi les avances, celles consenties pour des biens sous contrat des Caisses. Il s'agit des produits que l'on considère comme constituant le nantissement parfait parce qu'il est soumis au contrôle de la Caisse de stabilisation des prix des produits du Niger, organisme public de nature commerciale dont le but est, précisément, de niveler le cours des arachides et du coton.



*La Banque de développement de la République du Niger (B.D.R.N.)*

Une fois analysée l'activité de la seule banque commerciale existant aujourd'hui au Niger, nous étudierons maintenant le premier des établissements de crédit considérés comme banques de développement: la Banque de Développement de la République du Niger, et nous préciserons qu'en ce qui concerne les deux autres instituts, bien que du point de vue législatif ils rentrent dans la même catégorie, leurs caractéristiques diffèrent de celles de cette banque (1).

Avant 1960, il existait en Afrique noire francophone une Caisse centrale de la France d'outremer qui satisfaisait, d'une façon ou d'une autre, aux exigences financières à long terme des entreprises et des administrations publiques, et qui avait encouragé la création d'organismes locaux de « crédit social », ayant pour objet de consentir des prêts pour l'achat de biens de consommation durables. Après l'obtention de l'indépendance, l'ère des banques nationales de développement commença, la plupart d'entre elles succédèrent à des organismes déjà existants mais elles étendirent leurs interventions au secteur industriel, et, en définitive, renouvelèrent leurs caractéristiques. L'Etat a pris une participation majoritaire à leur capital auquel se sont ajoutées les participations de l'Institut d'émission et celles de l'institut français, mentionné plus haut, qui a modifié sa désignation et est devenu: la Caisse centrale de coopération économique.

Au Niger, le processus de transformation ne s'est pas développé de la même façon par suite du manque de confiance de la Caisse centrale pour une initiative de cette nature: il en est résulté

---

(1) Il existe maintenant une littérature italienne et étrangère très abondante sur les aspects théoriques et pratiques des banques de développement. Consulter, entre autres, G. DELL'AMORE, *op. cit.*, pages 202-216, et M. ONADO, *Le banche di sviluppo dei Paesi Africani*, pages 1267-1315.



une répartition du capital de la banque de développement parmi divers actionnaires et la permanence de l'institut de « crédit social »: le Crédit du Niger.

La B.D.R.N. est une société anonyme de droit nigérien créée en 1961, en vue de réaliser trois « objectifs principaux: a) apporter un concours financier à l'exécution des plans de développement; b) mettre à la disposition des sociétés nationales spécialisées les fonds nécessaires à la formation de leur capital; c) intervenir dans la distribution du crédit à court terme pour réduire les taux d'intérêt, rechercher et mobiliser l'épargne » (1).

Cette banque constitue le principal instrument de la politique de développement économique et social du Pays. En ce qui concerne son capital de 450 millions de francs C.F.A., l'art. 6 du Statut précise qu'un droit de souscription égal à 55% au moins du total doit être réservé à l'Etat, cette proportion devant être respectée au cas où les fonds propres de la banque seraient augmentés par la suite. Le caractère d'intérêt public de la banque est sanctionné de ce fait expressément, et son caractère de société mixte l'est indirectement (2). Les actions sont actuellement réparties dans les proportions suivantes:

— République du Niger	55 %
— Banque centrale des Etats	10,0%
— Caisse centrale de coopération économique	10,0%
— Société tunisienne de banque	6,4%
— Crédit Lyonnais	6,4%
— Banque française du commerce extérieur	2,2%
— Caisse d'allocations familiales du Niger	4,0%
— actionnaires privés	6,0%

(1) Voir J. CLARY, *Législation et techniques financières appliquées au Niger*, page 131.

(2) Voir page 10 et suivantes.

On remarquera le faible pourcentage détenu par la Caisse centrale comparé à celui qu'elle détient dans les organismes de même nature appartenant aux autres Pays de l'Union (1) on notera également la présence de la Société tunisienne de banque avec laquelle un accord de coopération et d'assistance a été stipulé. L'institut possède trois guichets permanents à Niamey, Maradi et Zinder, trois guichets périodiques à Madaoua, Tessaoua et Magaria. Le total de ses effectifs comprend une quinzaine de personnes appartenant au personnel cadre de direction et environ 130 employés.

Une définition de la nature économique de la Banque de développement de la République peut difficilement être donnée avec exactitude: d'une part c'est une véritable banque de développement, dans le sens général donné à cette expression par la plupart des économistes, puisqu'elle est autorisée à effectuer des opérations à moyen et long terme pour l'octroi de crédits de structure susceptibles de promouvoir le processus économique et social de la population, et à prendre des participations dans les sociétés nouvellement constituées; d'autre part cette banque revêt les aspects d'une banque commerciale classique, faisant des opérations à court terme pour assister les secteurs de l'industrie, de l'artisanat et de l'intermédiation.

Cette deuxième partie de son activité qui atteint des sommes vraiment considérables, ne serait pas répréhensible en soi si elle n'en arrivait pas à dénaturer la vocation première de la Banque

---

(1) 34% en Mauritanie, 33,3% au Dahomey, 28,2% en Haute Volta, 27,6% au Sénégal, 20% au Togo. En Côte d'Ivoire, où même la banque de développement n'est pas née à la suite de transformations d'instituts déjà existants de « crédit social », la part de la Caisse centrale de coopération n'atteint que 10,7 pour cent.

de développement de la République, et ne l'incitait pas à accorder plus particulièrement son attention aux problèmes contingents. Cet état de choses pourrait être le signe évident d'une carence dans l'économie du Pays des initiatives en faveur d'entreprises publiques et privées.

Considérons la répartition des emplois au 30 septembre 1969 (1):

	Francs C.F.A.
— prêts à court terme	3.512 millions
— prêts à moyen terme	196 »
— prêts à long terme	977 »
— participations	352 »

La prépondérance du concours à brève échéance constitue une donnée de structure sur l'activité de la Banque qu'il faut attribuer, non seulement au motif déjà cité, mais aussi à la meilleure rentabilité de ces opérations et à leur taux de liquidité plus élevé puisqu'il est possible de les mobiliser à l'Institut central. Le financement des ventes des produits agricoles et de ceux du secteur commercial en général absorbe les trois quarts du montant global octroyé par la Banque, qui pratiquement accorde plus de la moitié de l'ensemble des crédits de campagne.

Les prêts à moyen terme, par contre, sont peu importants, étant donné que le « crédit social » est surtout fourni par l'organisme créé à cet effet. Il est fréquent d'accoupler les prêts à moyen terme et ceux à long terme pour la réalisation d'installations industrielles, pour l'achat de biens d'équipement ou de matériel destiné aux travaux publics.

L'entité des financements à long terme dépend des moyens d'approvisionnement correspondants, conformément à l'art. 3 du

---

(1) Données provenant de la B.D.R.N., *Note d'information*, page 5.

Statut qui établit une corrélation directe entre les sources de collecte et les investissements.

La prise de participations est, elle aussi, réglementée par cet article du Statut, elle concerne « les entreprises commerciales, industrielles ou financières dont le but présente un caractère d'intérêt général essentiel » alinéa 4): dans la limite de ses propres ressources, la Banque encourage la constitution des établissements en question, tout en se réservant la faculté de céder par la suite à des tiers les actions souscrites. Au Niger, cependant, l'intérêt privé a fait défaut jusqu'à ce jour, et la Banque n'a pu mobiliser le capital investi. A ce type de sociétés, qui, on le sait, sont de petites ou moyennes dimensions, la Banque fournit une certaine assistance, d'ordre technique — elle joue là son rôle caractéristique de banque de développement — qui consiste en l'étude de projets, en promotion humaine, en formation de cadres.

Il reste encore à décrire la gamme des sources de collecte, qui, le 30 septembre 1969, pouvait être schématiquement répartie comme suit:

	Francs C.F.A.
— fonds propres	979 millions
— endettement à long terme	1494 »
— endettement à court terme et à moyen terme	3503 »

Il n'y a rien de particulier à signaler en ce qui concerne la première et la dernière rubrique en comparaison avec ce qui a été dit à propos de la Banque internationale: d'une part, les disponibilités propres sont constituées par le capital (450 millions), les réserves (200) et les divers fonds de risques (329); de l'autre, le passif à court terme composé pour les 2/3 des dépôts de l'une ou de l'autre forme d'endettement et pour 1/3 des facilités accordées par la Banque centrale.

L'endettement à longue échéance fait ressortir, par contre, la nature institutionnelle de banque de développement de la B.D.R.N., aussi bien en ce qui concerne l'approvisionnement en ressources à l'intérieur du Pays qu'à l'égard de celui en provenance de l'étranger. Dans le premier cas, cet Institut est autorisé par le Ministère des Finances à lancer un grand emprunt national, garanti par l'Etat, pouvant aller jusqu'à 2 milliards de francs C.F.A.

La valeur des titres en circulation, émis par tranches selon les besoins de l'économie depuis 1961-1962, est aujourd'hui de 569 millions: ce montant et sa différence avec le maximum autorisé témoignent des obstacles de tous ordres auxquels la Banque s'est heurtée pour le placement des titres. Il ne faut pas oublier, toutefois, que, jusqu'à présent, ces obligations sont les seules ayant été offertes au Niger, ce qui explique la difficulté à surmonter puisque la mentalité de la population et les coutumes locales ignoraient totalement autrefois ces formes d'investissement de l'épargne.

L'emprunt, au porteur, exempt d'impôts, est émis à 4% et remboursable en 15 annuités à partir de la quatrième année. Comme il n'existe aucun marché pour ces titres, c'est la Banque elle-même qui s'engage à les négocier et à les racheter trois ans après leur émission.

A la fin de septembre 1969 les fonds d'origine étrangère représentaient environ le double de ceux collectés à l'aide des obligations que l'on vient de décrire, ceci confirme qu'au cours des premières phases de développement d'un Pays il faut compter sur les ressources provenant de l'extérieur plutôt que sur une mobilisation massive de l'épargne à l'intérieur du Pays. Il s'agit de crédits que des gouvernements accordent à l'Etat par l'intermédiaire de la B.D.R.N.: en plus de ceux des Etats Unis d'Amérique (90 millions de francs C.F.A.), par l'intermédiaire de la *United States*



*Agency for International Development* - U.S.A.I.D.), on compte ceux de l'Allemagne Fédérale (58 millions transmis par la *Kreditanstalt für Wiederaufbau*) et d'Israël (14 millions au moyen du *Water Resource Development*), le plus considérable est, sans aucun doute, le crédit de la Caisse centrale de coopération économique, qui s'élève à 763 millions.

Cet organisme français, est, non seulement, l'agent payeur de l'assistance fournie, en général, gratuitement, par le Fonds d'aide et de coopération et le Fonds européen de développement (1), il emploie aussi ses propres fonds en prêts consentis à des conditions spéciales aux gouvernements et aux autres institutions publiques locales, parmi lesquelles on compte les banques de développement; ces prêts sont accordés sous forme d'avances « globales » pour le financement d'opérations requérant des sommes peu importantes, ou sous forme de subventions « spéciales », pour des projets d'une certaine importance dont chacun fait l'objet d'un examen séparé.

#### *La Caisse nationale de crédit agricole (C.N.C.A.)*

Après avoir énuméré les multiples activités exercées par le principal établissement de crédit nigérien, il est temps d'attirer l'attention du lecteur sur les instituts qui, au contraire, ont un champ d'action bien précis. Nous commencerons par le secteur primaire dans lequel opère la Caisse nationale de crédit agricole, qui constitue l'élément le plus récent d'une chaîne de transformations intervenues dans la structure et l'organisation du crédit agricole.

Le processus de cette évolution remonte à l'époque coloniale, il est commun à tous les territoires qui se trouvaient alors sous

---

(1) Voir page 19 et suivantes.

la souveraineté de la France (1) : en 1926, les pouvoirs publics se sont pour la première fois occupés de ce problème et ont introduit un système analogue à celui en vigueur dans la zone métropolitaine, caractérisé par la présence de caisses agricoles entièrement privées.

Etant donné les faibles résultats obtenus, les bases d'une organisation de type public furent rejetées cinq ans plus tard : au sommet, on créa une Caisse centrale de crédit agricole, mais qui n'était pas un organisme privé, et on en fit dépendre de nombreuses sociétés de prévoyance déjà fondées et contrôlées par l'administration.

Les activités de crédit de la Caisse centrale ont été négligeables au cours des années, du fait d'une compréhension fautive du problème-clé de toute la question : celui des garanties. L'inscription au registre des hypothèques exigée pour l'obtention d'un financement s'oppose, en effet, à la conception traditionnelle de l'africain : celui-ci veut que sa terre appartienne à la collectivité et soit inaliénable.

Si les ressources mises à la disposition des communautés rurales par cette voie officielle sont négligeables, les subsides accordés par les sociétés de prévoyance sont plus consistants, les sociétés utilisent un fonds commun alimenté par divers types de recettes. Les sociétés commettent l'erreur opposée à celle dont nous venons

---

(1) Consulter G. BELLONCLE, *Le Crédit agricole dans les Pays d'Afrique noire d'expression française*, pages 1-18. Nous renvoyons à cette étude remarquable pour plus de détails sur le problème du crédit agricole dans les Etats francophones et pour la bibliographie qu'elle contient.

Dans le texte nous nous limitons à envisager l'activité de la C.N.C.A. dans le cadre du contexte institutionnel existant, et nous ne traitons pas autrement que dans ses aspects généraux le problème complexe de la restructuration de l'agriculture dans les Pays en voie de développement, seule une monographie spéciale pourrait l'étudier de façon adéquate.

de parler: elles n'exigent pas de garanties suffisantes et, de la sorte, elles s'acheminent petit à petit vers la faillite.

L'organisation que nous venons de décrire, et dont nous avons enregistré l'insuccès dans l'ensemble, a duré jusqu'en 1955, année où cette organisation a été remplacée par une nouvelle orientation selon la théorie du « crédit mutuel » appliquée sur l'initiative de la Caisse centrale de la France d'outremer. Cette doctrine, qui inspire encore aujourd'hui les lignes directrices adoptées pour les Pays francophones indépendants, repose sur les points essentiels ci-après: constitution de coopératives de crédit de village, basées sur la responsabilité mutuelle et illimitée de leurs membres; limitation de leurs activités à un territoire restreint, pour permettre aux associés de se connaître personnellement; lien étroit entre le financement et la production.

C'est le début du mouvement en faveur des coopératives dans les campagnes, sur lesquelles tous les efforts sont concentrés pour démarrer le processus de transformation et de développement de l'agriculture, tout en ayant conscience que l'unité de production familiale est de dimension très réduite.

Les résultats sont incertains, cependant, du fait que les principes se heurtent à des difficultés lorsqu'on veut concrétiser les modalités d'application, ceci provient surtout du manque de compréhension de la responsabilité collective au moment de rembourser les crédits obtenus. C'est pourquoi il faut trouver des formes de garantie autres que celles utilisées classiquement, ces formes doivent rendre effective la solidarité des composants d'un même groupe. Le Sénégal a expérimenté une nouvelle solution à ce problème: elle améliore le concept mutualiste de base, en introduisant une corrélation organique entre la distribution du crédit et la commercialisation des produits d'une même coopérative. En effet, cette dernière achète la récolte de ses propres adhérents et la cède à

l'organisme chargé de la vente finale ou de l'exportation. La différence positive entre les deux prix, une fois défalqués les frais divers grevant la coopérative, représente une marge nette qui constitue la principale garantie de l'institut bailleur de fonds (1).

Le « modèle » sénégalais a été repris dans les autres Pays francophones, et au Niger, en particulier, en lui apportant les modifications et les perfectionnements nécessaires. La marge est distribuée, ou, selon la terminologie courante: « ristournée » intégralement aux paysans dans le cas seulement où chacun d'eux a liquidé sa propre dette dans sa totalité. Dans le cas contraire, la « ristourne » est réduite proportionnellement et est destinée à créditer la banque dont le prêt n'a pas été remboursé. D'après la différence entre les « ristournes » versées réellement et celles qui pourraient l'être théoriquement la banque se trouve mise au courant du montant des impayés. Dans certains cas, en dépit des marges de commercialisation, il arrive que la coopérative reste débitrice de l'Institut.

Les producteurs pris individuellement peuvent comprendre que le principe de la solidarité se concrétise, puisqu'ils saisissent clairement que la proportion de la « ristourne » à laquelle ils auraient droit est fonction du degré de remboursement des sommes précédemment obtenues. Il est bien certain qu'un agriculteur, s'il a remboursé intégralement sa dette et s'il se voit assigner une part moindre que celle lui revenant de droit sur la base de la quantité

---

(1) La garantie en question peut atteindre des pourcentages élevés du prêt consenti. Examinons l'exemple suivant donné par G. BELLONCLE, *op. cit.*, page 22: une coopérative moyenne au Sénégal a un volume d'endettement bancaire égal au 1/10 ème de la valeur de ses arachides commercialisées. Si l'on admet que la marge nette est de 1,20 francs au kg et si la production de 500 tonnes représente un montant de 10 millions, la marge de bénéfice nette de 600.000 Fr. (500 t.  $\times$  1.200) couvre le financement de 1.000.000 (1/10ème du produit vendu) dans une proportion considérable, soit 60 pour cent.



de produit consignée par lui, ne restera pas indifférent à l'égard des autres coopérateurs qui sont la cause de cette perte de bénéfice, et c'est la personne la plus qualifiée pour les prier de remédier d'une manière ou d'une autre à cet état de choses (1).

Le système que l'on vient de décrire peut engendrer des disparités et des injustices profondes, il peut enfin être paralysé dans son fonctionnement si la coopérative prend trop d'extension du point de vue géographique et humain, les liens de solidarité perdent alors leur personnalité, et la responsabilité collective s'en trouve relâchée. Pour ce motif, à côté des coopératives dont les dimensions doivent être assez importantes pour opérer économiquement, divers « groupements mutualistes de village » ont été créés dans lesquels des liens plus étroits et plus immédiats existent entre les coopérateurs.

Le principe énoncé plus haut est alors appliqué à ce niveau du village: au lieu de calculer un taux de « ristourne » unique pour toute la coopérative, on l'attribue à chaque village et la ristourne y est répartie, suivant un pourcentage différent, d'après les remboursements effectués.

Les solutions proposées peu à peu, et adoptées pour le crédit agricole n'ont pas été étudiées, on le comprendra fort bien, en faisant abstraction des autres problèmes concernant le monde rural, bien au contraire, ces solutions ont été insérées dans un ensemble de mesures tendant à la réalisation de réformes en faveur du développement global. Conscientes de l'importance fondamentale revêtue par l'éducation, la préparation et la formation des masses en vue de modifier la mentalité arriérée et les conditions de vie

---

(1) G. BELLONCLE (*op. cit.*, page 26) affirme: « Lorsque les paysans se sentent personnellement lésés, ils sont les mieux placés pour savoir les mesures à prendre pour être dédommagés et surtout ils ont des moyens pour les faire appliquer qu'aucun organisme extérieur ne possédera jamais ».



particulièrement dures, les autorités compétentes ont donné vie à une série d'institutions coordonnées par le Commissariat au Plan: d'une part des organismes fournissant aux coopératives un certain nombre de prestations de type économique (bureaux de commercialisation, instituts de crédit agricole, caisses de stabilisation des prix), d'autre part des organisations qui permettent aux coopératives de tirer le maximum d'avantages des services ainsi obtenus (offices d'animation rurale et de diffusion des systèmes de culture modernes).

L'Union nigérienne de crédit et de coopération (U.N.C.C.) a été créée en 1962 dans le cadre de ces réalisations, c'est un organisme public doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière, chargé de « promouvoir parmi les populations rurales la pratique de la coopération et du crédit mutuel, organisant les services d'information pour les producteurs, et la formation de leurs cadres » (1).

Pendant cinq années cette Union a exercé son activité dans le domaine de la coopération comme dans celui du crédit. Il a été jugé opportun, en 1967, — ainsi qu'on le dira plus loin — de confier exclusivement à une véritable banque (la Caisse nationale de crédit agricole) cette deuxième mission, et de laisser à l'Union les autres tâches.

Prenons le temps d'examiner rapidement ce dernier organisme et les résultats qu'il a obtenus. Ayant au sommet une direction centrale et articulé en délégations au niveau des départements et des districts, il encourage par son action capillaire et multiforme la « création de coopératives "polyvalentes" qui assurent l'ensemble des services nécessaires au développement technique, économi-

---

(1) Voir l'art. 3 (alinéa 1) de la loi n. 67-032 du 20 septembre 1967 « portant abrogation de la loi n. 62-37 du 20 septembre 1962 et institution de deux établissements publics distincts: l'U.N.C.C. et la C.N.C.A. ».

que et social dans leur zone d'influence » (1). Depuis 1967, on adhère à la coopérative collectivement, par l'intermédiaire du « groupement mutualiste du village » tandis qu'auparavant cette adhésion était individuelle.

On appelle les coopératives ainsi formées "polyvalentes" parce que leurs tâches englobent plusieurs secteurs d'intervention, tels que: la distribution du crédit, l'approvisionnement en moyens de production, et surtout, la commercialisation des récoltes. Si l'on se réfère à ce dernier point, on constate que leur importance est considérable: c'est par les coopératives, en effet, que s'effectue la vente de la totalité du riz produit, de 40% des arachides et d'un tiers environ du coton.

L'objectif poursuivi par l'Union nigérienne est de répandre le mouvement mutualiste sur tout le territoire national, mais on comprend les difficultés qui surgissent dans les milieux où les populations sont nomades et ceux où les cultures industrielles sont rares ou inexistantes. La situation, au 1er octobre 1969, se présentait comme suit: 64 coopératives; 1.523 groupements mutualistes de village; 61.754 coopérateurs; 407.576 personnes intéressées; pourcentage de la population intéressée par rapport à la population totale du Niger, environ 12% (2).

L'Union cessera d'exister dans sa forme actuelle pour devenir une simple association de coopératives dès que ces dernières atteindront le stade de l'autogestion au niveau départemental. Il est évident que pour atteindre cet objectif final la route à parcourir

---

(1) Voir l'art. 3 (2ème alinéa) de la loi citée dans la note précédente.

(2) Chiffres extraits de U.N.C.C., *La formation des Coopérateurs*, pages 12-16. On a calculé le nombre de personnes englobé dans le mouvement coopératif en multipliant le nombre des coopérateurs (chefs de famille) par le coefficient 6,6 qui exprime la composition moyenne de la famille nigérienne (voir, U.N.C.C., *Rapport d'activité*, 1968, page 14).

est encore très longue, mais depuis 1967 l'Union a pu s'y consacrer entièrement, ayant été libérée des inconvénients sérieux de la situation où elle se trouvait.

Ainsi qu'on l'a mentionné, cet organisme exerçait, en même temps que ses activités de service public, celle d'un véritable institut financier privé, assurant la mobilisation des prêts à court et à moyen terme consentis, avec son agrément, par les coopératives aux agriculteurs. Ce double rôle — comme il est dit dans le rapport présentant la loi de 1967 déjà citée — entraînait la confusion dans des gestions traitant de deux types d'opérations, l'irrégularité de la position de l'Union à l'égard de la législation sur les banques puisqu'elle avait une activité de crédit sans avoir le titre de banque et par suite son impossibilité de recourir à l'Institut central qui la contraignait à se refinancer à des conditions plus onéreuses auprès de la Banque de développement de la République (1).

On décida de confier à un organisme nouveau la mission de mettre à la disposition des collectivités rurales les ressources qui leur étaient nécessaires. Cependant, l'activité de ces deux administrations ayant un caractère complémentaire, en vue de conserver l'homogénéité indispensable à la pratique du crédit intégré, l'Union nigérienne de crédit et de coopération et la Caisse de crédit agricole ont le même Conseil d'administration, composé de 20 membres, représentant les divers Ministères, l'Institut central, les banques d'Etat, l'Assemblée nationale et les coopératives (2).

---

(1) La C.N.C.A. elle aussi a dû suivre le même *iter* jusqu'en mars 1969, date à laquelle cette Caisse a été admise au réescompte.

(2) A. MAURI (*op. cit.*, page 17) est d'accord, en principe, avec ce caractère unitaire des efforts « il affirme que lorsqu'il existe un organisme public dont le but est d'assister les agriculteurs au moyen d'un certain nombre d'interventions, les banques agricoles devraient coordonner leurs politiques de crédit avec l'activité de l'organisme en question et les harmoniser avec son programme ».

La Caisse — « institut public à caractère industriel et commercial » — a une forme juridique pour le moins étrange, puisqu'elle opère uniquement en faveur de l'agriculture. Son capital — de 117,4 millions de francs C.F.A. est modeste certes, mais il est destiné à s'accroître considérablement dans les années qui viennent à la suite d'une opération financière mise au point avec la Banque Mondiale, dont il sera parlé plus loin. L'organisation ne possède qu'un guichet dans la capitale et des correspondants chargés de recueillir les demandes de prêts et de procéder à l'encaissement des sommes remboursées.

La solution adoptée par le Niger dans le secteur du crédit agricole s'est donc orientée vers la spécialisation du point de vue de l'offre, à la différence de ce qui a lieu dans de nombreux Etats africains francophones, où c'est la banque de développement local qui centralise divers types d'opérations y compris celles concernant l'Agriculture (1).

Les prêts que la Caisse nationale de Crédit agricole est autorisée à consentir à sa clientèle peuvent être à court, moyen et long terme et peuvent même prendre la forme de la participation; dans la pratique, cependant, son activité s'est limitée aux catégories de financements ci-après:

- crédits à la production  $\left\{ \begin{array}{l} \text{crédits d'équipement (à moyen terme)} \\ \text{de campagne (à court terme)} \end{array} \right.$
- crédits de commercialisation (à court terme)
- crédits de « soudure » (à court terme)
- crédits à des débiteurs divers (à court terme).

---

(1) Pour une discussion fructueuse sur le pour et le contre de la spécialisation mentionnée ici, consulter: G. BELLONCLE, *op. cit.*, pages 101-105. L'Auteur y résume les arguments en faveur de la spécialisation, et affirme: « Les problèmes du crédit agricole sont trop spécifiques et trop importants pour pouvoir être convenablement traités par des organismes dont ce n'est pas la seule préoccupation » (page 103).



Du point de vue quantitatif, ceux de commercialisation revêtent le plus d'importance (479,7 millions de francs C.F.A. pour la période de pointe de l'exercice 1969), mais ce sont les premiers qui définissent le plus exactement la gestion de la Caisse de crédit agricole et auxquels l'accord projeté avec la Banque mondiale donnera le maximum d'impulsion. Examinons-les rapidement.

Les prêts de campagne sont consentis pour l'achat de semences sélectionnées, d'engrais, de produits antiparasitaires, et leur durée va de la période où l'on sème à celle où l'on récolte, puisque l'agriculteur tire de la vente du produit récolté les fonds nécessaires au remboursement, ce dernier peut être effectué par le mécanisme de la « ristourne » déjà décrit. D'une manière générale, ces financements, de même que ceux à moyen terme, ne peuvent faire l'objet d'un transfert d'argent à l'emprunteur, au contraire la mise à disposition de la somme accordée doit s'effectuer dans les mains du fournisseur en règlement des factures au fur et à mesure des besoins. Sont compris également dans les crédits à la production à court terme, pour la plupart susceptibles d'être réescomptés, les crédits servant à l'achat de petit matériel agricole qui doivent être remboursés en moins de deux ans.

Au-delà de ce terme on passe à des prêts d'équipement, destinés à faire face à des frais d'aménagements ruraux, de matériel de pêche (pirogues), d'achat d'unités de culture attelée (1). Le financement ne couvre jamais le total des dépenses engagées, il

---

(1) Rappelons que, par cette expression, on désigne la technique de culture au moyen de la charrue trainée par des animaux. L'importance qui lui est donnée pour transformer les méthodes utilisées en agriculture est confirmée par une convention stipulée entre la Communauté économique européenne et le Niger pour la mise en service de quelques milliers d'« unités » de ce type. L'introduction de la mécanisation — d'autre part — est considérée comme ne répondant pas à la phase de développement du secteur primaire actuel et au degré de préparation des paysans de ce Pays.

doit être intégré par un apport personnel du bénéficiaire, dans une proportion allant de 10 à 30%, pour l'inciter à accumuler une certaine quantité d'épargne, et à lui faire comprendre de façon concrète que les progrès faits doivent être aussi le fruit d'un sacrifice personnel.

Parmi les crédits à la production: ceux consentis aux coopératives sont plus importants que ceux accordés aux particuliers; en ce qui concerne l'objet du prêt: les plus importants sont ceux fournis pour l'achat de semences (1).

Les prêts de commercialisation leur succèdent au moment de la récolte, ils sont consentis aux coopératives afin de leur permettre de payer aux producteurs le montant de leur apport. Il est nécessaire de recourir à ces financements du fait que les organismes chargés de l'achat du produit aux coopératives (et de le transformer ensuite ou de le vendre à l'étranger) ne règlent pas immédiatement la totalité des lots achetés à la contrepartie. Le remboursement de ces prêts doit avoir lieu avant la clôture de la campagne de commercialisation, et il présente le plus haut degré de garantie (2).

Sous ce dernier aspect, les « crédits de soudure » sont totalement différents pour les banques, ils sont accordés, en effet, pen-

---

(1) Au cours de l'exercice 1969, les prêts à la production se sont élevés à 64,6 millions de francs C.F.A., répartis comme suit: prêts collectifs, 48,7 millions; individuels, 15,9 millions.

Leur destination était la suivante:

— engrais et fongicides . . . . .	6,4
— semences . . . . .	39,6
— cultures attelées . . . . .	7,5
— divers . . . . .	11,1

(2) Au cours de l'exercice 1969 également, la Caisse de crédit agricole a participé: dans la proportion de 275 millions de francs C.F.A. à la commercialisation du riz, de 140 millions à celle des arachides et de 61 millions à celle du coton.

dant la période allant de la fin d'un cycle de production au début d'un autre cycle (pour le millet, la période va de mai à juillet, approximativement) et ont pour objet d'intégrer les stocks de vivres des paysans qui sont insuffisants. Les agriculteurs peuvent éprouver de sérieuses difficultés à se nourrir, soit parce que la dernière récolte a été mauvaise, soit parce qu'ils ont manqué de prévoyance pendant le laps de temps qui va d'une récolte à l'autre (la période de « soudure »). Dans une telle situation, la solidarité des habitants du village intervient en faveur de ceux qui manquent de vivres, et ce, gratuitement, mais il arrive souvent que les besoins urgents de la population lui imposent de subir des taux d'usure dont la pratique est très répandue (1).

Le caractère social de ces prêts à la consommation a incité les circonscriptions administratives à s'intéresser au phénomène et à fournir des subsides aux paysans, à l'aide du crédit de la Caisse, que, souvent, elles n'ont pas remboursé par la suite. Un tel système devrait, de toutes façons, disparaître progressivement là où les coopératives pourront distribuer les « ristournes », à leurs adhérents pendant cette morte saison critique du cycle de culture annuel, il s'agit des ristournes déjà mentionnées plusieurs fois.

Parmi les financements octroyés à des débiteurs divers, enfin, on voit figurer principalement ceux fournis à l'Union nigérienne de crédit et de coopération — qui est le plus fort client de la Caisse — pour le règlement des importations nécessaires à la production agricole.

---

(1) Si l'on pense qu'il est souvent demandé en échange d'un sac de mil prêté: un sac et demi ou deux sacs au bout de quelques mois, on se fait une idée des taux prohibitifs pratiqués tacitement. Par ailleurs, faute d'autres sources d'approvisionnement à un prix contrôlé, il ne s'offre aucune autre issue comme alternative: « on ne va pas laisser mourir les enfants » fut la réponse très pertinente d'un paysan auquel on faisait observer à quel point ce prix était exagéré. Voir, R. D. HIRSCH, *op. cit.*, page 102.

### *Le Crédit du Niger (C.N.)*

L'importance du secteur primaire et les possibilités de son développement nous ont incité à accorder une certaine attention aux problèmes concernant le crédit agricole. Examinons maintenant la quatrième et dernière banque opérant au Niger. Fondé en 1958, le Crédit du Niger a remplacé l'ancien Office des habitations économiques de l'A.O.F., et il est devenu aujourd'hui une société anonyme, dont le capital de 220 millions de francs de la Communauté est réparti entre l'Etat (à raison de 45,4%), la Caisse centrale de coopération économique (27,3%), la Banque de développement de la République du Niger (18,2%) et la Banque centrale (9,1%).

Cette banque opère en faveur de deux secteurs distincts: elle finance la construction et l'amélioration des logements (les immeubles industriels se trouvent donc exclus) et accorde le « crédit social » c'est-à-dire celui qui permet au bénéficiaire d'acheter des biens de consommation durables (tels que les appareils électro-ménagers, les outillages variés, les motocyclettes).

Le premier type de crédit peut avoir une durée maximum de quinze ans, il est couvert par des opérations de refinancement faites avec l'Institut d'émission et la Caisse centrale et son taux d'intérêt varie entre 5% et 7%, suivant la date d'échéance et le montant du prêt. La promotion de « l'épargne-logement » qui découle de cette activité du Crédit du Niger a déjà porté ses fruits, mais elle est susceptible d'être augmentée dans l'avenir, principalement au bénéfice des personnes qui habitent les agglomérations urbaines.

Le second type de crédit a une durée qui va, en général, de 12 à 24 mois, et l'opération est garantie par le nantissement de l'objet acquis, et par la clause du contrat qui stipule que cet objet ne peut être aliéné avant le remboursement intégral de la somme



avancée. Il arrive parfois, cependant, que les requêtes pour ce type de crédit dissimulent l'intention de l'emprunteur d'obtenir des ressources liquides qu'il ne pourrait se procurer par un autre moyen: la banque finance l'achat du bien, naturellement en réglant la facture, et ensuite l'emprunteur vend le bien, à un prix très souvent au-dessous de sa valeur réelle, et parvient ainsi à avoir la somme d'argent qu'il désirait. Dans ces cas il est assez difficile de récupérer le crédit, même par voie de justice, tandis qu'il est hors de doute que ce type d'opérations, en faveur de personnes recevant des traitements ou des salaires fixes, donne de meilleures garanties de sécurité.

*La Caisse de prêts aux collectivités locales (C.P.C.L.)*

En ce qui concerne les établissements financiers, nous savons (1) déjà que leur réglementation suit de près celle des banques, surtout pour la clause les obligeant à être enregistrés sur la liste des banques, celle de l'homologation des conditions appliquées, du capital minimum exigé et de la présentation annuelle des bilans. Les établissements financiers n'ont pas accès, toutefois, à la Banque centrale.

Il en existe un de type public au Niger: la Caisse de prêts aux collectivités locales (C.P.C.L.) et un de type privé: la Société nigérienne de crédit automobile (SO.NI.C.A.): ni l'un, ni l'autre, n'ont une grande importance, mais tous les deux contribuent à donner au système de crédit du Pays un aspect suffisamment articulé.

La C.P.C.L. possède l'autonomie du point de vue juridique mais elle est, en fait, une émanation comptable du Crédit du Niger; elle complète, en quelque sorte, le rôle de ce dernier, puisqu'elle

---

(1) Voir page 47 et suivantes.

est habilitée à consentir des prêts à toutes les administrations locales; exception faite donc pour l'Etat, les prêts sont accordés pour les travaux de structure présentant un intérêt public. Les financements suivants rentrent donc dans le domaine des interventions de cette Caisse: installation de puits, travaux d'irrigation, constructions de routes et de pistes d'intérêt régional, constructions d'écoles élémentaires et ainsi de suite.

Ces crédits sont accordés principalement à long terme, dont la durée peut aller de 5 à 20 ans, le taux appliqué à ces prêts varie en fonction des priorités fixées par le Conseil d'administration. Les ressources de la Caisse proviennent de dotations du budget national, et de contributions supportées par les administrations locales dans la proportion de 3% de leurs recettes ordinaires: de cette façon la Caisse de prêts aux collectivités locales effectue une sorte de redistribution des ressources financières à leur propre bénéfice. Il est prévu que ces administrations participent au capital de la Caisse.

#### *La Société nigérienne de crédit automobile (SO.NI.C.A.)*

Cette société de crédit automobile est l'une des cinq institutions liées au groupe Renault qui s'intéressent dans les divers Pays de l'Union monétaire d'Afrique occidentale au financement des ventes de véhicules automobiles (1).

De même que les autres sociétés, celle-ci est une société anonyme de droit local, fondée en 1963, dont le capital est aujourd'hui de 22 millions de francs C.F.A., il a été souscrit, non seulement par le Groupe Renault, mais aussi par les concessionnaires des Maisons constructrices de voitures automobiles.

---

(1) Consulter, au sujet de certaines données sur l'activité des institutions financières en question: B.C.E.A.O., *Les établissements financiers de ventes à crédit*, pages 1 à 8.

Le parc des véhicules, au Niger, à la fin de 1968 comptait 9.381 voitures, y compris les camions, les tracteurs, les autobus et les motocyclettes. Il y avait 6.348 voitures dont les 2/3 de marque française (1). Etant donné qu'il n'y a pas plus d'un millier de nouvelles immatriculations par an et que les affaires ne sont pas destinées à un « boom » dans un proche avenir, il est facile de comprendre que le montant des prêts accordés par cette Société soit limité et relativement stationnaire (153 millions de francs C.F.A. à la date de clôture de l'exercice 1969).

Le crédit consenti est, habituellement, d'une durée de 18 mois, exceptionnellement de 24, il est accordé au concessionnaire moyennant remise des effets signés par l'acquéreur, et avalisés par un tiers. C'est le concessionnaire qui négocie les termes de l'emprunt, le dossier étant soumis ensuite à l'institut bailleur de fonds. Le taux effectif des opérations atteint environ 16% et la somme que le client doit payer d'avance représente 25 à 30% de la valeur du véhicule.

La Société se procure 1/10ème de ses fonds en les prenant sur ses propres ressources et les 9/10ème restants avec le concours de la Banque de développement, de la Banque internationale et par l'intermédiaire de celles-ci, de la Banque centrale qui se limite à accepter le refinancement exclusif des voitures neuves jusqu'à concurrence de 80% de leur valeur.

## LA PROMOTION DE L'ÉPARGNE

Après avoir commenté les activités des établissements de crédit du Niger, il est opportun de faire mention de la situation

---

(1) Consulter, B.C.E.A.O., *Indicateurs économiques*, page 9.

de l'épargne dans ce Pays et d'envisager les possibilités de la promouvoir (1).

Pour permettre son évolution, ce Pays, de même que tous ceux dont l'économie est sous-développée, doit résoudre le problème central qu'est pour lui la formation de capitaux. Pendant les premières années, après l'indépendance, les ressources financières du Niger ont été fournies principalement par l'étranger, à l'aide d'endettement auprès de Nations ou d'organismes internationaux créés à cet effet.

A l'avenir, le développement devra compter en grande partie sur la mobilisation des ressources internes du Pays pour lui permettre de conquérir son autonomie, du point de vue économique, et entre autres, de rembourser les crédits reçus.

Il y a là des problèmes d'une vaste portée, que l'on peut à peine effleurer en les rapportant à l'action que les systèmes de crédit sont appelés à exercer pour contribuer à la promotion de l'épargne. Nous examinerons rapidement les obstacles auxquels cette action va se heurter. On peut les diviser en deux groupes: ceux d'ordre extra-économique et ceux de nature économique.

Les premiers englobent surtout les implications psychologiques et sociales qui sont le résultat de la tradition et d'un sous-développement séculaire. Le fait que l'instinct de prévoyance soit aussi peu répandu provient du très faible niveau d'instruction et de culture; on se souviendra que le degré de « scolarisation » du Niger est l'un des plus bas du monde. Les autorités compétentes sont décidées à remédier à cette situation et ont entrepris des activités de promotion humaine, d'éducation des jeunes et de for-

---

(1) Pour tous les aspects généraux de ce problème consulter: G. DELL'AMORE, *Economia del risparmio familiare*, pages 1-131 et A. MAURI, *Il risparmio nei Paesi in via di sviluppo*, pages 1351 à 1386.



mation des cadres (1), mais on ne saurait dire que l'état actuel des choses soit encourageant.

La propension à l'épargne fait défaut, les populations ne sont pas, en général, familiarisées avec les services bancaires. Ceci est dû également aux difficultés inhérentes à la pénétration capillaire: le Pays a un territoire extrêmement vaste, la densité de sa population est très faible, les voies de communication modernes sont pratiquement inexistantes.

Dans les cas où une fraction des revenus est soustraite à la consommation, elle revêt la forme de l'épargne en nature (chez les ruraux, l'achat de bétail est fréquent) ou de la thésaurisation de pièces de monnaie.

Le plus souvent, et nous examinons maintenant les obstacles du deuxième groupe, l'économie de subsistance ne permet pas la formation de disponibilités excédentaires, même si l'on précise ici que les revenus monétaires des Pays en voie de développement sont fréquemment sous-estimés (2).

De toutes façons la tendance à la consommation des biens est forte: dans les campagnes, à l'occasion de cérémonies et de coutumes locales (noces, fêtes religieuses) on doit faire ressortir le prestige d'une famille, dans les zones urbaines on imite le standard de vie plus élevé des résidents étrangers et des touristes, et on

---

(1) Voir page 1 et suivantes.

(2) Il est évident que ces revenus monétaires sont sous-évalués si on les compare dans les statistiques internationales à ceux des Nations plus évoluées. Nous pouvons affirmer avec A. MAURI, (*op. cit.*, pages 1355-1357), que l'apport de l'économie de subsistance, les conditions climatiques favorables (pas de frais de chauffage ni de coût supplémentaire pour l'habillement, l'éclairage, la construction et l'ameublement des habitations, et ainsi de suite), la frugalité et une plus grande résistance physique due à la sélection naturelle et d'autres facteurs encore réduisent l'écart sensible entre les niveaux réels des revenus des deux groupes de Pays en question.

cède aux incitations de la publicité en faveur de la consommation. Les jeunes générations sont les plus attirées par ces mirages, et finissent par dépenser une part considérable de leurs ressources mensuelles au détriment du cumul de l'épargne, ce qui leur est d'autant plus facile qu'elles n'ont pas, en général, de charges de famille leur incombant. Pour ceux qui touchent des traitements et sont plus âgés le problème à résoudre est celui de restreindre la foule de parents qui vient, inévitablement, vivre à leurs dépens, quand ils ne se créent pas eux-mêmes des frais supplémentaires en contractant plusieurs mariages.

A cette énumération incomplète des obstacles au cumul de l'épargne il faut ajouter la forte incidence de la pression fiscale sur la partie monétisée du revenu individuel et l'achat qui n'est pas toujours spontané de billets de la « loterie nationale ».

Venons-en maintenant aux moyens employés jusqu'à présent pour favoriser la promotion de l'épargne. Dans le cadre des initiatives prises par l'Etat pour élever le niveau de vie des nigériens, une campagne a commencé en 1966 afin d'encourager à ne pas dépenser tout son revenu en prouvant à quel point il était opportun de posséder des disponibilités en cas de maladie, d'accidents ou de vieillesse. L'instrument auquel on a le plus souvent recouru pour ces appels a été la radio puisque c'est l'unique moyen de transmission capable d'atteindre une fraction assez importante de la population, y compris celle des nomades.

Il est difficile d'évaluer quantitativement les résultats obtenus, ils ont contribué à accroître le nombre et le volume des comptes de dépôt dans les banques et à la caisse d'épargne postale, mais il s'agit toujours de volumes absolus assez modestes.

Nous avons déjà vu au chapitre précédent que la Banque de Développement place depuis 1961-1962 les titres de « l'Emprunt

National » qui ont été souscrits plus ou moins volontairement par le public dans une proportion inférieure toutefois à celle escomptée.

En dernier lieu on ne saurait oublier que la monétisation progressive de l'économie et le manque d'un taux d'inflation élevé — deux objectifs poursuivis par la Banque centrale avec ténacité — ont créé les conditions préalables pour que s'effectue une accumulation généralisée des disponibilités pécuniaires. On peut donc se demander quelles initiatives pourraient être prises pour accélérer un processus qui, compte tenu des difficultés énumérées, se déroule et est destiné à jouer un rôle de premier plan pour que le Pays se développe de façon autonome.

Si le seul secteur du crédit est examiné, on remarquera, d'une part, qu'aucune des banques ou des institutions financières ne s'est fixée comme but principal de se procurer des fonds, en particulier parmi les petits épargnants, ou mieux, qu'aucune d'elles n'a jamais eu grand souci d'encourager l'afflux des ressources; d'autre part, l'unique organisme se consacrant typiquement à cette collecte: la Caisse d'épargne postale, n'est pas à même d'accomplir pleinement la tâche qui lui a été confiée.

Sans méconnaître les résultats obtenus par cet organisme (le nombre et le volume des comptes a doublé au cours de la première décennie depuis l'indépendance) (1) il faut rappeler que par sa nature même de simple émanation de l'administration des Postes, la Caisse n'exerce aucune activité d'intermédiation pour le crédit (elle verse toutes les sommes collectées à la Banque de Développement, contre rémunération) et n'a jamais entrepris une action efficace de promotion de l'épargne.

---

(1) De 1960 à 1969 le nombre des comptes de dépôt est passé de 4.906 à 10.684 et leur volume de 47,8 millions de francs à 86,6. En valeurs absolues ces résultats sont de toutes manières trop faibles.

Il serait donc utile pour le Niger de prendre en considération l'opportunité de constituer une Caisse d'épargne autonome, soit en transformant la caisse postale ou uniquement en se servant des guichets de cette dernière là où elle ne pourrait être présente. De manière analogue à l'expérience heureuse de certains autres Pays d'Afrique, l'appui des pouvoirs publics donné à une initiative de cette nature serait d'une importance décisive.

Nous n'insisterons pas ici sur la contribution que pourraient fournir les Caisses d'épargne à la solution du problème posé, ni sur les caractéristiques de structure et de gestion que ces Caisses devraient avoir, ni sur leur action dans le domaine international: nous préférons renvoyer à l'ouvrage du Professeur Mauri, déjà cité, qui traite précisément ce problème avec lucidité et compétence (1).

---

(1) Voir, A. MAURI, *op. cit.*, pages 1367-1386.



## SIGLES FRÉQUEMMENT EMPLOYÉS DANS LE TEXTE

### A

- A.E.F. - *Afrique équatoriale française.*  
A.O.F. - *Afrique occidentale française.*

### B

- B.A.O. - *Banque de l'Afrique occidentale.*  
B.C.E.A.E.C. - *Banque centrale des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun.*  
B.C.E.A.O. - *Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest.*  
B.D.R.N. - *Banque de développement de la République du Niger.*  
B.I.A.O. - *Banque internationale pour l'Afrique occidentale.*

### C

- C.C.C.E. - *Caisse centrale de coopération économique.*  
C.N. - *Crédit du Niger.*  
C.N.C.A. - *Caisse nationale de crédit agricole.*  
C.P.C.L. - *Caisse de prêts aux collectivités locales.*

### F

- F.A.C. - *Fonds d'aide et de coopération.*

F.E.D. - *Fonds européen de développement.*

Fr.C.F.A. - *Franc de la Communauté financière africaine.*

### I

I.D.A. - *International Development Association.*

### O

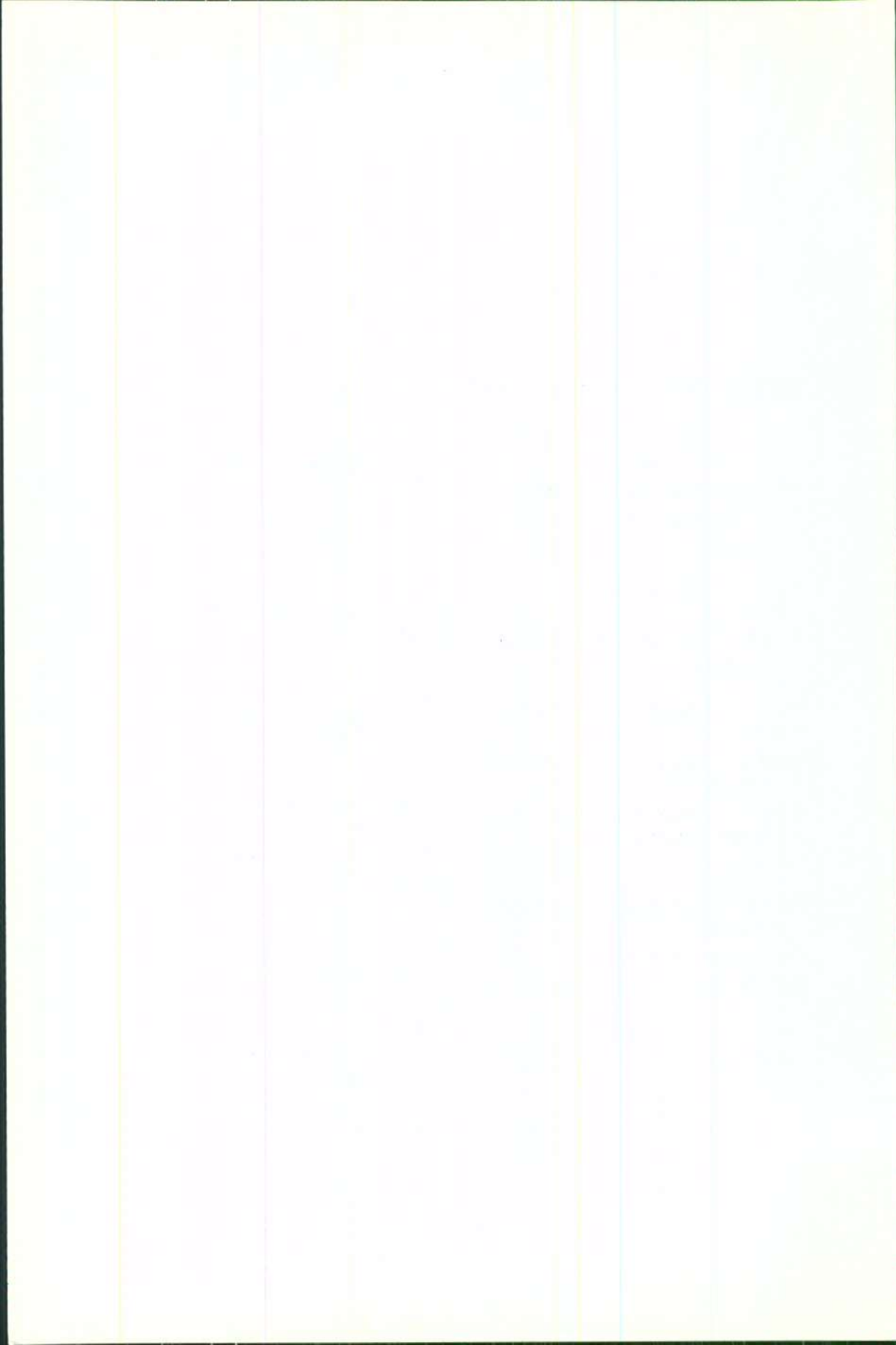
O.C.A.M. - *Organisation commune africaine et malgache.*

### S

- SO.N.A.R.A. - *Société nigérienne de commercialisation de l'arachide.*  
SO.NI.C.A. - *Société nigérienne de crédit automobile.*

### U

- U.D.E.A.O. - *Union douanière des Etats de l'Afrique de l'ouest.*  
U.M.O.A. - *Union monétaire ouest africaine.*  
U.N.C.C. - *Union nigérienne de crédit et de coopération.*  
U.S.A.I.D. - *United States Agency for International Development.*



## ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LES CITATIONS

### A

ALIBERT, *L'Afrique dans le système monétaire international*. - JACQUES ALIBERT, « L'Afrique dans le système monétaire international », *Europe, France outremer*, n. 479, Paris, décembre 1969.

### B

B. C. E. A. O., *Annuaire des banques U.M.O.A. 1969*. - BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST, *Annuaire des banques U.M.O.A. 1969*, Paris, 1969.

B.C.E.A.O., *Indicateurs économiques*. - BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST, *Indicateurs économiques nigériens, indicateurs économiques*, n. 71, mars 1970.

B.C.E.A.O., *Les établissements financiers de ventes à crédit*. - BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST, *Les établissements financiers de ventes à crédit de l'Union monétaire ouest africaine, banques et monnaies*, n. 176, août-septembre 1970.

B.C.E.A.O., *Rapport d'activité 1968*. - BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST, *Rapport d'activité 1968*, Paris, 1969.

B.C.E.A.O., *Rapport d'activité 1969*. - BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST, *Rapport d'activité 1969*, Paris, 1970.

B.D.R.N., *Note d'information*. - BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU NIGER, *Note d'information générale sur la B.D.R.N.*, Niamey, 1970.

BELLONCLE, *Le Crédit agricole dans les Pays d'Afrique noire d'expression française*. - GUY BELLONCLE, *Le crédit agricole dans les Pays d'Afrique noire d'expression française*, U.N.C.C., Niamey, mars 1966.

### C

CLARY, *Législation et techniques financières appliquées au Niger*. - JEAN CLARY, *Législation et techniques financières appliquées au Niger*, Cours pour l'Ecole nationale d'administration de la République du Niger, Ministère de la Fonction publique et du Travail, 1965.

### D

DELL'AMORE, *Economia del risparmio familiare*. - GIORDANO DELL'AMORE, *Economia del risparmio familiare*, Giuffrè, Milan, 1963.

DELL'AMORE, *I sistemi bancari*. - GIORDANO DELL'AMORE, *Economia delle aziende di credito* - Vol. II: *I Sistemi bancari*, Giuffrè, Milan, 1969.

## E

ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA, *A Survey of Economic Conditions in Africa*, 1967. - ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA, *A Survey of Economic Conditions in Africa*, 1967, United Nations, New York, 1969.

## G

GEORGE, *La zone franc*. - ANDRÉ GEORGE, *La zone franc*, Bulletin de liaison et d'information de l'Administration centrale des Finances, Paris, avril 1964.

## H

HEPP, *Monnaie et crédit en Afrique noire francophone*. - BERNARD HEPP, *Monnaie et crédit en Afrique noire francophone*, Paris, mars 1967.

HIRSCH, *Etudes en vue de la mise en valeur du Dallol Maouri*. - ROBERT D. HIRSCH, *Etudes en vue de la mise en valeur du Dallol Maouri: Niger - Rapport final: l'économie*, F.A.O., juillet 1969.

## M

MARQUIS, *Concours de la Banque centrale au financement de l'économie*

*ouest africaine*. - PAUL MARQUIS, *Principes et modalités du concours de la Banque centrale au financement de l'économie ouest africaine*, Etudes économiques ouest africaines n. 11, B.C.E.A.O., Paris, novembre 1966.

MAURI, *Il mercato del credito nei paesi sottosviluppati*. - ARNALDO MAURI, *Il mercato del credito nei Paesi sottosviluppati*, Giuffrè, Milan, 1966.

MAURI, *Il risparmio nei Paesi in via di sviluppo*. - ARNALDO MAURI, « La promozione del risparmio nei Paesi in via di sviluppo », *Il Risparmio*, n. 8, Milan, août 1969.

## O

ONADO, *Le banche di sviluppo dei Paesi africani*. - MARCO ONADO, « Le banche di sviluppo dei Paesi africani. Aspetti istituzionali », *Il Risparmio*, Milan, juillet 1970.

## U

U.N.C.C., *La formation des coopérateurs*. - UNION NIGÉRIENNE DE CRÉDIT ET DE COOPÉRATION, *La formation des coopérateurs pour la campagne 1969-1970*, Niamey, 1969.

U.N.C.C. - *Rapport d'activité 1968*. - UNION NIGÉRIENNE DE CRÉDIT ET DE COOPÉRATION, *Rapport d'activité et bilan à l'exercice 1968*, Niamey, 1968.

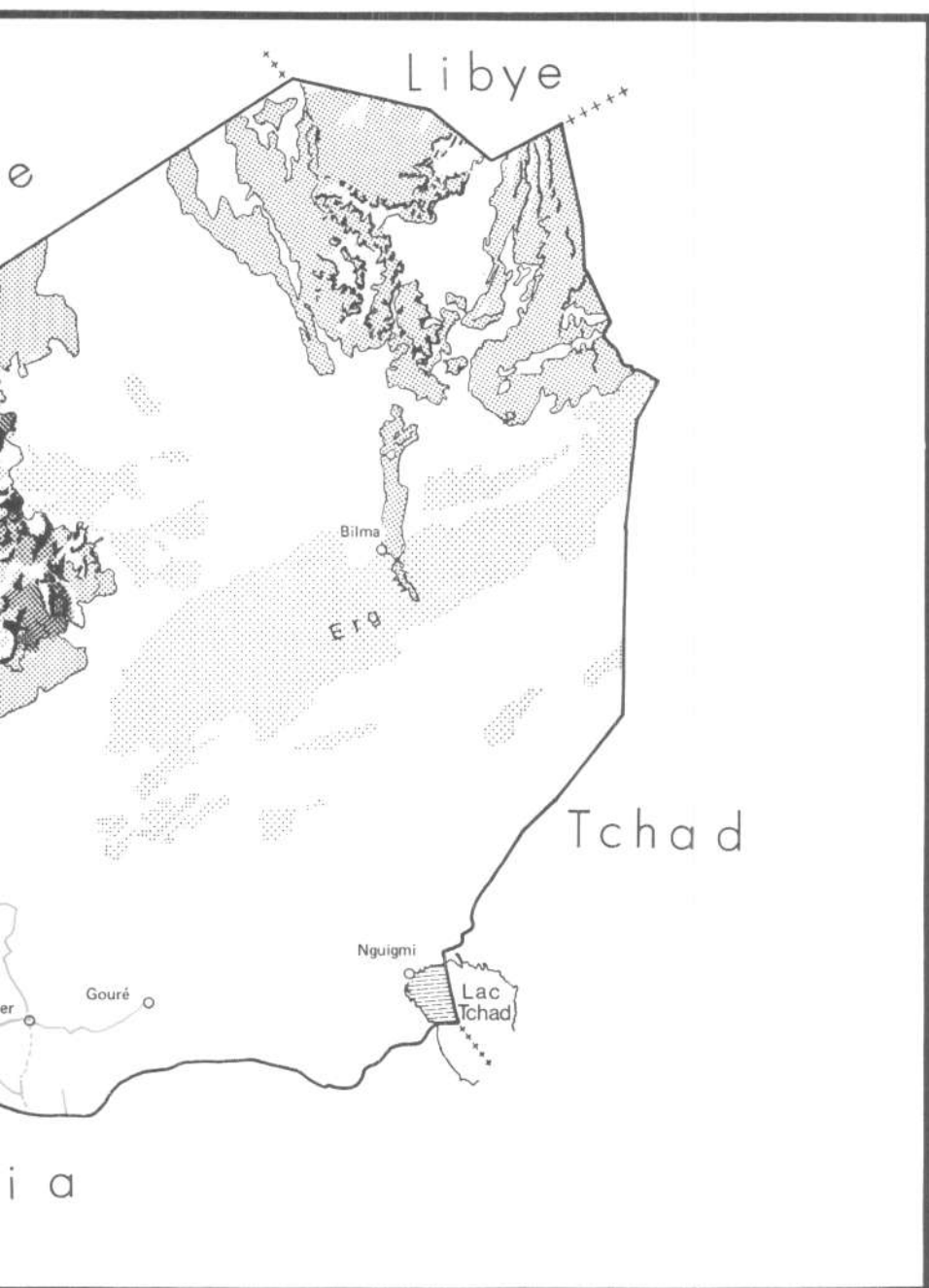




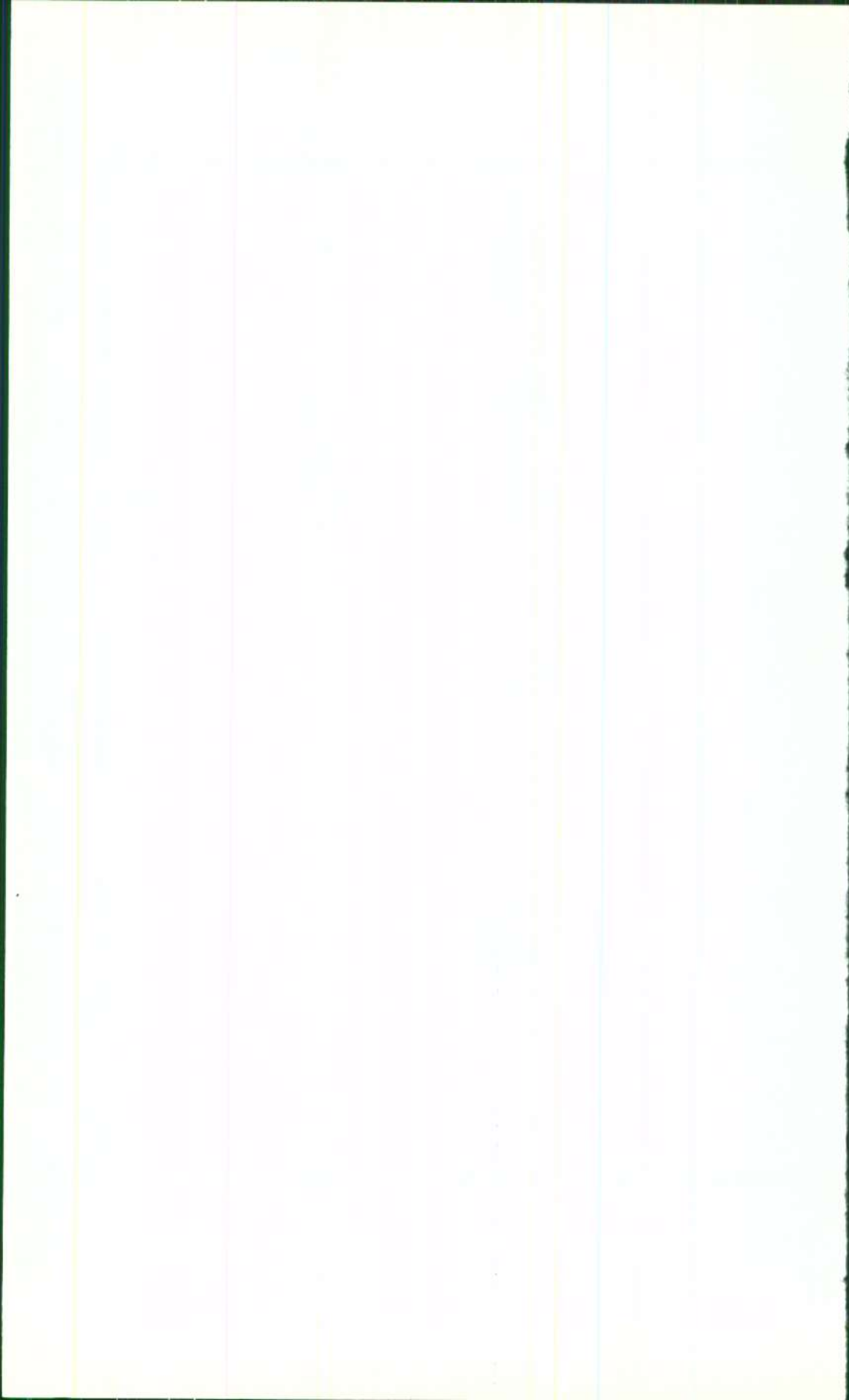
RÉPUBLIQUE DU NIGER

Km, 0 100 200 300 400 500











## INDEX

REMERCIEMENTS DE L'AUTEUR . . . . .	VII
Première Partie: ASPECT GÉNÉRAL DE L'ÉCONOMIE DU NIGER	
ÉLÉMENTS DE GÉOGRAPHIE PHYSIQUE ET HUMAINE . . . . .	1
EXPOSÉ SOMMAIRE DE L'HISTOIRE DU NIGER - ORGANISATION POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE DE LA RÉPUBLIQUE DU NIGER . . . . .	7
PRINCIPAUX ASPECTS DE L'ÉCONOMIE NIGÉRIENNE . . . . .	10
RAPPORTS ÉCONOMIQUES AVEC L'ÉTRANGER . . . . .	19
Deuxième Partie: SYSTÈME BANCAIRE DU NIGER	
INTRODUCTION . . . . .	27
L'UNION MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE (U.M.O.A.) . . . . .	31
LA BANQUE CENTRALE . . . . .	35
LÉGISLATION SUR LES BANQUES ET LE CRÉDIT . . . . .	47
CARACTÉRISTIQUES STRUCTURALES ET FONCTIONNELLES DU SYSTÈME BAN- CAIRE . . . . .	62
LES BANQUES ET LES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS . . . . .	78
— <i>La Banque internationale pour l'Afrique occidentale (B.I.A.O.)</i> . . . . .	78
— <i>La Banque de développement de la République du Niger (B.D.R.N.)</i> . . . . .	82
— <i>La Caisse nationale de crédit agricole (C.N.C.A.)</i> . . . . .	88
— <i>Le Crédit du Niger (C.N.)</i> . . . . .	102
— <i>La Caisse de prêts aux collectivités locales (C.P.C.L.)</i> . . . . .	103
— <i>La Société nigérienne de crédit automobile (SO.NI.C.A.)</i> . . . . .	104
LA PROMOTION DE L'ÉPARGNE . . . . .	105
SIGLES FRÉQUEMMENT EMPLOYÉS DANS LE TEXTE . . . . .	111
ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LES CITATIONS . . . . .	113
CARTE DE LA RÉPUBLIQUE DU NIGER . . . . .	115

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 10 SEPTEMBRE 1971  
PAR LES SOINS DU SERVIZIO STUDI E STATISTICA  
DE LA CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCE LOMBARDE  
SUR LES PRESSES DE TIPOGRAFIA COMENSE - TAVERNERIO (CÔME)

